





Photo: Plan/Jenny Matthews

Juliana, 27 ans, vit dans un village isolé perché dans les Andes équatoriennes, la partie la plus pauvre de l'Equateur. A l'âge de 19 ans, elle a encouragé sa communauté à travailler avec Plan.

« Auparavant, personne n'avait conscience des droits des enfants – de leur droit au respect, à la participation, à l'éducation et à la protection. Dès leur plus jeune âge, ils avaient beaucoup de tâches à remplir faute de quoi, ils étaient battus. Ils étaient nombreux à n'avoir aucune éducation, parce que leurs parents ne les envoyaient pas à l'école.

Maintenant, les choses ont beaucoup changé. Tous les enfants vont à l'école et ils sont nombreux à poursuivre des études. Il faut que tout le monde puisse apprendre, et pas seulement les garçons, il faut que les filles bénéficient aussi des mêmes opportunités. Sinon, comment la société peut-elle progresser ?

Les enfants participent maintenant aux discussions et leurs opinions sont prises en compte. Lors de nos réunions communautaires mensuelles, nous discutons des problèmes des droits des enfants et la communauté a dressé la liste des problèmes que nous devons résoudre pour envisager un meilleur avenir pour chacun de nous.

Quand Plan a demandé aux enfants ce qu'ils voulaient, ils ont répondu qu'ils voulaient un espace pour jouer et passer du temps avec leurs amis. J'ai aidé à monter un groupe de jeunes et j'ai encouragé les parents à laisser leurs enfants y aller. »

« Je suis fière des réalisations de ma communauté depuis que Plan est venu travailler avec nous il y a tout juste huit ans. Tant de choses se sont améliorées – nos bâtiments, mais plus important encore, notre façon de traiter les enfants et les structures dont la communauté s'est dotée, qui nous permettront de poursuivre le superbe travail accompli. »

SOMMAIRE

Introduction	1	Education	18
Faits majeurs 2011	2	Santé des enfants et développement de la petite enfance	20
Le mot du Président	4	Santé sexuelle et génésique	22
Le mot du Président-Directeur général	5	Sécurité économique	24
A propos de Plan	6	Eau et assainissement	26
Notre nouvelle stratégie	8	Campagnes	28
Redevabilité	10	Plan et les partenariats	30
Protection des enfants	12	Situation financière de Plan 2011	32
Participation des enfants	14	Comptes financiers consolidés	35
Gestion des risques de catastrophe	16	Réalisations et récompenses de Plan 2011	68

FAITS MAJEURS 2011

PAYS DU PROGRAMME

Bangladesh	Mali
Bénin	Mozambique
Bolivie	Myanmar
Brésil	Népal
Burkina Faso	Nicaragua
Cambodge	Niger
Cameroun	Ouganda
Chine	Pakistan
Colombie	Paraguay
Egypte	Pérou
El Salvador	Philippines
Equateur	République Dominicaine
Ethiopie	Rwanda
Ghana	Sénégal
Guatemala	Sierra Leone
Guinée	Soudan
Guinée-Bissau	Sri Lanka
Haïti	Sud-Soudan
Honduras	Tanzanie
Inde	Thaïlande
Indonésie	Timor-Leste
Kenya	Togo
Laos	Vietnam
Liberia	Zambie
Malawi	Zimbabwe

PAYS DONATEURS

Allemagne	France
Australie	Hong Kong
Belgique	Inde
Canada	Irlande
Colombie	Japon
Corée	Norvège
Danemark	Pays-Bas
Espagne	Royaume-Uni
Etats-Unis	Suède
Finlande	Suisse

591 MILLIONS D'EUROS
NOTRE REVENU TOTAL DE L'ANNEE

58 053
COMMUNAUTÉS
AIDÉES PAR PLAN

soit une population totale de
56,5 millions d'enfants dans
50 pays en développement
touchés par Plan en 2011.



Photo : Berno Neeleman

EGYPTE
UN PROJET DE JEUNES
REMORTE UN PRIX
DES MEDIAS

En 2011, Esm3oona (Ecoutez-nous), une émission de jeunes pour la télévision soutenue par Plan, a reçu deux prix importants au Festival international des Enfants du Caire : une médaille d'argent pour le Meilleur Programme pour la Jeunesse et le Prix du Ministère de la Culture pour les programmes TV.



Photo : Michael Fahrig

Ulrich Wickert (à droite), membre de notre conseil consultatif allemand, accepte le prix au nom de Plan.

ALLEMAGNE
GAGNANT D'UN PRIX
DU DEVELOPPEMENT

Plan Allemagne a reçu le prix Walter Scheel pour l'Engagement au Développement décerné par le Ministère fédéral allemand pour la Coopération Économique et le Développement, en reconnaissance de la contribution de notre approche centrée sur l'enfant. Selon le ministère, celle-ci a permis d'apporter une amélioration durable des conditions de vie des enfants et des jeunes.

528 425
PERSONNES

formées à différentes compétences :
éducation, protection des enfants,
réduction des risques de catastrophe
et amélioration des systèmes d'eau
et d'assainissement.

485 MILLIONS D'ELEVES

Depuis le lancement de notre campagne *Apprendre Sans Peur*, de nouvelles lois et politiques protègent plus de 485 millions d'enfants de la violence scolaire.



Photo : Plan

LE FONDS MONDIAL PLAN REJOINT LE COMBAT DU FONDS MONDIAL CONTRE LES MALADIES TROPICALES

En coopération avec le Ministère togolais de la Santé et le Fonds mondial, Plan œuvre pour réduire le nombre des décès et des infections résultant de maladies facilement évitables, par le biais d'un programme de 18 millions d'euros. Nous travaillons avec des partenaires locaux et des groupes d'enfants et de jeunes soutenus par Plan pour améliorer la sensibilisation aux méthodes de prévention et de traitement de ces maladies courantes et pour distribuer des moustiquaires imprégnées à effet durable.

Ce programme vient s'ajouter à deux autres partenariats de Plan, au Burkina Faso et au Cameroun, conclus avec le Fonds mondial jusqu'en 2013, d'une valeur totale combinée supérieure à 37 millions d'euros.



Photo : Plan

39 millions d'euros DON DU CANADA

L'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) a procuré un financement à Plan Canada pour l'amélioration de l'accès et de la qualité des services de santé maternelle et infantile dans sept pays d'Asie, des Amériques et d'Afrique.

D'un montant supérieur à 39 millions d'euros au total, co-financement inclus, cet appui capitalise sur l'expérience de Plan en matière de collaboration avec les administrations locales et les communautés, dans le but d'améliorer la fourniture et la qualité des services. Il permettra à Plan d'étoffer son travail dans ce domaine de façon significative. Dans le seul cas de l'Afrique, le projet bénéficiera à plus de 2 millions de femmes et d'enfants.



Photo : Plan

PHILIPPINES

Plan travaille avec la population des Iles Camotes, aux Philippines, depuis 23 ans. En 2011, des célébrations ont eu lieu lors du départ de Plan qui laisse les îles avec des niveaux de malnutrition et de mortalité infantile nettement réduits grâce à des services de qualité en matière d'assainissement, d'hygiène et de naissance, et un niveau élevé de compréhension et d'engagement envers les droits et la protection des enfants. En 2011, Plan s'est retiré progressivement de 529 communautés.

1 518 561 ENFANTS PARRAINES

Le parrainage d'enfants est essentiel pour créer des liens entre nos donateurs individuels et les communautés où nous travaillons.

Le mot du Président

Le Conseil d'Administration International et l'Assemblée des Membres se sont concentrés au cours de l'année écoulée sur l'examen et la révision de la stratégie de Plan, compte tenu de la persistance des incertitudes économiques mondiales et de la nécessité de fixer une liste plus claire des priorités dans les programmes.



Photo : Plan/Steven Wright

La révision de la stratégie – *Droits et opportunités pour chaque enfant* – établit un lien entre la nécessité d'accroître nos ressources et une approche plus focalisée de notre travail de programme. Il s'agit notamment d'insister davantage sur les enfants marginalisés, en particulier les filles, et sur la nécessité d'offrir de meilleurs programmes d'éducation et de protection, domaines dans lesquels nous avons la volonté d'exceller. Vous trouverez les détails de la stratégie à la page 8 de cette revue.

Les priorités de Plan doivent être comprises dans le contexte d'un monde où la vie des enfants s'améliore dans de nombreux pays en développement. Mais il y a des millions d'enfants pour lesquels les normes internationales fixées en 2005 dans les Objectifs du Millénaire pour le développement n'ont pas été atteintes et le fossé reste très profond dans de nombreux pays entre les progrès accomplis en général pour les enfants et les droits et opportunités de ceux qui vivent en marge.

L'Assemblée des Membres souhaite des améliorations significatives dans l'ampleur et la qualité des programmes de Plan, ainsi que des propositions d'investissements substantielles pour accroître nos ressources dans les pays donateurs actuels et futurs, à l'horizon 2015. Elle souhaite aussi une collaboration accrue en interne et avec les partenaires extérieurs, afin d'accroître l'impact de Plan sur les enfants les plus pauvres du monde.

Cet accent mis sur le partenariat et la collaboration part du constat que Plan ne sera efficace qu'en influençant les gouvernements et les collectivités locales, ainsi que les bailleurs de fonds et les organisations internationales afin qu'ils mettent en œuvre un changement durable. Plan et les autres organisations non gouvernementales (ONG) n'y parviendront pas toutes seules.

Fort de ses 75 années de travail auprès des enfants, Plan compte développer ses capacités de plaidoyer et de développement de politiques, Plan peut compter sur ses 75 années de travail avec les enfants. Notre rôle de plaidoyer a une légitimité toute particulière, puisque notre perspective est façonnée par notre expérience au niveau communautaire. L'année prochaine, nous lancerons notre campagne « Parce que je suis une fille » conçue pour permettre aux filles de jouir de droits égaux et qui sera au cœur de notre travail de plaidoyer et de programmation.

Nous pouvons nous fixer ces objectifs ambitieux grâce à la générosité indéfectible de nos 1,2 million de donateurs individuels qui parrainent un enfant ou un projet ou une communauté, des bailleurs de fonds institutionnels et des sociétés du secteur privé qui nous soutiennent.

Au cours de l'exercice 2011, les revenus de Plan au niveau mondial sont passés de 535 à 591 millions d'euros, un progrès qui a été rendu possible par une hausse significative des revenus provenant des bailleurs de fonds institutionnels et des appels à dons et dons thématiques effectués par des donateurs individuels. En juin 2011, Plan Hong Kong et Plan Suisse sont devenus Membres de Plan, à la suite de l'Inde et de la Colombie qui nous avaient rejoints comme nouveaux Membres l'année passée. En Inde et en Colombie, les organisations membres ont permis à Plan de se faire plus audible au niveau national à propos des droits des enfants, notamment dans le plaidoyer portant sur les problèmes qui sont au cœur des campagnes mondiales de Plan.

J'ai bon espoir, et je compte sur le fait que les pays du programme de Plan seront plus nombreux à rejoindre les organisations Membres, car cela élargit les perspectives de notre organisation mondiale, assure une représentation diversifiée dans la gouvernance et accroît nos sources de revenus.

La première moitié du nouvel exercice correspond aussi à la dernière étape de mon mandat de Président International de Plan. Au cours des six dernières années, Plan s'est développé, avec des résultats prometteurs dans de nouveaux domaines, notamment en investissant dans l'expertise en matière de catastrophes et d'urgences et dans ses compétences de plaidoyer reposant sur de petites équipes basées à Bruxelles, à Genève et, tout récemment, à New York. Au niveau mondial, nous réalisons des campagnes très réussies en faveur de l'enregistrement des naissances, du combat contre la violence à l'école et de la lutte contre la discrimination et l'absence d'opportunités qui sont encore le sort de nombreuses filles des pays pauvres.

Servir comme Président d'une grande ONG internationale est à la fois un privilège et un plaisir. J'ai observé le travail de Plan dans de nombreux pays et j'ai pu constater son impact considérable, ainsi que l'engagement et la détermination du personnel et des bénévoles.

Lorsque Plan fêtera son 75e anniversaire en 2012, je partirai avec des souvenirs très positifs. Je suis profondément reconnaissant à l'Assemblée des Membres pour son appui, au Conseil d'Administration International pour sa coopération et à notre personnel pour son engagement. J'ai confiance dans un bel avenir pour Plan, grâce à son travail acharné pour faire en sorte que tous les enfants jouissent des droits et des opportunités qu'ils méritent.



Paul Arlman

Président, Conseil d'Administration International et Assemblée des Membres

Le mot du Président-Directeur général

2011 a été une année marquée par des progrès considérables et les indicateurs en tête des différents chapitres sont là pour nous le rappeler. Au total, nous avons travaillé avec 58 000 communautés regroupant une population de 119 millions de personnes, dont 27,8 millions de filles et 28,7 millions de garçons..



Photo : Plan/Steven Wright

Grâce à notre travail de programme et de plaidoyer exercé le plus souvent au niveau régional et national, nous avons réalisé une expansion significative de notre champ d'action par rapport à l'année dernière. Par ailleurs, pour la première fois, la participation à nos programmes de formation au niveau communautaire a franchi la barre du demi-million. Ces personnes sont maintenant mieux équipées pour aider leurs propres communautés à devenir autonomes et à mieux défendre les droits de leurs enfants.

Nous avons accru le nombre des activités de protection et de participation des enfants, réalisé davantage d'interventions en situation d'urgence et mis en œuvre plus de programmes de réduction des risques dans 37 pays, rappelé l'accent qui doit être mis sur l'éducation dans de nombreux domaines et déployé des projets innovants dans les domaines de la santé des enfants et du développement de la petite enfance. Notre réaction face aux inondations du Pakistan a été excellente et est devenue une norme de qualité pour nos nombreuses interventions post-catastrophe. Après l'indépendance du pays, Plan Sud-Soudan est devenu le 50e pays du programme et au Myanmar, nous avons débuté la mise en place d'accords à long terme financés par des subventions pour capitaliser au mieux le travail accompli pendant les trois années qui sont suivies du passage du cyclone Nargis.

Cette revue met en évidence la complexité croissante de nos partenariats avec des entreprises multinationales comme Accenture, Astra Zeneca, Barclays et Beiersdorf/NIVEA. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai eu le plaisir de rencontrer ces partenaires et de voir sur place une partie des travaux qu'ils financent. Un des temps forts de cette année a été pour moi le voyage que j'ai effectué au Kenya en compagnie du PDG de Barclays, Bob Diamond, pour rendre visite aux programmes d'Épargne et de Crédit des villages que nous gérons conjointement avec Care International. Si j'en juge par sa réaction, ce fut également un grand plaisir pour lui.

C'est une bonne nouvelle que nous avons plaisir à communiquer, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Dans ce rapport, nous faisons le point sur les neuf études menées en interne concernant l'approche du développement communautaire centré sur l'enfant (DCCE) que nous nous efforçons d'appliquer dans tous nos programmes. Ces études révèlent que la route sera longue pour améliorer à la fois la compréhension et la mise en œuvre de cette approche hautement participative. Nous avons décidé de créer une Académie Plan pour permettre à chaque membre du personnel d'utiliser la réflexion et les techniques sur lesquelles repose le DCCE, à plus grande échelle et avec une efficacité renforcée.

Nous rapportons aussi les conclusions de notre première étude post-intervention au Kenya ; les auteurs de l'étude sont retournés dans une communauté, sept ans après le retrait de Plan, pour identifier notre impact à long terme. Même si les conclusions sont largement positives en ce qui concerne de nombreux services de base dans le domaine de

la santé et de l'éducation que nous avons aidés à établir, elles sont moins élogieuses quant à la solidité des partenaires de la société civile que nous avons laissés derrière nous. La question de la viabilité à long terme des partenariats et du renforcement de la société civile locale constitue un problème pour Plan comme pour les autres organisations non gouvernementales (ONG) internationales, et nous allons y travailler davantage l'an prochain.

Suite à la revue de notre stratégie, nous avons entrepris une réflexion approfondie sur la relation complexe qui existe entre les revenus de parrainage et les subventions. Ainsi, un portefeuille de subventions qui s'étoffe génère une pression sur notre infrastructure qui s'est développée au fil des ans en se focalisant largement sur les liens entre les parrains et leurs filleul(e)s. Nous avons pris l'engagement d'investir dans des systèmes et des processus qui nous permettront d'attirer plus de subventions pour financer notre travail et d'intégrer la totalité des coûts de ces projets et programmes dans nos demandes de financement auprès de nos donateurs.

Nous avons par ailleurs pris conscience du fait que notre modèle de parrainage, qui nous a fort bien réussi depuis notre création en 1937, nécessite une véritable refonte à l'âge des communications électroniques. C'est pourquoi ce thème est au cœur de notre nouvelle stratégie mondiale pour 2015, en parallèle avec l'amélioration des modalités d'obtention et de gestion des grandes subventions.

Au cours de l'année écoulée, nous avons également intensifié notre engagement en faveur de plus d'ouverture, plus de transparence et plus de redevabilité. Pour ce qui est de nos programmes sur les risques de catastrophe et l'urgence humanitaire, nous sommes maintenant en conformité avec les normes des ONG internationales largement acceptées. Nous demeurons un signataire actif et engagé dans la Charte de Redevabilité des ONG internationales, gérée depuis le Centre de la Société Civile de Berlin. Notre prochaine édition sera publiée fin 2011.

En conclusion, 2012 est l'année de notre 75e anniversaire, puisque notre organisation a vu le jour en 1937, au lendemain de la Guerre civile espagnole. L'un des temps forts sera le lancement officiel de notre campagne mondiale « Parce que je suis une fille » qui contient de grandes ambitions dans les domaines du programme, du plaidoyer et de la collecte de fonds. C'est une première pour Plan, et c'est le signe de notre volonté de renforcer notre position comme leader dans le développement basé sur les droits des enfants.

J'espère que vous aurez plaisir à lire les faits majeurs de l'année dernière. Vous pouvez nous envoyer vos commentaires et vos observations à l'adresse info@plan-international.org.

Nigel Chapman

Nigel Chapman
Président-Directeur général

A propos de Plan

Qui sommes-nous ?

Avec plus de 70 années d'expérience du terrain, Plan est l'une des plus anciennes et des plus grandes organisations de développement des enfants. En 2011, nous avons touché plus de 56,5 millions d'enfants dans 50 pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Notre organisation est indépendante, sans affiliation religieuse, politique ou gouvernementale.

Plan forme les jeunes à utiliser les médias pour relayer les problèmes importants des communautés en racontant leur propre histoire.



Enfants d'une communauté des tribus des collines du nord de la Thaïlande.

Wikands, Thaïlande



La maison de Magda a été endommagée par le séisme en Haïti.

Lubin, Haïti

Notre vision et notre mission

Un monde dans lequel tous les enfants réalisent la plénitude de leurs potentialités dans des sociétés qui respectent les droits et la dignité des personnes.

Plan s'efforce d'apporter des améliorations durables dans la qualité de vie des enfants défavorisés dans les pays en développement, au travers d'un processus unissant des personnes de cultures différentes et ajoutant un sens et une valeur à leur vie, notamment :

- en permettant aux enfants défavorisés, à leurs familles et à leurs communautés, de satisfaire leurs besoins de base et d'accroître leur capacité à participer à leurs sociétés et à en tirer avantage.
- par le développement des relations pour une meilleure compréhension et unité entre hommes, cultures et pays différents.
- en assurant la promotion des droits et des intérêts des enfants du monde.

Structure et gouvernance

Nous travaillons dans 68 pays, dont 50 pays en voie de développement (y compris le Myanmar et le Sud-Soudan, ajoutés cette année). Vingt organisations nationales indépendantes réalisent un travail de sensibilisation et apportent un financement et leur expertise à nos programmes. En Inde et en Colombie, nous réalisons maintenant à la fois un travail de programme et un travail de collecte de fonds.

Plan International, Inc. conçoit et livre des programmes coordonnés au niveau régional et au niveau des pays, par l'intermédiaire d'équipes fournissant un appui stratégique et opérationnel. Nos bureaux en charge des programmes sont établis au plus près des communautés afin de pouvoir répondre aux besoins des enfants et de leurs familles. Les services centraux d'appui à nos programmes sont assurés par Plan Limited, filiale à part entière de Plan International, Inc.

Notre Conseil d'Administration International veille à notre transparence et notre redevabilité ; les membres de ce Conseil sont élus par notre organe de contrôle, l'Assemblée des Membres qui, elle, veille à la gestion efficace de l'organisation par notre équipe de direction.



Un puits communautaire au Mali.
Aminata, Mali



Lanternes pour les victimes du tsunami japonais, Miyagi, Japon
Kaujon, Japon

Comment nous travaillons

Plan estime que le lien est évident entre l'accès aux droits et la pauvreté. Les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables sont ceux qui sont les moins susceptibles d'accéder à la plénitude de leurs droits, alors que les enfants qui grandissent en bonne santé, reçoivent une éducation et une formation sont les plus aptes à devenir des adultes économiquement à l'abri, aidant les générations futures et participant à la croissance économique de leur pays.

Selon Plan, filles et garçons doivent pouvoir s'impliquer activement dans la définition des priorités, l'élaboration des stratégies, l'évaluation des progrès accomplis au niveau local, la préparation aux catastrophes et la participation aux décisions qui touchent leur propre communauté – autant de facteurs qui renforceront leurs capacités et leur assurance et les aideront à devenir des citoyens actifs.

Malgré les engagements pris par les Etats, un fossé sépare encore les promesses qui ont été faites, et la réalité des vies de nombreux enfants.

Notre approche repose sur le développement communautaire centré sur l'enfant – un modèle qui met l'accent sur l'inclusion, l'égalité de genre et la non-discrimination. Nous travaillons avec les enfants, les communautés et d'autres partenaires clés : organisations locales, réseaux nationaux et agences gouvernementales.

Notre travail se caractérise principalement par :

- la formation de liens étroits avec les communautés dans lesquelles nous travaillons
- le plaidoyer avec et pour les enfants
- la volonté de faire en sorte que les responsables des droits des enfants soient redevables, mais qu'ils reçoivent aussi l'appui dont ils ont besoin
- l'implication des entreprises dans des programmes socialement responsables
- le travail au sein de coalitions et d'alliances pour combattre les causes profondes de la pauvreté.

Plan a un impact maximal sur la vie des enfants par l'apport de son soutien à :

- la protection contre toutes les formes d'abus, de négligence, d'exploitation et de violence (page 12)
- la participation à la vie publique en tant que citoyens (page 14)
- grandir en sécurité dans des communautés capables de résister aux catastrophes et à voir leurs droits protégés dans les situations d'urgence (page 16)
- une éducation de qualité (page 18)
- grandir en bonne santé (page 20)
- la santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention, les soins et le traitement du Sida (page 22)
- la sécurité économique (page 24)
- un approvisionnement sûr et constant en eau potable et un assainissement amélioré (page 26).

Notre nouvelle stratégie : des droits et des opportunités pour chaque enfant



Photo : Plan/Connelly LaMar

Le jeu est la base de l'apprentissage dans ce centre d'enfants appuyé par Plan dans la province de Shaanxi, en Chine.

Combattre l'exclusion avec des résultats mesurables, un champ d'action élargi et des partenariats

La nouvelle stratégie de Plan pour 2015, *Droits et opportunités pour chaque enfant*, nous impose de toucher davantage d'enfants par des programmes encore améliorés, d'accroître notre efficacité, notre efficience et notre travail en collaboration. Elle insiste sur les domaines de [l'inclusion](#), de [l'éducation](#) et de la [protection](#) dans lesquels notre influence va aller en grandissant.

L'accent spécifique que nous mettons sur l'inclusion des enfants marginalisés nous distingue des autres ONG internationales. Le groupe marginalisé le plus important est celui des filles des pays les plus pauvres du monde et c'est pour cette raison que le développement de leurs compétences et l'accès à leurs droits constituent l'axe principal de notre campagne « *Parce que je suis une fille* » (page 29). Nous voulons aussi donner la priorité aux enfants handicapés, aux minorités ethniques, aux enfants de la rue, aux enfants travaillant dans des conditions dangereuses et aux enfants qui sont responsables d'un foyer et nous nous efforçons de les inclure dans notre travail.

Tout cela passe par une amélioration continue de nos programmes - et par la mesure de nos succès - ainsi que par un accroissement significatif du nombre d'enfants avec lesquels nous travaillerons d'ici à 2015. Cette stratégie fait écho aux tendances mondiales actuelles : urbanisation, catastrophes, changement climatique, accroissement accéléré des populations jeunes et nouvelles connaissances sur la pauvreté. Elle prend aussi en compte les conclusions du bilan à mi-parcours (2010) des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés par les Nations Unies : les OMD ne seront pas atteints si l'on ne traite pas les problèmes des groupes marginalisés.

La stratégie de Plan répond aussi aux exigences des donateurs qui veulent que [les résultats soient plus nettement mis en évidence](#) pour démontrer l'efficacité de l'aide.

Le pouvoir des partenariats stratégiques

Depuis plus de 70 ans, Plan œuvre pour améliorer la vie des enfants, mais nous ne pouvons pas y arriver tout seuls. La société civile et tous ceux qui ont un devoir d'assistance doivent aussi assumer leurs responsabilités pour défendre les droits des enfants.

Nous puiserons dans notre expérience et dans notre expertise, notamment dans les domaines de l'éducation et de la protection, et nous ferons valoir notre autorité en la matière pour pousser d'autres à agir. Nous encouragerons les parents et les communautés à changer de comportements, nous nous efforcerons de faire évoluer les politiques et les pratiques des gouvernements locaux et nationaux, nous inciterons les donateurs à investir davantage et nous ferons en sorte d'accroître nos revenus et nos autres ressources.

Nous capitaliserons sur nos partenariats et alliances actuels et nous rechercherons des moyens plus stratégiques de travailler avec d'autres organisations, la société civile, les gouvernements et le secteur privé, combinant nos expertises et nos connaissances réciproques.

Grâce à notre connaissance approfondie de la programmation centrée sur l'enfant, nous jouerons aussi un rôle plus visible dans les forums de développement et les réseaux informels, pour porter là aussi le combat en faveur des droits de chaque enfant.

Le Programme « *Miser sur le changement* », un partenariat entre Barclays, Plan et CARE, a pour objet de développer l'accès aux services financiers de base pour 400 000 communautés de 11 pays afin d'accroître leur sécurité économique et de réduire leur vulnérabilité aux situations d'urgence que sont la perte de leurs moyens d'existence, la maladie et les catastrophes naturelles.

Qualité, redevabilité, expansion et influence accrue

Les programmes doivent être de la plus haute qualité, étayés par des faits prouvés et soumis à des mesures détaillées. Notre nouvelle stratégie crée une Académie Plan pour enrichir les connaissances, les compétences, le comportement et les pratiques de notre personnel dans le domaine du développement communautaire basé sur les droits des enfants et dans celui des situations d'urgence. Pour réaliser les meilleurs programmes, partout dans le monde, il nous faudra recruter des spécialistes des communications et du plaidoyer et investir dans des compétences techniques et de leadership.

Plan généralisera les programmes qui ont fait leurs preuves, partagera les bonnes pratiques et encouragera les autres agences à en tirer des enseignements. Les projets réussis devront être reproduits partout où ils peuvent bénéficier aux enfants.

En Bolivie, Plan œuvre à l'amélioration des soins et de la protection des enfants pour qu'ils grandissent en bonne santé. Pour démontrer la nécessité de travailler avec les familles et les communautés, nous avons comparé les résultats de deux programmes portant sur la mortalité infantile et l'adoption par les familles de pratiques essentielles à la santé et à la nutrition des enfants. Le gouvernement bolivien a intégré la stratégie de Plan dans son programme national de santé maternelle et infantile.

Le programme d'assainissement total conduit par la communauté (CLTS) de Plan est une approche innovante et économique pour améliorer l'assainissement, qui encourage la communauté à modifier ses comportements et améliorer l'hygiène. Grâce à notre lien étroit avec les communautés, nous avons été la première organisation à généraliser cette approche avec succès en Afrique. S'appuyant sur ses résultats rapides et sur sa large adoption par les communautés traditionnellement marginalisées, Plan appuie maintenant les gouvernements du monde entier pour qu'ils intègrent le CLTS dans leurs politiques, dans leurs efforts pour atteindre les cibles des OMD.

“ L'accent mis sur la protection et l'éducation dans la nouvelle stratégie est un choix intelligent : ce sont les deux problématiques qui passionnent le plus les enfants et les jeunes lorsque nous discutons avec eux.”

Stefanie Conrad, Directeur régional adjoint des programmes de Plan Afrique de l'Ouest

Comment y parvenir

Au cours des cinq prochaines années, Plan va :

- relever les défis de l'exclusion et de la marginalisation
- se concentrer sur les filles pour promouvoir l'égalité de genre
- déterminer les priorités pour la généralisation
- s'exprimer de façon cohérente et assurée afin d'influencer les politiques et les pratiques
- être de mieux en mieux reconnu comme l'expert du développement centré sur l'enfant et des interventions humanitaires
- être un partenaire privilégié, attirer de nouveaux donateurs et partenaires, qu'ils soient individuels ou institutionnels, ou encore des entreprises d'envergure mondiale.

Redevabilité

La redevabilité occupe une place centrale dans le travail de Plan. De même que nous demandons aux Etats d'assumer leurs obligations en ce qui concerne les droits des enfants, de même nous considérons nous redevables vis-à-vis des enfants et des communautés avec lesquels nous travaillons, et vis-à-vis des donateurs qui nous apportent leur soutien.

Evaluer notre approche du développement communautaire centré sur l'enfant

Cette année, Plan a réalisé deux études sur les progrès accomplis grâce à notre approche du développement - le développement communautaire centré sur l'enfant (DCCE).

Notre Conseil d'Administration International a lancé une étude interne de l'approche DCCE de Plan et en 2011 neuf évaluations de pays ont été conduites, couvrant toutes les régions, pour mesurer la qualité de la mise en œuvre de cette approche. Les résultats montrent que Plan a encore du chemin à parcourir avant d'instaurer dans toute l'organisation une bonne compréhension et mise en œuvre de l'approche DCCE.

Une évaluation externe réalisée par le Moynihan Institute of Global Affairs de l'Université de Syracuse, aux Etats-Unis, a choisi d'analyser l'efficacité du DCCE dans la production des résultats du programme. Elle a montré que le DCCE était efficace en ce qui concerne les changements d'attitudes et la promotion d'actions positives vis-à-vis des droits de l'enfant et de la fourniture de services aux communautés. Selon cette évaluation, l'avantage comparatif de Plan dans la mise en œuvre du DCCE repose sur notre capacité à travailler non seulement au niveau des communautés mais aussi à différents niveaux pour parvenir à un traitement plus efficace des problèmes de développement. Cette approche multi-niveaux permet à Plan de lier notre engagement au niveau communautaire aux processus d'élaboration de politiques au niveau national et international.

Des défis persistent cependant. L'évaluation a conclu qu'une compréhension commune et partagée du DCCE, dans tous les programmes, renforcerait l'efficacité et la durabilité du travail de Plan. Elle a également montré que l'utilité de l'approche était maximisée par la mise en œuvre conjointe de tous les éléments de base du DCCE.

En réaction à ces deux études, la direction de Plan a choisi d'accorder la priorité à l'apprentissage en interne, à la gestion des connaissances, au partage d'informations et à la mise en œuvre des politiques dans notre nouvelle stratégie pour 2015, Droits et opportunités pour chaque enfant. Quatre spécialistes ont été désignés pour coordonner l'apprentissage et la mise en œuvre du DCCE dans chaque région et pour travailler avec les chefs de file mondiaux dans le cadre de la nouvelle Académie Plan, afin d'élaborer les modules d'apprentissage du DCCE. Tout le personnel de Plan devra obligatoirement suivre la totalité de la première phase de ces modules.

Des évaluations seront réalisées à intervalles réguliers pour vérifier la rapidité et les améliorations de la mise en œuvre du DCCE.

Mesurer notre impact à long terme

Etudes post-intervention

Plan évalue périodiquement l'efficacité de ses programmes dans le cadre de son engagement de redevabilité et d'apprentissage. Nous recourons à différentes méthodes d'évaluation et l'une des innovations récentes est l'étude post-intervention.

Dans le cadre de la planification stratégique de Plan, nous procédons à un examen systématique des domaines dans lesquels nous travaillons, pour être certains de bien concentrer notre travail dans les domaines où il apporte une valeur ajoutée maximale. C'est pourquoi à certains moments nous nous retirons de certaines zones.

A l'occasion de ces études post-intervention, nous revenons dans les communautés cinq ans environ après en être partis pour évaluer la durabilité de notre travail et de notre contribution aux changements à long terme. Etant donné qu'il s'agit là de quelque chose de nouveau pour Plan et que ce type d'étude n'est pas répandu dans ce secteur, nous avons réalisé en 2010 deux études pilotes, en Bolivie et en Inde.

En 2011, intégrant les enseignements tirés de ces tests, nous avons conduit une première étude en grandeur réelle au Kenya, dans des communautés dont Plan s'était retiré en 2004.

Les résultats de l'étude ont fait apparaître que Plan était responsable de changements positifs pour ce qui est de l'infrastructure physique des communautés, par exemple les points d'eau, et que ceux-ci avaient bien résisté à l'épreuve du temps, bénéficiant à l'ensemble de la population. Néanmoins, les groupes communautaires créés et appuyés par Plan peu de temps avant notre retrait ne fonctionnaient plus, car ils n'avaient pas eu le temps de renforcer leurs capacités et de déboucher sur leur appropriation par les communautés.

L'étude a également conclu que l'engagement accru des derniers gouvernements du Kenya en faveur des droits humains et du renforcement de la redevabilité et de la consultation dans les services publics avait débouché sur des progrès significatifs en matière de participation des communautés aux services locaux et sur une sensibilisation accrue aux droits des enfants. Il subsiste cependant des problèmes d'équité et d'accès pour les groupes marginalisés.

L'étude a bien mis en évidence les forces et les faiblesses de l'héritage de Plan. Nous avons désormais pris l'engagement de poursuivre ces études post-intervention en capitalisant sur nos acquis.

Aider les enfants à réclamer des comptes aux gouvernements

L'un de nos principaux axes de travail est de nous assurer que la voix des enfants et des jeunes soit entendue au plus haut niveau du gouvernement et de la société. En 2011, avec notre appui, de nombreux enfants ont eu la possibilité de représenter leurs pairs et de poser aux dirigeants de leurs pays des questions sur les problèmes qui les touchent.

Pérou

Défendre les droits des enfants

Il n'y avait jamais eu de charte officielle des droits des enfants au Pérou, mais tout cela a changé au début de cette année. Plan, au nom d'une coalition de plus de 40 organisations locales et internationales et de concert avec un bailleur de fonds important, a rédigé la *Charte des droits de l'enfant* avec la participation active des enfants et des jeunes.

La charte engage les dirigeants à améliorer la vie des enfants et des adolescents péruviens et fait des droits des enfants - y compris la santé, l'éducation et la protection contre la violence - une priorité nationale. "L'Agenda fixe des objectifs précis pour le prochain gouvernement, par exemple l'application d'une interdiction totale des châtiments corporels" explique Oscar Calero, Coordinateur de Plan pour la protection des enfants au Pérou. En mars 2011, tous les principaux candidats aux élections présidentielles avaient signé la charte.

Haïti

Interpeller les hommes politiques

En 2011, quatre jeunes participants aux clubs de médias et de droits des jeunes sont intervenus dans une émission d'actualités de la télévision nationale d'Haïti pour interviewer un porte-parole du candidat aux élections présidentielles, Michel Martelly (celui-ci a ensuite remporté l'élection). Ils ont posé des questions précises sur les moyens d'améliorer l'éducation et d'impliquer les jeunes dans le processus de prise de décision.

Le Président et la Première Dame ont donné le coup d'envoi de la Semaine Nationale de l'Enfant avec l'appui de Plan et de l'UNICEF, aux côtés de l'Institut Haïtien pour le Bien-Être Social et la Recherche et du Ministère des Affaires Sociales. Les nouveaux commissaires haïtiens au bien-être social, responsables des droits des enfants dans le pays, ont promis d'inclure les recommandations des jeunes dans le programme de travail du nouveau Premier Ministre.

Ghana

Impliquer les jeunes dans le budget national

Au Ghana, les jeunes ont contribué au processus gouvernemental d'élaboration du budget national en 2011. Le projet, géré par Plan et par le Centre de Développement Social Intégré, vise à encourager les jeunes à participer à la préparation et au suivi du budget.

Plus de 70 jeunes de trois districts, avec l'appui et la formation de Plan, ont rassemblé des données sur des problématiques telles que le travail des enfants, la traite des enfants, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Ils ont rassemblé des données et s'en sont servis pour plaider pour la création d'environnements sûrs et appropriés pour les enfants et les jeunes. En organisant des réunions, des discussions, du lobbying, des événements spéciaux et en travaillant avec les médias, les jeunes sont parvenus à sensibiliser la population aux problèmes des droits des enfants. Leurs conclusions et leur analyse du budget ont été publiées et sont utilisées pour la détermination des affectations budgétaires.

Etant donné le succès de ce premier projet, le modèle sera déployé dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.



Jeunes participants du projet de redevabilité budgétaire de Plan.

Pour ce qui est du lien entre le DCCE et l'efficacité et la durabilité des programmes... cette étude a conclu que les évaluations les plus positives concernaient les programmes appliquant le DCCE de façon cohérente dans différentes catégories stratégiques (participation, capacité, plaidoyer, gouvernance et redevabilité).

Extrait du rapport d'évaluation externe, Moynihan Institute of Global Affairs, Université de Syracuse, Etats-Unis (voir page 10 pour plus de détails)

Protection des enfants

Les membres d'un groupe de jeunes appuyé par Plan discutent de la protection des enfants au Bénin.

Zambie, Mozambique, Malawi et Zimbabwe

Formation des autorités locales à la lutte contre la traite des enfants

Chaque année, 73 000 enfants sont emmenés illégalement en Afrique du Sud depuis des pays voisins – certains d'entre eux n'ayant même pas plus de sept ans. Les garçons sont vendus pour travailler sur les exploitations agricoles, dans les mines et pour le trafic de stupéfiants, tandis que les filles sont orientées vers le travail domestique, la prostitution ou la pédopornographie. *“Les trafiquants exploitent les vulnérabilités et l'absence d'opportunités des enfants en leur promettant une vie meilleure”* explique Hellen Tombo, Conseiller régional de Plan pour le plaidoyer et les politiques.

En 2010, les bureaux pays de Plan en Zambie, au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe ont lancé une campagne de trois ans intitulée *« Protéger les enfants en déplacement »*. Elle a pour objectif de former les garde-frontières et la police et d'éduquer le public afin de protéger les enfants contre la traite et de les sauver lorsqu'ils en sont victimes.

Depuis, Plan a organisé des ateliers avec des journalistes et des officiers de police, le personnel des ambassades, les polices des frontières et les membres des communautés et mis en place une assistance téléphonique dans chaque pays pour le signalement des cas. Les pays se communiquent leurs rapports d'avancement et Plan offre un appui financier et une expertise technique pour le suivi des progrès. Les communautés sont maintenant sur leurs gardes pour se prémunir contre la traite des enfants.

Equateur

Autonomiser les enfants pour qu'ils résistent aux abus

Dans la province Santa Elena de l'Equateur, 70 pour cent des enfants déclarent que leurs parents les frappent au moins une fois par semaine, allant jusqu'à provoquer des hématomes et parfois même des hémorragies. Les enfants sont souvent enfermés, ridiculisés ou injuriés. Le problème ne se pose pas seulement à la maison : 40 pour cent des enfants disent avoir fait l'objet d'abus physiques ou d'insultes verbales de la part de leurs enseignants.

Plan a travaillé avec le gouvernement pour l'aider à mettre sur pied des politiques de prévention de la violence et des abus sexuels. Dans trois provinces, nous avons contribué à l'instauration d'organes communautaires de défense des droits des enfants, gérés au niveau local – au nombre de 15 l'an dernier – pour inciter à faire évoluer les cultures, sensibiliser, plaider pour un changement et promouvoir les droits des enfants.

Shirley, 14 ans, décrit comment les choses ont changé. *“Ma mère avait l'habitude de nous battre. Parfois je ne voulais pas rentrer chez moi, parce que je savais ce qui m'attendait. Personne n'osait en parler, encore moins aller à la police. Mais depuis qu'elle a rejoint l'organe de défense communautaire, elle a arrêté de nous frapper et elle ne nous injurie plus.”*

110 972

En 2011, Plan a offert une formation à la protection des enfants à 110 972 membres des communautés et du personnel des organisations partenaires.

Objectif de Plan : Tous les enfants et tous les jeunes jouissent de leur droit à la protection contre les abus, la négligence, l'exploitation et la violence.

Plan travaille pour que tous les enfants se sentent en sécurité et soient protégés contre toutes les formes d'abus, de négligence, d'exploitation et de violence par :

- des services de prévention, de relèvement et d'appui communautaire de qualité et efficaces, proposés par l'Etat
- un cadre de protection légale adéquate à tous les niveaux
- un puissant appui des familles et des communautés
- la sensibilisation du public et le respect du droit de tous les enfants à la protection
- un accès aux compétences et aux connaissances qui contribuent à leur propre protection.

Bien que tous les enfants aient droit à la sécurité et à une protection contre la violence, ils sont nombreux à subir des violences au quotidien. Nous devons obliger les Etats à assumer leur responsabilité, qui est d'assurer une prévention, une réhabilitation et une réinsertion efficaces, ainsi qu'un cadre légal adéquat pour ce faire.

Timor-Leste

Appui aux pays pour qu'ils développent des systèmes de protection des enfants

Au Timor-Leste, 40 pour cent des enfants* subissent des violences et la plupart des crimes perpétrés contre eux ne sont ni traités, ni signalés. Cependant, Plan aide le pays à élaborer un système national de protection des enfants en coopération avec les bailleurs, le gouvernement, la société civile et les communautés pour la mise en place des politiques, structures et compétences dont ils ont besoin.

Etant l'un des sept membres permanents du groupe de travail national qui s'est penché sur ce nouveau système, Plan joue un rôle essentiel dans son élaboration. Notre travail a porté sur l'organisation d'ateliers sur la protection des enfants pour le gouvernement, les organisations locales, la société civile et les jeunes, et sur l'appui aux administrations locales afin qu'elles forment à leur tour d'autres personnes. Nous avons joué un rôle clé en contribuant à la rédaction du Code des enfants qui servira de base à un cadre national pour la protection des enfants.



Photo : Plan/Rob Few

Enfants participant à des jeux dans un centre de Plan au Timor-Leste.

Grâce à notre réputation de principal formateur aux politiques de protection des enfants dans le pays, nous continuons de participer à ce processus, car nous avons été contactés par de nombreuses autres organisations et par des bailleurs de fonds pour compléter cette formation.

* Source : Analyse situationnelle des droits de l'enfant, Plan 2011



Photo : Plan

Participation des enfants

Membres de clubs de jeunes appuyés par Plan interviewés dans les médias nationaux après avoir participé au Forum national sur la décentralisation en Haïti.

Afrique de l'Ouest

Faire campagne pour l'égalité par le biais des clubs de médias

Plan s'attaque aux inégalités de genre au Ghana, au Liberia, en Sierra Leone et au Togo par le biais de l'initiative *Les filles font les médias*, qui a été lancée en 2010. Ce programme vise à lutter contre la discrimination de genre en organisant des clubs de médias qui aident les filles et les garçons à acquérir les compétences nécessaires pour s'exprimer et influencer l'opinion publique.

Les membres des clubs sont formés au plaidoyer sur les questions qui touchent à leur bien-être, par exemple la discrimination sexuelle, les inégalités liées au genre et la violence sexuelle. La longue expérience de Plan dans les technologies des médias et de la communication nous permet de mettre en oeuvre ce projet dans des zones difficiles d'accès. Nous touchons aussi une large diversité de publics, grâce à la radio nationale et communautaire, à la télévision et à la presse écrite. S'inspirant du travail de ces clubs, une radio ghanéenne écoutée par deux millions de personnes a intégré dans ses programmes réguliers une émission sur les droits des enfants.

Le programme a déjà un impact notable sur le leadership des filles, leur assurance et leur statut et il a renforcé leurs attentes. L'une d'elles, Harriet Ndanu, dit : *“Je rêve de devenir une grande journaliste et de travailler aux côtés de personnalités influentes, pour pouvoir faire une différence dans la vie des gens.”*

Nicaragua

Renforcer la citoyenneté pour lutter contre le Sida

Les jeunes du Nicaragua n'ont pas tous accès à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive, d'où leur vulnérabilité face au Sida. Le projet de Plan *Participation et plaidoyer des jeunes en faveur de la prévention du Sida* s'attaque à ce problème en soutenant les jeunes de 60 communautés dans leurs revendications pour des services de meilleure qualité.

Le projet a débuté en 2009 par la formation de 120 jeunes au plaidoyer et à la gouvernance, à la santé sexuelle et génésique, à la prévention du VIH. Ils ont ensuite transmis ce qu'ils avaient appris à 1 320 autres jeunes. Cette même stratégie a permis de former 148 conseillers d'éducation du Ministère de l'Education, qui ont formé à leur tour plus de 1 000 parents.

Plan a également renforcé les capacités des prestataires de services sanitaires afin qu'ils offrent des services adaptés aux jeunes et leur a fourni un appui pour l'amélioration de leurs services d'information.

Deux ans après le début du projet, les jeunes membres ont acquis l'assurance et les compétences nécessaires pour produire des messages pour des campagnes à la radio, à la télévision et dans la presse et ils sont devenus des modèles positifs pour les autres jeunes.

Objectif de Plan : Les enfants et les jeunes jouissent de leur droit à participer en tant que citoyens.

Avec l'appui de leurs familles, des communautés, de leurs pairs, des enseignants et autres responsables, nous aidons les enfants à constamment renforcer leurs capacités, à exercer leurs droits et leurs responsabilités de citoyens au fur et à mesure qu'ils grandissent et s'instruisent.

Plan fait la promotion de la citoyenneté des jeunes et de leur autonomisation en les aidant, pendant leur enfance et leur adolescence, à prendre conscience de leurs droits, à renforcer leur confiance en eux et leurs compétences de leadership – y compris en matière de médias et de journalisme – pour les mobiliser en vue de changements positifs.

Nous contribuons au suivi des droits des enfants en prourant aux organisations d'enfants et de jeunes les capacités requises pour mener des initiatives de plaidoyer et de suivi de la mise en œuvre par leur gouvernement de la Convention relative aux Droits de l'Enfant et des politiques nationales et locales. Nous promovons la responsabilité sociale en rendant les jeunes capables de participer aux processus de planification, de vérifier la qualité des services et de demander des comptes aux gouvernements et aux prestataires de services.

La Convention relative aux Droits de l'Enfant stipule que les enfants ont le droit de participer en qualité de citoyens, mais leur voix n'est pas entendue dans de nombreuses régions du monde. Nous devons faire campagne en faveur de la participation des enfants au développement et aux processus de décision, en nous concentrant sur les enfants exclus, notamment les enfants déscolarisés, les jeunes enfants et les enfants handicapés.

Bangladesh

Les enfants de la rue face au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève

Tania est pleine d'assurance. Cette jeune fille de 14 ans, originaire de Dhaka, fait partie des 10 millions d'enfants dans le monde qui vivent dans la rue.

L'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement fixé par Plan est une meilleure prise de conscience et une protection accrue des enfants de la rue comme Tania. Nadya Kassam, Responsable Mondial pour le Plaidoyer de Plan, indique que *“les enfants de la rue sont parmi les êtres humains les plus exclus de la société. Ils sont plus vulnérables à l'exploitation et aux abus, comme le viol ou les travaux dangereux.”*

Pour sensibiliser à ce problème, le projet de Plan *De nos propres yeux* apprend aux enfants de Dhaka à documenter leur propre vie par la photographie et la vidéo, pour montrer la réalité de la vie dans la rue. Ayant participé à ce projet, Tania et son ami Riaz ont été invités à Genève pour faire part de leur expérience devant la session permanente du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies.



Photo: Plan

Les deux enfants envisagent leur avenir avec espoir et ils parlent en termes éloquentes des droits des enfants. *“Tout le monde n'est pas comme nous”* déclare Tania, *“mais tout comme les autres enfants, nous avons un potentiel en nous, et il faut que nous ayons la possibilité de le développer.”*

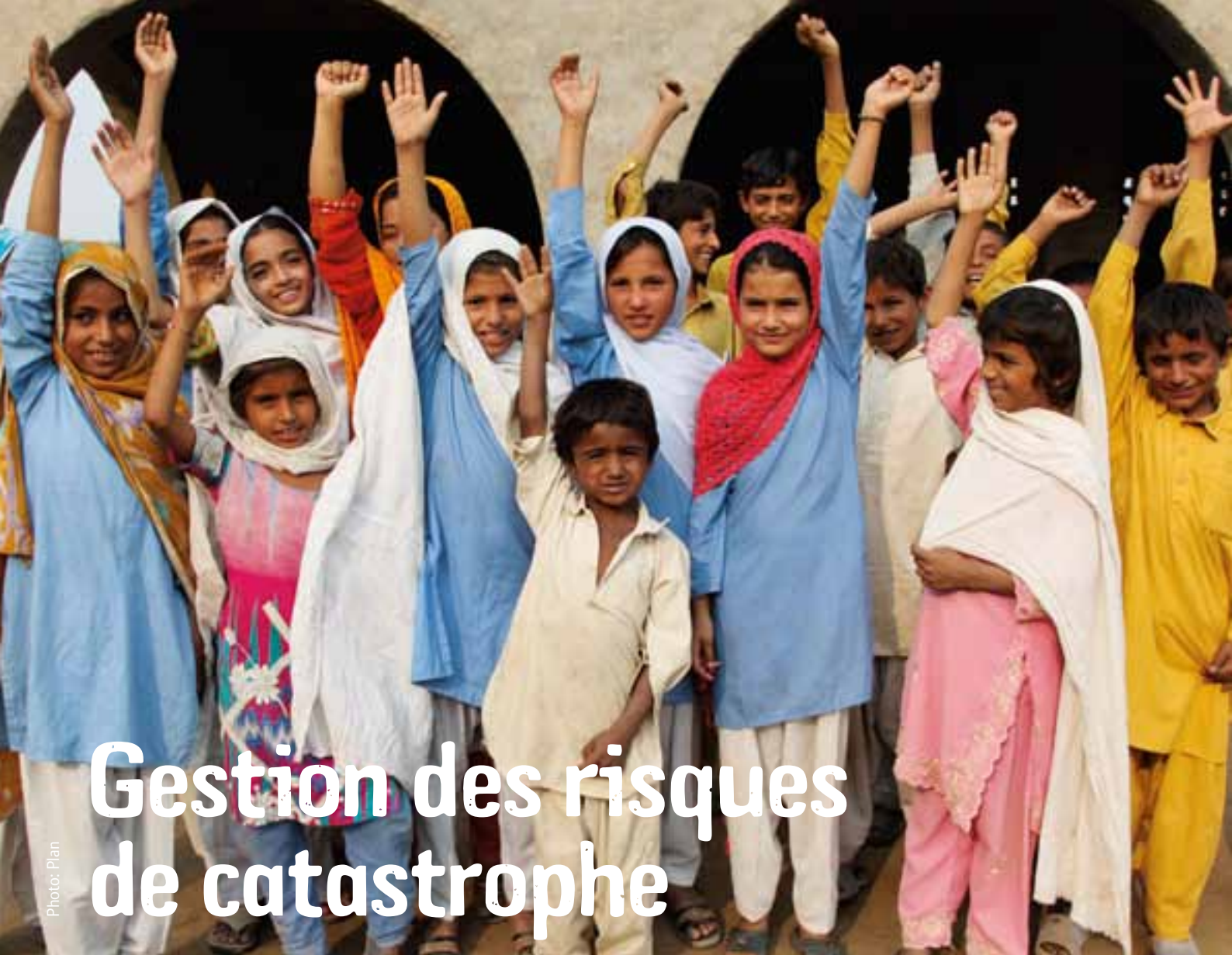


Photo: Plan

Gestion des risques de catastrophe

Plan offre aux enfants touchés par les inondations un lieu où ils peuvent jouer en toute sécurité, Pakistan.

Pakistan

Soutenir et mobiliser les jeunes

Un an après les pires inondations que le Pakistan ait connues de son histoire moderne, Plan travaille avec les organisations locales pour aider les populations touchées – en particulier les enfants – à se relever et à reconstruire leurs communautés.

Lorsque les premières inondations se sont produites, en juillet 2010, recouvrant d'eau un cinquième du pays, Plan a rapidement réagi par des secours d'urgence à plus de 250 000 personnes et en aidant un million d'autres à retrouver leurs conditions de vie normale. Un des axes prioritaires a été de considérer que le bien-être des enfants était la clé du relèvement à long terme des communautés. Pour aider les enfants à s'adapter à la situation, nous avons contribué à créer des espaces accueillants pour eux, où ils peuvent jouer, partager et parler librement.

Déjà avant les inondations, Plan Pakistan insistait sur le rôle et les droits des enfants dans son travail sur la réduction des risques de catastrophe. Nous avons aidé à créer 90 groupes de jeunes qui ont procédé à des évaluations des dangers, préparé des plans d'urgence à appliquer en cas d'inondation, tels que la construction de plates-formes, et aidé à surveiller le niveau des eaux afin d'alerter rapidement les communautés des risques d'inondation.

Cameroun

Aider les enfants à être sensibilisés au risque de choléra

La formation des enfants à la prévention du choléra représente une part importante du travail de Plan au Cameroun, où plus de 9 000 cas de choléra avaient été recensés en juin 2011. Plan a travaillé avec le Ministère de la Santé pour déployer 512 bénévoles, des « soldats du choléra », qui ont rendu visite à 15 000 foyers, touchant ainsi 51 368 personnes. Dans une région, le nombre de nouveaux cas est pratiquement retombé à zéro.

Au total, le projet a touché plus de 62 000 personnes, y compris 15 492 enfants. Grâce à notre initiative de médias de jeunes « Kids' Waves », Plan a contribué à faire circuler le message dans 20 000 magazines pour enfants et 576 émissions de radio en direct. Après avoir assisté à une pièce de théâtre sur le choléra, un garçon de 11 ans a dit *« Rien qu'en me lavant les mains à l'eau et au savon, je peux éviter de tomber malade. »*

39

En 2011, Plan a contribué à sauver des vies humaines grâce à l'assistance humanitaire, à la protection et à l'éducation des enfants, à l'appui psychosocial apporté dans 39 catastrophes et par la mise en oeuvre de stratégies de prévention des risques de catastrophe dans 37 pays.

Objectif de Plan : Les enfants et les jeunes grandissent en sécurité dans des communautés résilientes et jouissent de leur droit à la protection et à une assistance dans les situations d'urgence.

Dans les situations de catastrophe, ce sont les enfants qui sont les plus vulnérables. Au niveau mondial, Plan est maintenant reconnu comme un leader pour la réduction des risques de catastrophe centrée sur l'enfant. Nous travaillons en partenariat avec les agences gouvernementales et la société civile afin d'aider les communautés à se protéger contre les catastrophes naturelles. En 2011, nous nous sommes focalisés sur le renforcement de nos capacités en matière de préparation aux catastrophes, de protection des enfants et d'appui émotionnel aux enfants dans les situations de catastrophe. Notre approche place les enfants au cœur de la gestion des risques de catastrophe, les autonomisant pour leur permettre d'y faire face et de trouver des solutions durables mûrement réfléchies.

Ces dernières années, un nombre croissant de crises et d'urgences humanitaires ont mis en danger la sécurité, la sûreté et le bien-être des enfants. Nous y répondons par le renforcement de nos performances dans les situations d'urgence, par la formation, par le recrutement d'experts opérationnels et techniques et par la révision de nos systèmes dans le but d'améliorer nos performances. En 2011, nous sommes aussi devenus membre à part entière du Partenariat pour la redevabilité humanitaire. Notre adhésion souligne notre engagement en faveur des normes de redevabilité et de qualité de gestion les plus strictes.

Japon

Aider les enfants touchés par une catastrophe

Plan Japon est normalement un pays donateur plutôt que bénéficiaire, mais tout cela a changé avec le tsunami qui a frappé le Japon en mars 2011 et lorsque l'impact psychologique de la catastrophe sur des milliers d'enfants est devenu apparent. "Certains se sont repliés sur eux-mêmes, tandis que d'autres ont adopté un comportement irascible ou agressif" indique Margriet Blaauw, Conseillère pour les programmes psychosociaux de Plan Japon.

Plan a organisé des ateliers d'appui psychosocial pour 2 500 enseignants et parents, des symposiums et des conférences pour 900 personnes, une Journée des Enfants qui a vu la participation de 350 enfants et parents et une formation médias pour 60 enfants pour les aider à se relever en exprimant leurs sentiments par la photographie et la vidéo.

Grâce à notre expérience en matière de soutien et de soins psychologiques dans les situations de catastrophe, nous avons pu concentrer nos efforts là où nous pouvions être les plus utiles, avec le déploiement de spécialistes du Siège international, du bureau régional et d'un spécialiste psychosocial de Plan Indonésie.



Formation médias pour les enfants touchés par le tsunami

Réactions face au tsunami de mars 2011

Lorsque les premières nouvelles du tsunami de mars 2011 nous sont parvenues et que des avertissements furent lancés dans de nombreux pays, des enfants et des communautés d'Indonésie, des Philippines, de l'Equateur, du Honduras, du Guatemala, de Colombie, du Pérou, d'El Salvador, du Nicaragua et du Panama ont été les premiers à faire appliquer les mesures de précaution comme l'évacuation des populations vers des lieux sûrs et à entreprendre d'autres actions préventives, tout cela grâce à notre travail de préparation et de réduction des risques de catastrophe dans les communautés.

Education

En Haïti, les élèves bénéficient de techniques d'apprentissage respectueux de l'enfant, avec l'appui de Plan.

Indonésie

Eduquer les filles dans les centres de détention juvénile

Elles sont 400 dans les centres de détention juvénile en Indonésie. La majorité d'entre elles n'est pas scolarisée et ne suit pas de formation aux compétences nécessaires à la vie courante ou à la santé reproductive. La couture, la cuisine et le jardinage sont les seuls cours dispensés pour les préparer à une vie de travaux domestiques.

En 2001, avec le concours d'une ONG locale, Plan a commencé à prodiguer aux filles de 14 à 18 ans d'un des plus grands centres de détention, une éducation informelle et l'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante. Plus récemment, les élèves ont demandé des cours d'anglais et d'informatique afin d'améliorer leurs chances sur le marché du travail. *« Avant cela, nous n'avions que des cours de couture et de cuisine, mais maintenant nous avons des choses intéressantes à faire et des facilitateurs gentils. J'étais ce qu'on appelle un « ennemi public » et mes amies disaient que j'étais grossière, mais Plan a changé mon comportement. Je suis plus positive et prête plus attention aux sentiments des autres »,* dit Yaya, 16 ans.

Avec une ONG locale, Plan offre également des conseils pour préparer les filles à leur libération et les travailleurs sociaux rendent visite aux parents pour les encourager à reprendre les filles chez eux. En 2011, 80 % des filles étaient retournées sans problème dans leur foyer. Pour les autres, qui ne sont pas prêtes ou ne peuvent rentrer, Plan finance une maison de transition qui permet d'acquérir des compétences professionnelles et propose des placements.

Rwanda

Un accès plus large à l'éducation, surtout pour les filles

Au Rwanda, les écoles enregistrent un taux d'abandon élevé chez les filles, en dépit d'une augmentation des taux de scolarisation, et seuls 17 % des élèves entrent à l'école secondaire. Plan s'est efforcé de remédier à ce problème en influençant l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et en ciblant les enfants exclus et les enfants les plus vulnérables, surtout les filles et les orphelins.

Au niveau national, nous avons créé et nous dirigeons la Plate-Forme de Coordination des ONG de l'Éducation, qui se compose de 25 organisations, pour plaider en faveur d'une éducation de qualité et améliorer la coordination entre les partenaires de l'éducation.

Un partenariat conclu avec les agences des Nations Unies et le gouvernement a débouché sur un programme de cantines scolaires qui a largement contribué à accroître l'assiduité et la rétention.

De plus, une solution étonnante de simplicité – l'installation de toilettes séparées pour les garçons et les filles – permet de garder les filles à l'école pendant leurs menstruations, l'une des plus importantes causes des abandons scolaires. *« Les toilettes sont importantes »* dit Joselyne, 15 ans. *« Auparavant, les garçons et les filles partageaient les mêmes toilettes et certaines filles refusaient d'aller à l'école. Maintenant nous avons nos propres toilettes, entourées d'un mur pour que les garçons ne puissent pas nous voir ».*

76 419

En 2011, Plan a formé 76 419 enseignants professionnels et bénévoles ainsi que des personnels de gestion des écoles aux compétences d'apprentissage respectueux de l'enfant, dont 14 988 communautés ont profité. Nous appuyons la construction et la rénovation de 1 723 écoles.

Objectif de Plan : les enfants et les jeunes revendiquent et exercent leur droit à l'éducation.

Pour assurer à tout moment un accès gratuit et équitable à une éducation de qualité, notamment dans les situations d'urgence, ainsi qu'un accès équitable pour les jeunes à un apprentissage approprié et à des programmes inculquant les compétences de la vie courante, la stratégie d'éducation de Plan s'articule autour de trois objectifs :

Nous faisons la promotion d'environnements d'apprentissage inclusifs, sûrs, sains, accueillants pour les enfants, par le renforcement des compétences des enseignants, la création de programmes d'enseignement adaptés suivant le genre, pertinents sur le plan culturel et offrant une formation aux compétences essentielles pour à la vie courante.

Nous oeuvrons pour permettre à tous les enfants, à leurs parents et à leurs communautés de participer activement aux décisions relatives aux besoins et aux priorités en matière d'éducation et nous les appuyons dans leur démarche pour responsabiliser les autorités.

Nous appuyons également les efforts déployés pour atteindre les enfants qui ne fréquentent pas l'école, et nous faisons campagne en faveur d'une participation active des enfants, des jeunes et des communautés pour améliorer la gouvernance de l'éducation à tous les niveaux.

Chaque enfant a droit à l'éducation, mais beaucoup d'enfants sont exclus de la scolarité en raison des coûts élevés, des barrières linguistiques et culturelles, de la distance géographique ou de leurs besoins particuliers. Nous devons travailler avec les gouvernements et les éducateurs pour assurer une éducation respectueuse de l'enfant, accessible à tous.

Salvador

Permettre aux enfants d'apprendre en jouant

La petite enfance est une étape essentielle du développement. Au Salvador, 98 % des enfants de moins de quatre ans ne bénéficient d'aucun service d'éducation pour la petite enfance et près de la moitié des enfants âgés de quatre à six ans ne fréquente aucun établissement préscolaire. Ces dix dernières années, Plan a travaillé pour y remédier avec le Ministère de l'Éducation et d'autres agences de la protection de l'enfance, nous avons élaboré une nouvelle Politique nationale pour l'éducation de la petite enfance lancée en 2010 et qui constitue un cadre pour garantir les droits des enfants, leur accès à l'éducation et leur développement intégré.

En 2011, Plan a mené des campagnes de sensibilisation et géré des projets pilotes pour le développement de l'enfant. *Ludotecas Escolares* a été l'un de ces projets pilotes. A l'origine de centres ludiques innovants dans huit des écoles les plus pauvres du Salvador, il fait partie du programme « Apprendre en jouant » financé par la société internationale de services financiers HSBC. Les centres accueillent 5 800 enfants âgés de 6 à 16 ans et ils encouragent une culture de coexistence pacifique et un apprentissage adapté à l'âge dans un cadre récréatif et créatif, utilisant des jouets et des jeux donnés par Plan Espagne.



Les enfants dans une ludothèque au Salvador.

Grâce au succès du projet, neuf autres ludothèques devraient être créées. 97 enseignants formés géreront les centres, une fois le projet terminé.

« Le jeu et les enfants devraient être inséparables » dit Rodrigo Bustos, le directeur de Plan Salvador. « À travers le jeu, les enfants apprennent l'interaction avec leur monde, la résolution des problèmes, le travail en équipe, le partage et le développement des capacités, ce qui leur permet de réaliser pleinement leur potentiel. Les enfants sont plus heureux et plus équilibrés dans des espaces sécurisés où ils peuvent jouer et profiter de leur enfance ».

Santé des enfants et développement de la petite enfance

Un projet appuyé par Plan pour détecter les signes de malnutrition chez les jeunes enfants, Bolivie.

Sénégal

Améliorer la santé maternelle et infantile grâce aux SMS

« Ma dernière grossesse a été la plus facile » dit Fatou Tine, 25 ans, mère de quatre enfants, « parce que je n'ai jamais raté un rendez-vous médical. Je recevais des messages de rappel par texto ! ».

Fatou fréquente l'une des 331 « cases de santé » de la région. Celles-ci offrent aux populations rurales éloignées, pour une somme modique, des services de santé de base, notamment des services maternels et prénataux, des traitements contre le paludisme, un soutien nutritionnel et des vaccinations. Travaillant dans le cadre d'un consortium d'ONG financé par l'USAID, Plan a aidé à former les 100 éducateurs communautaires de santé qui gèrent le projet et nous avons innové en envoyant des rappels par SMS.

Le projet couvre 200 000 enfants de moins de cinq ans et 40 000 femmes enceintes. En cinq ans, les taux de diarrhée chez les jeunes enfants sont passés de 33 % à 1 %. Plus de 90 % des enfants dont les mères reçoivent des SMS sont immunisés, contre 59 % dans les communautés où ce système n'existe pas.

Mozambique

Promouvoir le développement de la petite enfance en milieu rural

« Je parle portugais parce que je suis allé dans un établissement préscolaire » dit Elio, âgé de six ans. Au Mozambique, la scolarité se fait en portugais et les enfants non lusophones prennent du retard. Elio est l'un des 640 enfants de trois à six ans qui fréquentent les centres d'accueil et de protection de la petite enfance de Plan dans les communautés faiblement scolarisées. Actuellement, 16 centres offrent un enseignement adapté aux enfants et un environnement sain qui stimule leur croissance et les prépare à l'école. Plan travaille également au niveau national en tant que membre du Groupe national de réflexion sur le développement de la petite enfance dont le plaidoyer a poussé le gouvernement à préparer une stratégie pour créer des établissements préscolaires dans les 128 districts du pays. Avec nos partenaires, nous allons continuer à faire pression sur le gouvernement pour financer les services d'accueil et de protection de la petite enfance, notamment pour les plus vulnérables, et pour partager les meilleures pratiques afin d'enrichir la fourniture de ces services par le gouvernement.

« Ce projet insuffle une dynamique au travail de plaidoyer de Plan », dit Eunice Temba de Plan Mozambique. « Désormais, les communautés - notamment les enfants - demanderont au gouvernement d'être plus proactif dans la fourniture de services ».

175 886

En 2011, Plan a formé 175 886 agents sanitaires professionnels et bénévoles pour l'acquisition de compétences en soins de santé et d'éducation au cours de la petite enfance, et 18.416 communautés en ont bénéficié.

Objectif de Plan : que les enfants jouissent de leur droit à grandir en bonne santé.

Plan appuie un éventail de programmes pour réduire la mortalité néonatale et maternelle, améliorer la survie de l'enfant et favoriser un développement holistique et sain des enfants jusqu'à l'âge adulte. Ces programmes englobent des initiatives pour prévenir et lutter contre les maladies infantiles spécifiques et évitables.

Nous encourageons le développement de la petite enfance et une bonne nutrition et nous offrons un soutien aux parents et aux responsables des enfants. Nous travaillons avec nos partenaires pour améliorer l'accès à des services de santé primaire et à des services sociaux de qualité pour les mères, les enfants et les jeunes.

Seuls un plaidoyer au niveau mondial et une illustration des effets de bons programmes par de solides preuves permettront de comprendre l'importance de la protection et du développement de la petite enfance et de s'engager en sa faveur. Nous allons poursuivre notre travail au sein du Groupe consultatif mondial et dans les réseaux régionaux, afin de promouvoir cette stratégie qui est le meilleur investissement social et humain des pays et des bailleurs de fonds.

Bolivie

Elaborer une approche intégrée de la santé

Dans de nombreuses communautés rurales, la Bolivie enregistre des niveaux élevés de mortalité maternelle et infantile et de malnutrition. Plan s'est attaqué à ce problème à un niveau pratique à travers son programme *Gestion nutritionnelle intégrée des maladies infantiles* courant 24 communautés rurales autochtones. Nous avons également travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé pour intégrer les services de santé pour les enfants de moins de cinq ans dans la politique nationale de santé de l'enfant.

Le projet a amélioré l'accès à des aliments hautement nutritifs en créant une centaine de parcelles de potagers familiaux et scolaires et en renforçant cinq Unités de Nutrition Intégrée municipales qui enseignent aux mères la façon de préparer des repas nutritifs.

L'évolution de l'attitude des parents par rapport à l'importance de la protection et de la préservation de la santé des enfants est significative. « Nous nous contentions de regarder grandir nos enfants » dit le Directeur du Réseau Municipal d'Ancoraimas. « Désormais nous nous préoccupons de leur développement. »

Plan travaille actuellement avec le Ministère de la Santé, les ONG locales et les organisations de base pour étendre les projets de santé communautaire intégrée à un plus grand nombre de communautés.

Inde

Améliorer la garde des enfants pour les travailleurs migrants

Près de 320 millions d'itinérants sont ouvriers sur les chantiers de construction dans les zones urbaines de l'Inde. Souvent, leurs enfants travaillent également ou s'occupent de leurs jeunes frères et soeurs ce qui les empêche d'être scolarisés.

Plan et nos partenaires négocient avec les entrepreneurs pour améliorer les conditions des enfants. Ils fournissent un espace et un financement pour que les ouvriers construisent sur le site des centres d'accueil pour les enfants de moins de six ans, équipés de toilettes, de cuisines et de terrains de jeux afin d'encourager l'apprentissage et le développement.

En outre, Plan travaille avec les entrepreneurs pour les sensibiliser aux besoins des enfants sur le site – par exemple, les ouvrières qui allaitent peuvent bénéficier de pauses pour allaiter leurs enfants. Plan éduque les parents aux besoins des enfants en matière de développement, quelquefois à travers des pièces de théâtre. « Je ne savais pas comment nourrir mon bébé ou préparer sa nourriture » dit une mère. « J'ai compris ce que je devais faire après avoir vu votre sketch. Ma petite fille est maigre, mais maintenant je vais pouvoir mieux m'occuper d'elle. »



Photo : Plan/Rene Gonzalez

Santé sexuelle et reproductive

Le programme de *Plan Paso a Paso* encourage l'éducation à la santé sexuelle par les pairs, Paraguay.

Ouganda

Protéger les femmes en défendant les droits fonciers

En Afrique, une femme qui devient veuve perd souvent son droit à la terre dont elle-même et ses enfants dépendent, car les droits fonciers reviennent en général aux hommes de la famille. C'est particulièrement vrai pour les décès par le SIDA, car la bellefamille reproche souvent à la veuve, à tort, d'être responsable de la maladie. La perte de la terre rend les femmes vulnérables à l'exploitation et à la violence car elles doivent lutter pour nourrir leur famille.

Plan œuvre pour prévenir ces abus en formant des bénévoles communautaires aux droits de l'homme, aux lois nationales et locales et aux procédures judiciaires. Les bénévoles aident les gens de leur communauté à comprendre leurs droits au regard de la loi et ils aident ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un avocat à plaider eux-mêmes leur cause devant les tribunaux.

Babirye, une mère de cinq enfants qui vit dans l'est de l'Ouganda, s'est vu contester la propriété de la terre familiale par la famille de son défunt mari. « La justice est un milieu très intimidant, mais le responsable juridique de Plan m'a guidée dans les procédures et la constitution d'un dossier » dit-elle. « Je suis convaincue que j'obtiendrai justice ».

Burkina Faso

Sensibiliser davantage les élèves au Sida

En 2009, un centre pour jeunes du Burkina Faso a demandé à Plan d'apporter son appui aux tests volontaires et anonymes de dépistage du VIH/SIDA dans les 12 écoles secondaires de la province. Plan a d'abord créé un club de jeunes dans chaque école où des agents sanitaires informent les élèves sur la prévention des maladies et les grossesses non désirées. Puis, avec 916 000 euros donnés par Plan Corée, nous avons lancé un projet éducatif de sketches, poèmes, films, débats, un plaidoyer, des campagnes dans les médias et une éducation par les pairs. Nous avons aussi formé plus de 100 enseignants et aidé à la création d'une ligne d'assistance. Au total, 2 878 jeunes y ont participé, dont 872 filles.

En 2011, l'étape suivante a consisté à offrir un appui psychosocial et à demander à 900 élèves du secondaire de faire faire un test de dépistage. Trois filles et un garçon ayant été reconnus séropositifs, nous avons fait le nécessaire pour qu'ils reçoivent un appui, un traitement et des visites à domicile et nous les avons invités à se joindre à un groupe de soutien pour les personnes porteuses du VIH. Certains élèves séropositifs sont devenus des éducateurs pour leurs pairs, travaillant à la prévention du VIH. « Si le résultat du test est négatif, ce test vous rend encore plus responsable et vous amène à mieux prendre soin de vous-même » dit l'élève Soudré. « Et si le test est positif, vous devez commencer à suivre un traitement ».

62 424

En 2011, Plan a formé 62 424 agents communautaires de santé et sages-femmes traditionnelles, qui desservent 9 212 communautés.

Objectif de Plan : les enfants et les jeunes jouissent de leur droit à la santé sexuelle et génésique, notamment à la prévention, aux soins et au traitement du VIH.

Nous appuyons une éducation et des services appropriés et de qualité en matière de santé sexuelle et génésique des enfants et des jeunes. Nous nous élevons contre les croyances et les attitudes qui perpétuent les inégalités entre les sexes. Nous plaidons en faveur de politiques et d'actions plus efficaces qui respectent et protègent les droits des enfants vivant avec le VIH, notamment le droit à être protégés du VIH, et pour ceux qui ont été touchés, le droit de recevoir des soins et un appui. Nous plaidons aussi pour permettre aux enfants orphelins du SIDA de vivre avec les membres de leur famille.

L'éducation en matière de santé sexuelle est très importante pour la communauté et nous devons toucher le maillon le plus faible – les adolescents et leurs parents. Le défi est de taille et il faut encourager et poursuivre le travail dans ce sens.

Marleny Sandover Chavez, une éducatrice sanitaire travaillant avec Plan Pérou.

Pérou

Aider les adolescents à comprendre la santé sexuelle

Au nord-ouest du Pérou, la région la plus pauvre du pays, seuls 10 pour cent des adolescents ont des connaissances sur la santé sexuelle et génésique et sur le VIH. Dix pour cent des adolescentes se retrouvent enceintes, et sur dix grossesses, six sont non désirées.

Notre programme « *Un Meilleur Style de Vie pour les Adolescents* » permet aux jeunes de 13 à 17 ans d'acquérir des aptitudes sociales et des compétences en matière de santé sexuelle et reproductive pour les aider à prendre des décisions réfléchies sur la sexualité et se protéger contre le Sida et autres maladies sexuellement transmissibles. Lancé en 2006, ce programme est appliqué dans 22 communautés de la région.

En 2010 et 2011, nous avons formé 52 agents de santé, 3 626 adolescents et 668 parents aux questions liées à la santé génésique, notamment le VIH, l'utilisation sûre de préservatifs et les droits sexuels et reproductifs. Nous avons également formé 1 637 adolescents aux compétences de la vie courante comme la gestion de la colère, l'estime de soi et les capacités d'écoute et nous avons participé à la création de six organisations d'adolescents et huit réseaux d'élèves du secondaire ayant pour objet d'écrire et de jouer des pièces abordant les questions sexuelles sensibles.



Elèves fréquentant des ateliers sur la santé sexuelle de Plan.

Lorsqu'Edison, un élève du secondaire, a rejoint le projet, c'était un adolescent timide, un peu perdu, mais aujourd'hui il respire la confiance. « Avant, nous voyions [le sexe] comme quelque chose d'étrange » dit-il. Et il ajoute « mais maintenant nous pouvons parler de n'importe quelle méthode contraceptive. Nous savons ce qu'il faut faire ».

Sécurité économique

Plan travaille avec des partenaires industriels pour offrir formation et accompagnement aux jeunes sans travail de Timor-Leste, afin qu'ils apprennent à gérer les petites entreprises qui leur permettront de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Vietnam

Développer les compétences pour favoriser l'emploi

Au Vietnam, 45 pour cent des chômeurs sont des jeunes, souvent aux marges de la société, possédant peu de compétences intéressantes pour les employeurs. Plan s'emploie à faire changer cela.

Le programme REACH de Plan a formé 6 021 jeunes de 18 à 25 ans dans sept villes, pour leur permettre d'accéder à un emploi, en s'appuyant sur un partenariat de Plan Pays-Bas et du cabinet international de consultants Accenture ; celui-ci a investi 1,4 million d'euros dans le programme en 2011 et apporté son expertise du monde des affaires.

Le projet aide à développer les compétences entrepreneuriales des jeunes. Ses liens avec plus de 1 000 employeurs ont permis de trouver un emploi aux jeunes dans des domaines comme les technologies de l'information, les relations clientèle et l'externalisation des entreprises.

« Grâce à son engagement aux côtés des élèves, à ses méthodologies de formation intelligentes et à ses excellentes relations avec le monde des affaires, REACH a réussi à générer une approche intégrée très efficace qui facilite l'emploi des jeunes » a déclaré Gabriel Levitt de l'ONG américaine Pact. « Avec son excellente compréhension des compétences dont ont besoin les marchés, REACH représente une solide passerelle entre les jeunes en difficulté et des employeurs potentiels. »

Au cours de l'année écoulée, REACH a noué des liens avec d'autres organisations et standardisé ses propres programmes d'enseignement ; des discussions sont en cours pour étendre le programme aux villes de province et aux pays voisins.

Zimbabwe

Améliorer la sécurité par une agriculture de qualité

Avina Chidhiyani, 48 ans, est veuve et mère de huit enfants. Plusieurs mauvaises récoltes l'ont empêchée de bien nourrir sa famille, jusqu'à ce qu'elle rejoigne le projet de sécurité alimentaire de Plan géré conjointement avec l'agence gouvernementale AGRITEX.

Le projet a ciblé 5 000 foyers pauvres, dont 63 pour cent avaient une femme comme chef de famille. Avina a été formée à des techniques agricoles comme la collecte de l'eau et elle a reçu des bons d'achat pour se procurer des semences et des animaux. Grâce à ses nouvelles compétences, elle a produit 77 sacs de sorgho (une céréale), soit un progrès de 300 pour cent par rapport aux années antérieures, et elle a élevé 70 poulets qui représentent une source régulière de viande, d'oeufs et de revenus.

« J'ai reçu plusieurs visites du responsable de Plan pour les moyens d'existence et d'agents de développement du gouvernement qui m'ont aidée à bien faire les choses » confie Avina. « Mais ce qui m'a bien plu, c'est quand on nous a fait des démonstrations pratiques dans les champs. Je n'ai pas eu de problème pour suivre, car je ne sais ni lire ni écrire. »

Depuis cette date, Avina a rejoint un groupe de cinq autres agriculteurs pour discuter de problèmes et de stratégies ; maintenant Avina et sa famille ont aussi un sentiment d'appartenance et de sécurité.

165 148

En 2011, Plan a formé 165.148 personnes pour l'acquisition de compétences agricoles, professionnelles et commerciales. Nous avons soutenu 2.119 organisations de microfinance et 77.792 groupes locaux d'épargne et de crédit.

Objectif de Plan : que les enfants et les jeunes jouissent de leur droit à la sécurité économique.

Nous nous employons, avec des partenaires communautaires, à équiper les familles extrêmement pauvres des compétences requises pour accroître leurs revenus de façon durable et accéder aux services financiers. Nous appuyons aussi les Etats, les communautés et les familles pour qu'ils stimulent la croissance et les opportunités, associant des initiatives de microfinance durables, inclusives, adaptées aux besoins des clients, à des programmes comme la santé et l'éducation des enfants, dans le but d'assurer la durabilité des progrès accomplis par les familles, même en période de crise.

Au cours de la prochaine décennie, 1,3 milliard de jeunes entreront dans la vie active, or selon les prévisions, il n'y aura que 300 millions de nouveaux emplois. Pour réduire la pauvreté, une priorité clé consiste à s'assurer que les jeunes aient des opportunités pour trouver un emploi productif et décent.

Sierra Leone

Créer des opportunités grâce à l'épargne et au crédit

Après la mort de son père, Salamatu, 19 ans, a quitté son école de commerce pour aider sa tante à vendre du riz sur le marché. En Sierra Leone, c'est courant – de nombreuses filles ne vont pas jusqu'à la fin de l'école primaire à cause des pressions financières.

Pour aider des jeunes comme Salamatu, Plan a appuyé 4 800 jeunes déscolarisés de 15 à 25 ans (dont 70 pour cent de filles), à rejoindre des groupes d'épargne et de crédit de jeunes. Chaque semaine, chaque membre place 0,18 euro dans un fonds qui lui donne ensuite droit à un prêt à faible taux d'intérêt. Salamatu a pris un prêt pour démarrer sa propre entreprise de riz, un autre pour payer ses frais de scolarité. « Je suis très heureuse d'avoir eu la possibilité de démarrer quelque chose par moi-même » dit-elle.

Salamatu aide maintenant à la création d'autres clubs dans sa communauté et Plan forme des bénévoles comme elle à la gestion des clubs, afin qu'ils puissent se développer sans l'appui de Plan.

Le projet est financé par l'intermédiaire de Plan Canada, avec 3 millions d'euros donnés par MasterCard qui soutient des initiatives similaires au Sénégal et au Niger jusqu'en 2014.²⁵



Photo : Lars Scholtyssyk

Salamatu, jeune chef d'entreprise de Sierra Leone.

²³ Dans la version anglaise le passage surligné se trouve immédiatement sous le titre « Sécurité économique » à la page 48 ci-dessus

²⁴ Dans la version anglaise le passage surligné se trouve en dessous du dernier paragraphe consacré à la Sierra Leone à la page 51 ci-dessous

²⁵ Voir la note 24 au bas de la page 50

Eau et assainissement

Dans le cadre d'un programme de promotion de la santé scolaire au Nicaragua, les enfants plus âgés enseignent aux plus jeunes à bien se laver les mains.

Cambodge

Améliorer la santé par l'assainissement

Le manque d'assainissement est une cause majeure de mortalité des enfants. Au Cambodge, seuls 18 pour cent de la population rurale ont accès à des installations sanitaires adéquates. La population rurale ont accès à des installations sanitaires adéquates.

Grâce à un nouveau projet, un million de personnes vont bénéficier pour la première fois d'un assainissement et d'une éducation à l'hygiène. Plan Cambodge accorde des subventions à 18 groupes communautaires, dans les villages où moins de la moitié des ménages ont des sanitaires et où de nombreux enfants meurent de déshydratation consécutive à des diarrhées. Le gouvernement, les autorités locales, les ONG et le secteur privé renforceront aussi leurs capacités en matière d'assainissement.

Développé en partenariat avec le Ministère du Développement rural et reposant sur les acquis du travail de Plan sur l'assainissement dans le pays, il reçoit une subvention de 3,6 millions d'euros du Fonds mondial pour l'assainissement et du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. L'objectif est de faire passer l'accès à l'assainissement dans les zones rurales, 18 % à 30 % d'ici à 2015.

Tanzanie

Purifier l'eau grâce à l'énergie du soleil

Les diarrhées provoquées par la consommation d'une eau contaminée sont une cause majeure de mortalité pour les enfants de moins de cinq ans. Mais dans sept villages de Tanzanie, plus de 15 000 personnes ont appris à transformer l'eau contaminée en une eau pure et potable grâce à une méthode simple et économique qui fait appel uniquement aux rayons ultraviolets.

Plan Tanzanie a formé à cette méthode 24 agents promoteurs dans les communautés locales. Des bouteilles en plastique recyclables sont remplies d'eau contaminée, fermées hermétiquement et laissées au soleil pendant au moins six heures, voire toute la journée si le temps est nuageux. Les rayons ultraviolets tuent les parasites qui sont les vecteurs des maladies véhiculées par l'eau. Seuls 12 pour cent des enfants de moins de cinq ans qui ont bu de l'eau traitée ont eu la diarrhée, comparés aux 58 pour cent de ceux qui buvaient l'eau non traitée. « Tous les jours, j'apporte de l'eau à l'école et j'en ai parlé à mes amis » dit Juma, 12 ans.

122 927

En 2011, Plan a appuyé 122 927 ménages pour qu'ils améliorent leurs installations sanitaires et aidé les communautés à construire ou remettre en état 5 804 points d'eau.

Objectif de Plan : que les enfants et les jeunes jouissent de leur droit à l'amélioration de leur bien-être et de leur santé par une hygiène efficace des mains, un assainissement de base et une eau potable sûre, fiable et abordable.

Dans ses programmes Eau, assainissement et hygiène (WASH), Plan intègre des approches basées sur les droits qui encouragent les communautés à se charger elles-mêmes de leur assainissement, de la promotion des droits des femmes, des filles et des groupes marginalisés et de la sensibilisation à l'hygiène. Nous travaillons aux côtés des gouvernements, des communautés et des groupes locaux pour assurer la durabilité de nos initiatives à long terme.

Nous assistons à une crise mondiale de l'assainissement et de l'eau. Les diarrhées tuent chaque année au moins 1,2 million d'enfants de moins de cinq ans et nous devons oeuvrer pour obtenir que ce problème crucial soit traité en priorité, en impliquant les gouvernements et en faisant pression sur eux. Dans le même temps, il est nécessaire de diffuser une éducation en particulier en ce qui concerne la défécation à l'air libre et l'hygiène des mains, en utilisant des approches communautaires basées sur les droits.

Guatemala

Améliorer la qualité de l'eau pour changer la vie

Dans la municipalité de San Pedro Carchá, les ressources en eau provenant des nappes phréatiques sont très limitées et l'eau potable analysée par Plan en 2005 était contaminée à 98 pour cent. « Nous devons marcher au moins une demi-heure, plusieurs fois par jour, pour aller chercher de l'eau à une source sale » se rappelle Dona Natividad, un membre de la communauté.

En 2008, Plan a lancé une formation de 3 179 familles pour installer des systèmes de collecte des eaux de pluie et des latrines familiales et scolaires. Nous avons fourni les matériaux. Environ 14 840 personnes utilisent maintenant les nouveaux systèmes de collecte et les latrines familiales. La réussite de ce projet financé par le gouvernement espagnol par l'intermédiaire de Plan Espagne a conduit la municipalité à définir une nouvelle politique de l'eau et de l'assainissement avec l'appui technique de Plan. Elle investira un montant de 5,8 millions d'euros sur cinq ans (Plan contribuant à hauteur de sept pour cent) pour reproduire le projet de Plan dans 369 autres communautés, ce qui bénéficiera à près de 260 000 personnes.

Guinée-Bissau

Aider les communautés à améliorer l'assainissement

Dans un pays où il n'y a que cinq pour cent de la population rurale qui peut accéder à un assainissement adéquat, Plan contribue à réduire la mortalité infantile imputable aux diarrhées dans le district de Bafata. Outre l'installation de puits forés et de latrines, nous aidons les communautés à comprendre les dangers de la défécation à l'air libre. Nous les aidons ensuite à réaliser les changements nécessaires, à partir de ressources disponibles localement.

Djenabu Seidi, 35 ans, a été choqué de découvrir le risque de contamination lié à la défécation à l'air libre. « Jamais nous n'avions imaginé que nous contaminions nos sources d'eau » dit-il. Les villageois se sont désormais engagés à construire des latrines et à faire davantage attention à l'hygiène.

Le district du projet, Bafata, présente maintenant le taux le plus élevé d'accès à l'eau potable de tout le pays, hormis la capitale. Le gouvernement a décidé de suivre l'exemple de Plan et recommandé que toutes les autres organisations fassent de même.

Campagnes



Photo : Plan

Apprendre Sans Peur, Ethiopie.



Photo : Plan

Enregistrement des naissances au Pakistan.



Photo : Plan

Parce que je suis une fille, Thaïlande.

Apprendre Sans Peur

Les enfants ont davantage de probabilités d'aller jusqu'au bout de leurs études si leur expérience de l'école est positive. Mais dans de nombreux pays, ils restent soumis aux violences, aux châtiments inappropriés et aux humiliations. La campagne de Plan Apprendre Sans Peur cible trois des formes de violence scolaire les plus préjudiciables et les plus courantes : la violence sexuelle, l'intimidation et les châtiments corporels.

Capitalisant sur les réalisations de la campagne depuis 2008, Plan a pris cette année la position de leader sur la question de la violence à l'école, au niveau local, régional et mondial. En Afrique de l'Ouest, par exemple, Plan est maintenant reconnu par ses partenaires comme le chef de file dans ce secteur. Nous avons consolidé nos relations avec le syndicat international d'enseignants, Education International, afin de collaborer sur un travail unique de recherche au niveau mondial.

Depuis le lancement de la campagne en 2008 :

- plus de 485 millions d'enfants ont bénéficié d'une législation les protégeant des différentes formes de violence à l'école
- nous avons influencé de façon positive les politiques et les programmes d'enseignement de plus de 30.000 écoles dans le monde, par la sensibilisation à la violence scolaire et par une action déterminée en faveur d'un milieu scolaire plus paisible.

Nous avons aussi publié un rapport, « *Les bienfaits de la prévention* », qui explique pourquoi il est plus avantageux d'investir dans la prévention plutôt que de subir les conséquences de la violence scolaire. Ce rapport a bénéficié d'une large couverture médiatique mondiale et il sert de base à des recommandations de politique émises par le personnel de Plan et ses partenaires.



**Apprendre
sans peur.**

Grâce à notre crédibilité de plus en plus forte dans ce domaine, nous avons été invités à faire des présentations à un certain nombre de manifestations mondiales, en particulier à la 5e Conférence Mondiale sur la Violence à l'École, qui s'est tenue en Argentine.

Notre recherche sur une méthode de collecte d'informations à partir de lignes d'assistance téléphonique a été reprise par l'Observatoire international sur la violence scolaire et elle sera reproduite dans toute l'Europe. Grâce à Plan, des informations cruciales sur la violence scolaire peuvent être réunies pour servir de base aux systèmes juridiques et pour informer les décideurs politiques.

Au vu des résultats de nos programmes et de nos rapports, et des faits tangibles que nous avons recueillis, le Représentant Spécial des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, Marta Santos Pais, a reconnu avec Plan que la violence à l'école devait être un domaine d'intérêt reconnu au niveau mondial. Elle a donc organisé une réunion d'experts internationaux à Oslo en juin où elle a admis, en accord avec le gouvernement norvégien, que Plan était « l'acteur principal » sur la problématique de la violence scolaire.

Chaque enfant compte

Des millions de personnes, partout dans le monde, n'ont pas accès aux services de base car elles ne possèdent pas un document officiel, comme un certificat de naissance, pour apporter la preuve de leur éligibilité à ces services.



Depuis son lancement en 2005, la campagne de Plan en faveur de l'enregistrement universel des naissances, *Chaque enfant compte*, a contribué à faire enregistrer plus de 40 millions de personnes, principalement des enfants, et notre travail de plaidoyer a permis de faire modifier les lois sur l'état-civil, de rendre le processus plus abordable et plus simple pour des centaines de millions d'autres personnes. Plan est maintenant largement reconnu comme l'expert mondial en matière d'enregistrement des naissances.

Cette année, nous avons consolidé nos relations avec l'UNHCR, l'UNICEF, INTERPOL et les banques régionales de développement pour approfondir notre travail sur les politiques et les pratiques. Nous avons signé un nouveau protocole d'accord avec l'UNHCR pour travailler sur les enfants apatrides et nous préparons une déclaration conjointe avec l'UNICEF en vue d'une collaboration mondiale dans ce domaine.

Nous sommes intervenus à de multiples reprises, en particulier à la première conférence de l'état-civil organisée en août 2010 en Afrique, où plus de 40 nations ont débattu des moyens d'améliorer les systèmes d'enregistrement. Plan a plaidé pour la gratuité de l'enregistrement de tous les enfants – une priorité qui figure dans les relevés de décisions de la réunion. Nous avons aussi fait une présentation au Conseil des Droits de l'Homme en juin 2011, demandant à un large éventail d'organisations que l'enregistrement des naissances soit utilisé comme un outil de protection des enfants.

Suite à cette campagne, Plan a reçu des demandes de multinationales intéressées à soutenir la campagne et à nouer des relations avec Plan.

Pour l'avenir, alors que nous fixons de nouvelles cibles ambitieuses pour accroître le nombre d'enfants enregistrés, nous avons le plaisir d'annoncer le nom officiel de la campagne - *Chaque enfant compte* - et son nouveau logo.

Montée en puissance de la campagne mondiale de Plan pour la promotion des droits des filles



Avec sa campagne « *Parce que je suis une fille* » – dont le lancement mondial interviendra en 2012 – Plan met en avant le fait que l'égalité de genre et les droits des filles sont essentiels pour mettre fin à la pauvreté des enfants.

A tous les stades de leur vie, et à tous les niveaux, les filles et les jeunes femmes, partout dans le monde, sont confrontées à la discrimination, à la violence et à l'exclusion, uniquement à cause de leur âge et de leur genre. Pourtant l'investissement dans les filles – et notamment dans leur éducation – leur permet non seulement d'accéder à une vie intéressante et digne, mais constitue aussi un extraordinaire moyen de faire sortir des communautés entières de la pauvreté.

« *Parce que je suis une fille* » a pour but de créer à un impact durable sur la vie d'environ un demi-milliard de filles. En 2011, les préparatifs du lancement de la campagne se sont poursuivis, rassemblant toute l'organisation.

Au niveau international, une délégation de 13 filles appartenant à des programmes de jeunes de Plan a participé à la Commission des Nations Unies sur le Statut de la Femme, où elles sont parvenues à influencer la politique mondiale sur l'égalité de genre et à convaincre une coalition d'États membres, sous la conduite du Canada, de rédiger un projet de résolution pour instaurer officiellement une Journée Internationale de la Fille.

Leymah Gbowee, co-lauréate du Prix Nobel de la Paix 2011, a déclaré : « Une Journée internationale de la fille est une excellente idée pour faire connaître aux médias, aux gouvernements et aux institutions éducatives les problèmes que rencontrent les filles dans le monde entier... Les filles sont l'avenir du monde. »

La résolution donnera lieu à un vote à l'Assemblée Générale de décembre 2011.

L'initiative « *Parce que je suis une fille* » a produit des campagnes nationales de plaidoyer, notamment au Royaume-Uni *Prenez un engagement* pour mettre fin aux mariages précoces forcés et en Inde *Laissez naître les filles* qui combat la pratique du foeticide et de l'infanticide féminins.

Plan Guinée-Bissau a plaidé pour l'adoption par le gouvernement de deux lois protégeant les femmes et les enfants de la traite et des mutilations génitales féminines et Plan Ouganda a signé un accord avec le Ministère ougandais du Genre, du Travail et du Développement Social pour promouvoir des réformes de la politique en matière de genre.

Plan a également créé avec ses partenaires des programmes spécifiques visant à obtenir l'égalité des sexes. Un programme a déjà obtenu un succès considérable : le projet Kamalari du Népal, qui oeuvre pour abolir la pratique du travail asservi obligatoire pour les filles. 1 700 filles d'une province ont été sauvées et ont reçu un appui pour reconstruire leur vie.

Ainsi que l'a dit Manal, 15 ans, Égyptienne : « Personne ne peut plus me prendre mes droits. Les programmes [de Plan] changent aussi le comportement des familles. Nous nous taisions à la maison et nous ne disions pas ce que nous pensions. Nous ne nous taisons plus. »

Plan et les partenariats

Ce n'est qu'en travaillant en partenariat au niveau local, national et international que nous pouvons résoudre les problèmes de la pauvreté de l'enfant et faire réaliser les droits des enfants. C'est pourquoi travailler en partenariat avec d'autres est essentiel pour concrétiser la mission de Plan. En 2011, nous avons travaillé dans le cadre de 22 979 partenariats au niveau mondial.

Travailler avec nos sponsors

Le travail de Plan dans le parrainage d'enfants nous a aidés à établir des liens étroits avec les communautés dans les pays en développement. Tout en nous offrant une source de revenus indépendante (60 % de notre revenu proviennent du parrainage d'enfants cette année), le parrainage contribue aussi à nos activités de participation et de plaidoyer, car les parrains parlent de notre travail dans les médias sociaux comme Facebook et Twitter.

Un concours d'étudiants rationalise nos systèmes

Le parrainage est une activité importante pour Plan, mais nous voulions plus d'efficacité dans la collecte des informations sur les enfants parrainés. Plan Pays-Bas a s'est attaqué à cette question avec son partenaire Accenture, le cabinet de consultants international, dans le cadre de l'initiative « Battle of the Best Beta ».

Ce projet consistait à mettre des étudiants néerlandais au défi de trouver un moyen d'accroître l'efficacité du processus de parrainage d'enfants de 75 % au moins

La solution proposée par l'équipe gagnante fait actuellement l'objet d'une validation par des experts techniques externes de Cisco, Nokia et Vodafone, et elle constituera ultérieurement pour Plan Zambie une solution prête à l'emploi. À ce stade, le projet de l'équipe gagnante a réduit de 45 minutes à 10 seulement le temps nécessaire pour actualiser les données relatives aux enfants parrainés.

World Vision, qui a mis en place une technologie pilote similaire en Indonésie, offre également ses conseils et son appui.

Collaborer avec d'autres organisations

Conclure des partenariats avec des organisations au niveau local est crucial pour le travail de Plan. En 2011, nous avons travaillé avec plus de 16.000 organisations communautaires et près de 2.000 ONG locales.

Aider les petites ONG à s'attaquer aux grandes questions

Grâce à la nouvelle Charte des Droits de l'Homme du Kenya, tous les citoyens – y compris les enfants – voient maintenant leurs droits fondamentaux garantis. Ceci signifie que les kényans peuvent désormais engager la responsabilité des bureaux locaux du gouvernement et réclamer une meilleure qualité de services.

Cependant, les communautés marginalisées restent exclues de cette nouvelle évolution. Mathare, l'une des zones urbaines où travaille Plan, est l'un des plus grands quartiers créé de toutes pièces de Nairobi, mais ne figure pas sur la majorité des cartes du gouvernement. Il est donc difficile pour les collectivités locales de disposer des éléments nécessaires pour engager des fournisseurs de services locaux.

En 2011, Plan a travaillé avec Map Kibera Trust et des jeunes pour dresser une carte de base de Mathare et pour dessiner un plan de la situation en matière d'eau et d'assainissement dans certaines zones, pour répondre à un souci majeur de la population locale.

Map Kibera Trust a de grandes compétences en cartographie communautaire et en TIC pour le développement, mais son premier projet dans le quartier de Kibera a rencontré des difficultés, par manque de connaissance des structures locales du pouvoir, et il était difficile d'impliquer les jeunes. Plan a apporté au partenariat son

expertise spécialisée dans l'implication des communautés et des jeunes pour assurer la réussite du projet Mathare.

Jamie Lundine, l'un des directeurs du Map Kibera Trust, dit que la collaboration avec Plan a été essentielle pour l'appropriation locale et la durabilité du projet Mathare. « La longue expérience de Plan en matière de développement communautaire et sa connaissance des structures de pouvoir local ont permis de maximiser l'engagement de la communauté et les efforts de plaidoyer. L'appui de Plan Kenya s'est révélé essentiel pour le travail de cartographie et l'action médiatique des jeunes dans tout le Kenya ».



Jeunes dessinant la carte de leur communauté, Kenya.



Ces enfants participent à des activités dans le cadre du partenariat de Plan avec Beiersdorf/NIVEA, Pérou.

Obtenir l'engagement du secteur de l'entreprise

La réputation de Plan et son expérience de plus de 70 années de travail en prise directe avec les communautés constituent une base solide pour collaborer avec le secteur de l'entreprise.

Plan coopère avec les entreprises par le biais de leurs programmes de responsabilité sociale, souvent dans un domaine particulier comme la santé ou l'éducation de la petite enfance. Plan plaide également en faveur des enfants pour accroître la responsabilisation des entreprises envers les communautés dans lesquelles elles exercent leurs activités.

Etablir des relations locales à travers des partenariats mondiaux

En décembre 2010, Plan a signé un accord international de longue durée avec Beiersdorf/NIVEA (une société allemande de produits de soins pour la peau et de beauté) ayant pour slogan « We care & connect ». Dans plus de 25 pays, les bureaux de NIVEA et de Plan impliqués sur le terrain, poursuivent l'objectif du partenariat mondial qui est de procurer aux enfants vivant dans la pauvreté l'égalité d'accès à une éducation de qualité. NIVEA apporte son appui au niveau du financement du projet, des campagnes de marketing, de la communication et du bénévolat de ses employés. Les premiers projets ont déjà été mis en place en Inde et au Rwanda.

En juin 2011, le bureau de Plan au Guatemala et NIVEA ont annoncé leur collaboration sur un projet devant bénéficier à 40 écoles, 4 800 enfants d'écoles primaires et 160 enseignants de communautés autochtones pauvres. « Il est admirable de voir comment NIVEA encourage la responsabilité sociale chez son personnel – non seulement à travers les dons, mais également en insistant sur l'importance de tisser des liens et la protection des droits des enfants », dit Débora Cobar, directeur de Plan Guatemala.

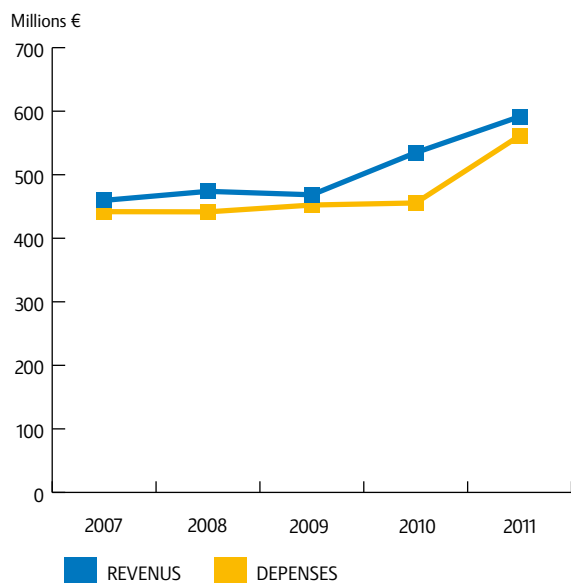
Améliorer les comportements des jeunes pour une vie en bonne santé

Le programme Santé des jeunes – un partenariat entre AstraZeneca, Plan et la faculté de Santé publique Johns Hopkins Bloomberg – oeuvre pour modifier les comportements des jeunes et leur assurer d'être en bonne santé toute leur vie.

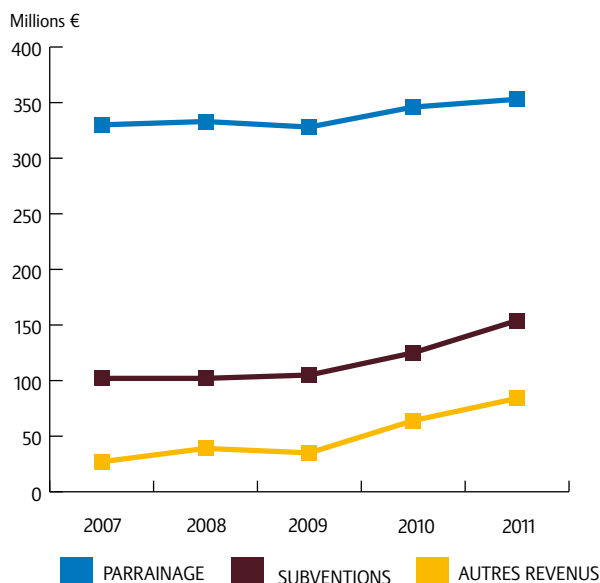
Le programme lutte contre les maladies des jeunes en agissant sur les comportements et styles de vie qui s'installent ou s'affirment au cours de l'adolescence (usage du tabac, activité physique, habitudes alimentaires et activité sexuelle). Le programme, qui intègre une recherche au niveau mondial, un plaidoyer, l'éducation et la formation aux compétences de santé, touchera directement 500 000 jeunes âgés de 10 à 24 ans d'ici 2015, puis 500 000 autres.

Situation financière

Revenus et dépenses



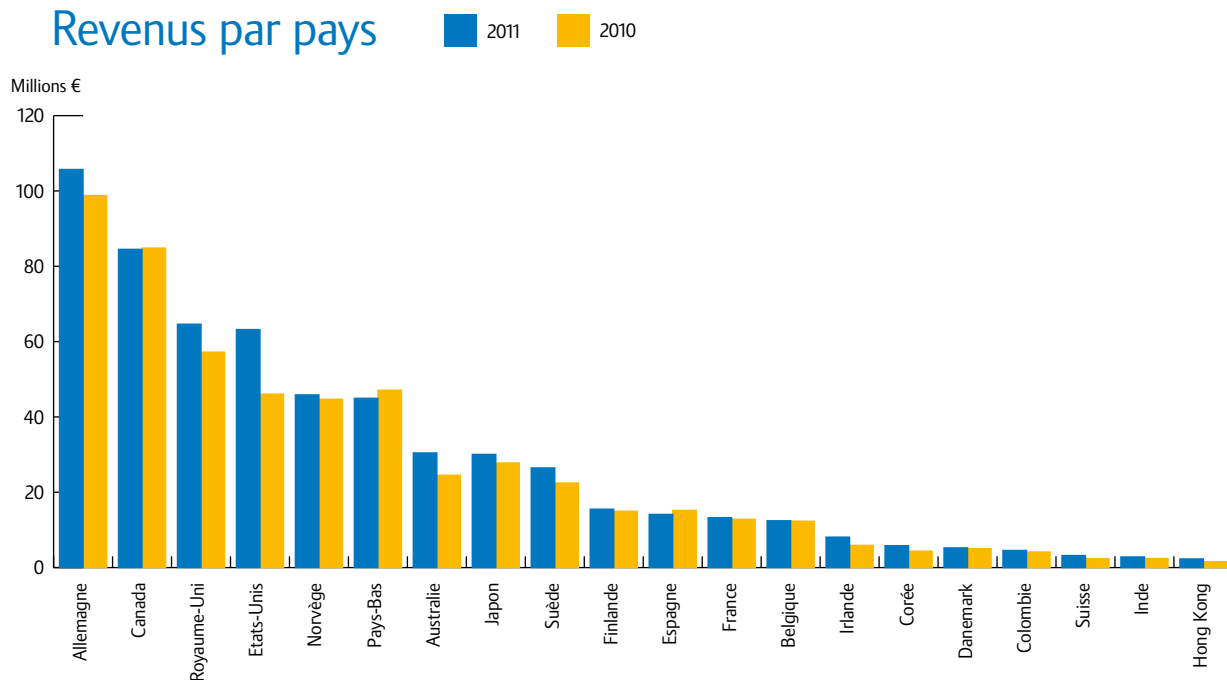
Revenus par sources



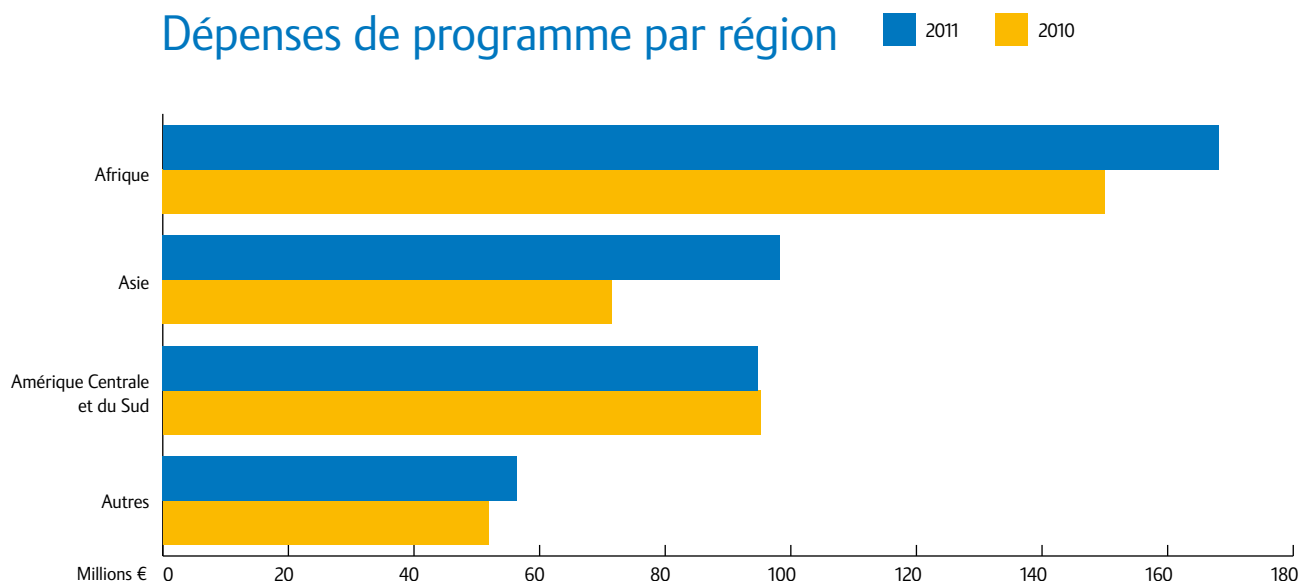
Au cours de l'exercice s'achevant le 30 juin 2011, Plan a collecté 591 millions d'euros de revenus – soit une augmentation de 57 millions d'euros par rapport à l'année précédente. L'excédent de 30 millions d'euros sur l'année enregistré par Plan au niveau mondial s'explique essentiellement par les dons reçus avant la livraison des programmes.

La moitié de l'augmentation des revenus provient des subventions et inclut 23 millions d'euros du Fonds Mondial pour les programmes de prévention du paludisme au Togo, au Burkina Faso et au Cameroun, ainsi que 3 millions d'euros du Fonds Mondial pour la prévention et le soutien de la politique anti-Sida au Bénin.

Revenus par pays



Dépenses de programme par région



Les dépenses totales se sont élevées à 561 millions d'euros, soit 106 millions d'euros ou 23 pour cent de plus par rapport à l'année précédente. Si l'on exclut l'impact des effets de change, les dépenses ont augmenté de 73 millions d'euros, soit de 15 pour cent. L'augmentation des dépenses est en grande partie imputable aux dépenses de programme et elle se répartit sur la plupart des régions de programme. Les augmentations de dépenses les plus importantes sont liées aux programmes de prévention du paludisme en Afrique, à la fourniture d'installations scolaires et à notre intervention suite au tremblement de terre au Pakistan.

Dépenses par activité

	2011 €000	2010 €000
Grandir en bonne santé	70 868	61 592
Santé sexuelle et génésique	11 904	14 432
Education	80 819	67 203
Eau et assainissement	44 274	37 627
Sécurité économique	39 554	32 947
Protection	16 221	13 814
Participation citoyenne	56 541	46 537
Gestion des risques de catastrophe	45 788	44 763
Communications de parrainage	51 696	47 885
Dépenses du programme	417 665	366 800
Coûts liés à la collecte de fonds	73 707	61 787
Autres frais de fonctionnement	49 583	43 102
	540 955	471 689
Coûts liés aux produits commerciaux	3 491	3 071
Pertes nettes / gains nets sur les taux de change	16 773	(19 209)
Total des dépenses	561 219	455 551



Photo : Plan/René González

Un des jeunes participants au Forum national de la jeunesse, un partenariat entre Plan et le gouvernement du Paraguay. Le Forum a été créé pour permettre aux enfants de s'exprimer sur l'avenir du développement du Paraguay.

Combined Financial Statements

for the year ended 30 June 2011

Contents

DIRECTORS' REPORT	36
INDEPENDENT AUDITORS' REPORT	43
COMBINED INCOME STATEMENT	44
COMBINED STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME AND EXPENDITURE	44
COMBINED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	45
COMBINED STATEMENT OF CASH FLOWS	46
COMBINED STATEMENT OF CHANGES IN FUND BALANCES	46
NOTES TO COMBINED FINANCIAL STATEMENTS	47

Key abbreviations

Throughout this report, the organisations comprising Plan are referred to as follows:

Plan	- Plan International Worldwide, including Plan International, Inc., Plan Limited and Plan National Organisations combined
PI Inc	- Plan International, Inc.
Plan Ltd	- Plan Limited
NO	- National Organisation
Member NO	- Full voting member of PI Inc

The year ended 30 June 2011 is referred to as 2011 throughout this report and similarly for prior years.

Directors' report

The directors of PI Inc present their directors' report and the audited combined financial statements in respect of Plan for the year ended 30 June 2011.

1. Activities

Plan is an international humanitarian, child-centred development organisation with no religious, political or governmental affiliations. Plan implements programmes to create a better future for children who live in developing countries and whose quality of life and ability to fulfil their potential is affected by extreme poverty, the failure of care by adults, discrimination and exclusion by society, or catastrophic events such as conflict or disasters. Plan's work assists more than 58,000 communities covering a population of more than 56 million children.

1.5 million children are enrolled in Plan's sponsorship programme.

Plan's aim is to achieve sustainable development: a better world for children now and in the long-term. This means working with children, their families, communities, governments and civil society organisations across Asia, Africa and Latin America and campaigning at national and international levels, to bring about sustainable change. Plan's work is founded on support from individuals through child sponsorship which connects children and families in developing countries with supporters of social justice for children around the world.

Through direct grassroots work, Plan supports the efforts of children, communities and local organisations to enable children to access their rights to education, health, a safe environment, clean water and sanitation, secure family income and participation in decision-making. Plan works to protect children at special risk; for example, child labourers, children vulnerable to trafficking, those who have lost parents to HIV/AIDS, and those impacted by natural or economic disasters. Plan strives to ensure that children's rights are recognised, through influencing policy decisions at local, national and international levels, and through our global campaigns for universal birth registration, *Count Every Child*, violence-free school environments (*Learn Without Fear*), and equality for girls (*Because I am a Girl*).

Plan's work is the result of partnerships with local people and organisations, based on mutual understanding and a shared commitment to programmes which will benefit children for years to come. At a local level, Plan works directly with groups in a community to identify the priority issues affecting children. Plan actively encourages children to analyse their own situations, and raises their awareness of the fundamental rights to which they are entitled. Plan then supports the community to build the skills and access the resources it needs to implement projects that will lead to positive changes in children's lives.

To help them realise their potential, Plan campaigns for children to become aware of their rights and creates and encourages opportunities for children to speak out on their own behalf and to participate in decision-making that affects their own development.

Programmes mainly take place in countries where Plan-sponsored children and their communities live. The amount spent in each country depends on the number of children and communities that will benefit from the programme, the extent of poverty, educational and health challenges as well as the cost of operating in the country. Environmental factors and unforeseen events in the countries in which Plan operates may disrupt spending plans or result in programmes to address the impact of a natural disaster.

2. Membership and structure

PI Inc supervises the allocation, distribution and use of funds raised by Plan National Organisations for work in developing countries. Plan's twenty NOs carry out fundraising, development education and advocacy and those in India and Colombia also carry out development programmes in their respective countries. All NOs are now full Member NOs, following the admission of Switzerland and Hong Kong NOs as Members on 17 June 2011.

Each NO is a separate legal entity in its own country, with objectives, purposes and constitutions which are substantially similar to those of PI Inc. The Member NOs collectively control PI Inc. Each Member NO has agreed to comply with the standards of operation set out in the By-laws of PI Inc. The By-laws were amended by the Members' Assembly in November 2009 to include Membership by organisations which carry out programmes and fundraising in developing countries, thereby enabling Fundación Plan (Colombia) and Plan International India Chapter to be admitted as Member NOs during 2010.

PI Inc is registered in New York State as a not-for-profit corporation with its principal office in Rhode Island, USA. PI Inc operates in 50 programme countries, including Myanmar and South Sudan, coordinated through 4 regional offices. Plan has been working in South Sudan since 2006. Operations in Myanmar commenced in 2008 to provide emergency relief to communities affected by Cyclone Nargis. Together with local partners, Plan's operations in Myanmar have evolved to longer-term programmes and Plan intends to maintain an ongoing presence in the country.

Plan's International Headquarters is based in the United Kingdom, but also operates in Rhode Island and through a new office opened in 2011 in New York, to liaise with the United Nations delegations. Plan also has representation in Brussels to liaise with the European Union and in Geneva to liaise with the United Nations.

3. Members' Assembly

The Members' Assembly is the highest decision-making body of PI Inc and is responsible for setting high-level strategy and approving the budget and financial statements for the organisation. In June 2011, the Members' Assembly approved the Global Strategy to 2015. The Members' Assembly elects the Board of PI Inc and ratifies the appointment of the Chief Executive Officer of PI Inc. Each Member NO is entitled to a minimum of one delegate and one vote. Entitlement to further delegates and votes is determined by the level of funds transferred to PI Inc or to PI Inc approved programmes. If an NO is in the process of qualifying as a Member NO, it may nominate an observer to attend the Members' Assembly.

4. Directors

The Board of PI Inc ("International Board") directs the activities of PI Inc and is responsible for ensuring that the management of the organisation is consistent with the By-laws and with the strategic goals of the organisation as determined by the Members' Assembly to whom it is accountable. The International Board is comprised entirely of non-executives. None of its members are paid by PI Inc.

The By-laws prescribe a maximum number of 11 directors, who are elected by the Members' Assembly. As at 30 June 2011 there were 11 directors on the International Board including 7 directors who also sit on the Board of an NO, 2 directors who come from developing countries and 2 further directors who are independent of the NOs. All directors have fiduciary duties to act in the interests of PI Inc. Members of the International Board are nominated on the basis that they provide a range of skills and experience of most importance to PI Inc according to criteria defined by the Members' Assembly. International Board directors hold office for a term of three years, upon which they are eligible for re-election for up to two further consecutive terms. The Chair of the Members' Assembly is also Chair of the International Board and may serve up to two consecutive terms of three years as Chair.

The responsibilities and powers of the International Board are prescribed by the By-laws and include the following: the management of PI Inc's affairs in a manner consistent with the By-laws; the preparation of recommendations to the Members' Assembly; implementing the vision, mission and overall strategic goals and policies set by the Members' Assembly; overseeing the development and implementation of budgets and long-term financial plans approved by the Members' Assembly; the selection and evaluation of the performance of the Chief Executive Officer; measurement and evaluation of PI Inc's programme, financial and other performance; and assuring the financial integrity of PI Inc including reporting the results of assurance activities to the Members' Assembly.

The International Board of Directors as at 30 June 2011 comprised:

Paul Arlman – Chair of the Members' Assembly and International Board. Paul has been Chair of Plan International since December 2005 and is a Member of the Board of Plan Netherlands. Formerly Board Member of the EIB and elected Executive Director of the World Bank Group, also Secretary General of the Amsterdam Stock Exchange and of the European Exchange Federation. He will step down after his second and last term as International Chair in November 2011.

Ezra Mbogori – Vice Chair of the International Board. Ezra has had a career working with street-children NGOs in Nairobi and former head of MWENGO, an NGO in Zimbabwe providing pan-African leadership and a voice for peer organisations in the sector. He has sat on the Boards of several NGOs including CIVICUS, the global alliance of civil society, ADEN, the African Development Education Network and Imami, a community-based small business support charity based in a slum settlement. Ezra has also served as an African representative on the Commonwealth Foundations Civil Society Advisory Council. Ezra will step down after his third term as a Board member in November 2011.

Peter Gross – Treasurer of the International Board. A corporate and media/entertainment lawyer, he was on the executive team of Home Box Office, founder of a television production company in China and a concert producer. Peter has experience in children's work, in non-violence and in art and culture. He is a former Chair of Plan USA.

Pierre Bardon – Pierre is the Chairman of BAI, a venture capital company in the telecommunications and internet business. He is also a member of various Boards in telecommunication and web business. In addition to this, Pierre is involved in non profit activities, as chairman of ACE (coaching for unemployed people seeking work) and a Board member of Plan France.

Stan Bartholomeeussen – Stan has worked as an Independent Consultant and Director of ACE Europe and has key credentials in strategic planning and capacity building of NGOs, processes of change within NGOs, public administration and European legislation. Stan is a member of the Board of Plan Belgium.

Werner Bauch – Werner's most recent position was as Managing Partner of MasterMedia GmbH and former Assistant Professor at the University of FU Berlin. He has also acted as Board member of Manning, Solvago and Lee Inc as well as Chairman of Plan Germany.

Lydie Boka-Mene – Lydie is the manager of StrategiCo., which specialises in risk analysis in Africa. She has over 20 years' professional experience in financial analysis, project finance and development aid programme design, implementation and management in Africa, the Middle East and Europe. Previous employers include the United States Agency for International Development (USAID), the International Finance Corporation and the African Development Bank. Her background is in international economics and finance. She was born in Côte d'Ivoire, West Africa and graduated in Austria.

Martin Hoyos – Martin began his career with KPMG in Munich. He worked as an audit partner of KPMG Austria and Germany; for 2 years he was the regional CEO of KPMG for the Europe, Middle East and Africa region. After retiring from KPMG in September 2007 he joined the boards

of two family-owned businesses as a non-executive director and is a member of the supervisory boards of KPMG in Germany as well as two listed companies in Holland and Germany.

Dorota Keverian – Dorota has extensive international experience in talent management, organisational change, strategy and performance improvement. Former Global Director of Consultant Human Resources of the Boston Consulting Group. Former Arthur D Little Director and Vice President, responsible for the Global Oil Practice and people development. She is also a Board member of Plan USA.

Joshua Liswood – Joshua is currently a Partner at Miller Thomson LLP. His practice has been dedicated to the health field as legal counsel and in an advisory capacity. Notably, Joshua has a number of major publications and articles related to the above. Joshua is also the Vice Chair at Plan Canada.

Anne Skipper – Anne has more than 25 years' experience as a company director in the not-for-profit government and private sector. Anne is a corporate governance specialist and is currently a facilitator with the Australian Institute of Company Directors in Australia and internationally. She is currently Chair of Plan Australia and a director of Plan Hong Kong.

On 17 June 2011 Lydie Boka-Mene was appointed to act as director to fill an existing vacancy created by the resignation of Awa N'Deye Ouedraogo on 20 November 2010.

The average number of board directors during the year was 11.

5. Management team

In addition to the International Board, key management in Plan includes the Senior Management of the International Organisation (PI Inc) and the National Directors of the NOs. Members of these groups at 30 June 2011 are listed below:

International Senior Management

Director	Role		
Nigel Chapman	Chief Executive Officer	Ian Wishart	Australia
Tjipke Bergsma	Deputy Chief Executive Officer	Dirk van Maele	Belgium
Mark Banbury	Acting Chief Information Officer	Rosemary McCarney	Canada
Tara Camm	General Counsel and Company Secretary	Gabriela Bucher	Colombia
Harriet Dodd	Director of People and Culture	Gwen Wisti	Denmark
Ann Firth	Chief Operating Officer and Director of Finance	Riitta Weiste	Finland
Avril MacDonald	Director of Marketing and Communications	Alain Caudrelier-Bénac	France
Gary Mitchell	Director of Global Assurance	Maïke Röttger	Germany
Roger Yates	Director of Disaster Risk Management	James Murray	Hong Kong
Roland Angerer	Americas Regional Director	Bhagyashri Dingle	India
Adama Coulibaly	West Africa Regional Director	David Dalton	Ireland
Gezahegn Kebede	East and Southern Africa Regional Director	Gabriel Kazuo Tsurumi	Japan
Mark Pierce	Asia Regional Director	Sang-Joo Lee	Korea
		Monique van't Hek	Netherlands
		Helen Bjørnøy	Norway
		Concha López	Spain
		Anna Hägg-Sjöquist	Sweden
		Andreas Herbst	Switzerland
		Marie Staunton	United Kingdom
		Tessie San Martin	United States

The average number of members of key management during the year was 34, in addition to the 11 members of the International Board.

6. Statement on internal control

The International Board of PI Inc and the Boards of the National Organisations are accountable for the internal controls within the entities which they govern. Management of the organisations are responsible for maintaining a sound system of internal control, including risk management that supports the achievement of Plan's mission and objectives, safeguards the donations received, and assets and resources, including staff.

The controls over financial reporting include policies and procedures relating to the maintenance of records, authorisation of transactions and reporting standards. Control processes provide for the prevention or timely detection of unauthorised transactions that could have a material effect on the financial statements. These include a Global Assurance function which reports directly to the Financial Audit Committee of the International Board and conducts audits of financial and other operating areas within PI Inc and where requested by National Organisations.

Global Assurance completed 64 audits during 2011 covering either financial or other operational functions within PI Inc, as well as 25 follow up visits to test the effectiveness of controls implemented following an initial audit. The audits completed during the year indicate that there is a reasonable level of control across the activities reviewed.

Plan's intent is to raise the standard of its internal controls and accordingly will apply operational procedures and standards more consistently and strengthen monitoring and reporting. The implementation of an integrated financial, grants and projects tracking system will also begin in the year to 30 June 2012.

7. Risk management

The International Board has overall responsibility for PI Inc's system of risk management. The system is designed to identify key risks and provide assurance that these risks are fully understood and managed and is in accordance with ISO 31000. It is supported by a risk management policy and strategy which are communicated throughout the organisation. The International Board has delegated the responsibility for reviewing the effectiveness of this system and monitoring the management of significant risks to its Financial Audit Committee. Each NO is responsible for ensuring that it has policies for identifying, monitoring and managing its own risks.

Plan is affected by a number of risks and uncertainties, not all of which are in its control, but which impact on the delivery of its objectives. A global risk register is maintained by management, which seeks to capture the most significant risks facing the organisation, the senior management owner responsible for monitoring and evaluating the risk and the mitigation strategies. A formal review of the global risk register is undertaken by the Financial Audit Committee on a quarterly basis.

The principal risks identified on the risk register and actively managed during 2011 included risks inherent in the nature and geography of Plan's operations: risks to the security of staff and operations and of a child protection incident or fraud occurring. The other key operational and strategic risks managed during the year related to the impacts of diversification of Plan's income sources and programme activities and managing change across the global organisation.

In 2011 the International Board approved a new three-year risk management strategy with the aims of strengthening the reporting and analysis of risk, implementing risk management processes with our key programme partners and improving collaboration in the management of risk across the organisation, including the Member NOs. A cross-functional risk management group has been established to support the implementation of the risk management strategy and to act as an advisory panel to senior management.

8. Environmental reporting

In the year to 30 June 2011, PI Inc.'s International Board approved a programme of work to commence in the year to 30 June 2012, to analyse Plan's global environmental footprint and to put in place a sustainable mechanism for measurement and reporting.

9. Financial overview

9a Summary

In 2011 Plan's Worldwide income increased by 11% compared to 2010. Total expenditure rose by 23% year on year, including currency impacts, and by 15% excluding foreign exchange gains and losses.

In the year to 30 June 2011 Plan raised income of €591 million, which was €57 million or 11% more than the previous year. Excluding the impact of currency appreciation versus the Euro, income grew by 8% or €41 million. Total expenditure was €561 million, which was €106 million or 23% more than the previous year. Total currency impacts on year on year expenditure amounted to an additional effective cost of €33 million. This included a €36 million year on year adverse variation in foreign exchange gains and losses and a €3 million favourable effect from the depreciation of some non-Euro currencies. Excluding these currency effects, underlying expenditure grew by €73 million or 15%.

The Plan Worldwide surplus in the year of €30 million consists mainly of grant donations received in advance of the programme being delivered. These included €10 million held as inventory of malaria nets in Togo at the year end, due to deferral of the distribution, pending availability of all nets for other Global Fund partners. The surplus is €49 million lower than the 2010 surplus of €79 million which benefitted by €42 million from exchange rate effects compared to 2009.

As the combined results represent the aggregation of PI Inc and the NOs, the resulting income and expenditure profile and ratios are not necessarily applicable to any of the individual entities.

9b Income

Plan mainly raises funds in Europe, the Americas and the Asia-Pacific region. Income in both 2010 and 2011 was impacted by favourable exchange rates movements compared to the Euro in most fundraising markets.

During 2011, the classification of Plan's diverse products across different markets was reviewed and revised criteria for product groups have been introduced which in management's view are more distinct. 2010 reported income has been restated to be consistent with the 2011 classification, with the result that grant income has been reduced by €17 million and other contributions increased by the same amount. The reclassification is explained in note 1d to the financial statements. The Directors' report explains 2011 income trends compared to the restated 2010 amounts.

60% of Plan's income is derived from regular giving through child sponsorship, which increased by 2% to €353 million in the year due to the effects of currency appreciation against the Euro which offset a small underlying decrease. Underlying child sponsorship income increased in some markets, with particularly strong growth in Germany, Australia, Korea and Hong Kong. However, these were more than offset by declines in many other markets reflecting the impact of the weak economic environment.

Grants income grew by €37 million to €140 million in the year, including a total of €23 million in 2011 from the Global Fund, for malaria prevention programmes in Togo, Burkina Faso and Cameroon and €3 million from the Global Fund for HIV prevention and support in Benin. The increased grant income also includes the impact of currency appreciation and grants raised in response to specific disasters including the Pakistan floods. Plan raised €1.4 million in 2011 for household emergency packs and child psychosocial support for Japanese communities affected by the tsunami. Grant income increased in most fundraising geographies compared to 2010, with particularly strong growth in the UK, Australia and Ireland.

Gifts in kind totalled €15 million in 2011 compared with €23 million in 2010. While a different mix of gifts in kind contributed to the year on year reduction, a major factor was changing the basis of the valuation from a donor market to a recipient market valuation. This change is explained further in note 1d to the financial statements. In 2011 gifts in kind were primarily food aid from the World Food Programme for Zimbabwe, Rwanda, Niger, Guinea Bissau, Sierra Leone and El Salvador and medicines for various countries, principally Pakistan. In 2010, gifts in kind related primarily to medicines for Haiti, food aid for Zimbabwe from the World Food Programme and UNICEF-donated mosquito nets for Guinea.

Other contributions, including disaster and other appeals, increased by €19 million to €77 million in the year. Countries with the highest growth compared to 2010 were Finland, Germany and the Netherlands. Investment income has increased from €2 million to nearly €3 million as interest rates have increased slightly from the lows of 2010. Trading income of €4 million was similar to 2010.

In 2010, Plan's Worldwide combined financial statements included for part of the year Plan International India Chapter, a new Member NO from December 2010, and Interact Worldwide, an INGO which merged with Plan UK during that year. These organisations were combined for the full year in 2011 and contributed an additional €2 million to income compared with 2010.

9c Expenditure

Total Plan Worldwide expenditure before foreign exchange gains and losses increased by €70 million compared to 2010, to €544 million. Total programme expenditure was €418 million in the year to 30 June 2011, which was an increase of €51 million or 14% over 2010. This represents all costs directly related to delivering programmes including field staff and associated office and equipment spend, the cost of facilitating communications between sponsored children and sponsors and activities to raise awareness of development issues.

The regional profile of expenditure in 2011 is relatively unchanged compared to 2010. Africa continues to be the region accounting for most expenditure, representing 31% of total expenditure excluding net gains on foreign exchange, compared to 32% in 2010. Expenditure in Asia represented 24% of total expenditure in 2011 compared to 19% in 2010. Central and South America accounted for 19% of total expenditure excluding net gains on foreign exchange, compared to 20% the previous year. The balance was in Europe and North America.

Programme expenditure in Africa of €168 million represents 40% of total programme expenditure. Expenditure in Asia was €98 million or 24% of programme expenditure and a further 23% of expenditure or €95 million was applied to programmes in Central and South America. Field programme expenditure also includes Interact worldwide expenditure which accounted for €3 million spend in both 2011 and 2010. The remaining €54 million of programme expenditure is in Plan donor countries and the International Headquarters.

Expenditure is categorised into the distinct areas in which Plan works in accordance with Plan's programme framework as implemented in 2010.

Expenditure on a Healthy start in life, which covers support to primary health care programmes, pre school infrastructure and the Universal Birth Registration campaign, increased by 15% compared to the prior year. This is the programme area with the second highest expenditure at €71 million in 2011 or 17% of total programme expenditure. Significant increases compared to 2010 were due to the timing of malaria prevention activities that were funded by grants from The Global Fund in Burkina Faso, Cameroon and Togo, whilst expenditure decreased in Guinea and Zimbabwe as those programmes came towards their end. Additionally, there was more expenditure in 2011 on health centres in Cambodia and Vietnam and on food nutrition projects in El Salvador, Rwanda and Sierra Leone.

Expenditure on sexual and reproductive health covers costs related to family planning, HIV/AIDS and sex education. This expenditure represents 3%, or €12 million of total programme expenditure. It is lower than 2010 as reduced expenditure arising from a change of focus in Uganda towards capacity building was only partly offset by smaller increases in many other countries.

Education is Plan's largest area of programme expenditure accounting for 19% or €81 million in 2011, compared to €67 million in 2010. Education programme costs comprise costs related to teacher training, school infrastructure improvements and advocacy for education policy improvements including the *Learn Without Fear* campaign. Burkina Faso continued to benefit from Bright grants and expenditure also increased with school construction projects in Cameroon, Ghana, Guinea, Nepal, Vietnam and Zimbabwe. Additionally, in both Haiti and Pakistan there was a focus on re-establishing education facilities after their respective natural disasters.

Water and sanitation expenditure of €44 million, increased by 18% compared to 2010, primarily due to higher spending in Benin, Bolivia, Cameroon, Ethiopia, Indonesia and Pakistan as well as cholera prevention projects in Haiti. This programme area, representing 11% of total programme expenditure, covers community infrastructure such as water systems, latrines and housing including assisting communities with achieving provision from local authorities.

Economic security which covers costs relating to microfinance and natural resource management, increased by 20% over 2010 and represents €40 million or 9% of programme expenditure. There was increased expenditure on food security projects in Guatemala, Guinea, Niger, the Philippines and Zimbabwe offset by projects in Ghana finishing. Otherwise there were no significant country movements from the previous year.

Programmes to protect children from exploitation, neglect, abuse and violence represent €16 million or 4% of total programme costs, which are €2 million higher than 2010 with low cost programmes spread across many countries. Expenditure in this programme area relates to training of children and human rights and capacity building at local and national level.

Spending on participation programmes amounted to €57 million, an increase of 21%, reflected across most countries. Participation programmes include development education work through child media, life skills training and the *Because I am a Girl* campaign, which aims to fight gender inequality and promote girls' rights.

Expenditure relating to disaster risk management includes costs related to disaster risk reduction and relief activities ranging from food and medicine distribution to child psychosocial support and protection. These costs were at a similar level in 2011 compared to 2010 with costs arising from Plan's response to the floods in Benin, Pakistan and Sudan and to the food crisis in Niger offsetting lower expenditure in Haiti, as programmes there moved from immediate disaster response to longer term recovery.

Sponsorship communications comprises costs associated with communication between sponsors and sponsored children. These costs have increased by 8% globally to €52 million.

Fundraising costs increased by 20% compared to the previous year, to €74 million. These costs increased in most NOs, with significant growth in Canada, Germany and Sweden due to a range of investments in fundraising activities including raising general awareness of Plan, television shows, internet marketing and promoting new fundraising products. Other operating costs of €50 million represent an increase of €6 million over the previous year, which includes the impact of a full year of the new NOs in Colombia and India. Trading activities remain a minor activity, representing less than 1% of income and expenditure in both years.

Losses on foreign exchange of €17 million in 2011 and gains of €19 million in 2010 represent the revaluation of non-Euro balances and primarily reflect the movements of the Euro relative to the USD in each year.

9d Fund balances

Fund balances held at 30 June 2011 of €291 million, were €25 million higher than at 30 June 2010. This reflects a €30 million surplus for the year, a €6 million translation loss from the revaluation of non Euro net assets and €1 million of other unrealised gains. The increase in fund balances is represented by a €14 million increase in cash and investments plus an €11 million increase in other net assets. The latter mainly comprises higher inventory arising from anti-malaria bed nets in Togo that will be distributed to beneficiaries during 2012.

Of the €291 million reserves at 30 June 2011, €25 million is represented by property, plant, equipment and intangibles and €12 million is permanently restricted. The remaining €254 million cash reserves globally includes €115 million of donations designated for specific projects by donors and funds received from sponsors in advance that together equate to just over 2 months' global expenditure.

Fund balances held in the NOs account for €120 million of total reserves, whilst PI Inc holds the balance of €171 million. PI Inc reserves of €171 million are €41 million higher than required by the reserves policy set by the International Board (explained in note 1f to the combined financial statements), of which €15 million is committed to individual country programmes in 2012 and the remaining €26 million will be utilised over the course of the period of the Global Strategic Plan to 2015.

10. Statement of directors' responsibilities in relation to the combined financial statements

The directors of PI Inc are responsible for the preparation of this annual report and the combined financial statements in respect of Plan.

The directors have chosen to prepare combined financial statements for each financial year in accordance with the basis of preparation as set out in note 1 of the combined financial statements. They are responsible for ensuring that the combined financial statements present fairly, in all material respects, the combined financial position of Plan and also its combined results of operations, combined comprehensive income, combined cash flows and combined changes in fund balances.

In preparing the combined financial statements, the directors are required to select suitable accounting policies and then apply them consistently; make judgements and estimates that are reasonable and prudent; state that the combined financial statements comply with the basis of preparation set out in Note 1 of the combined financial statements; and prepare the combined financial statements on a going concern basis, unless it is inappropriate to presume that PI Inc and the NOs will continue in business. The directors of PI Inc confirm that they have complied with the above requirements in preparing the combined financial statements.

The directors of PI Inc, together with the directors of the NOs, are responsible for keeping proper accounting records that are sufficient to show and explain Plan's transactions and disclose with reasonable accuracy at any time the combined financial position of Plan, and enable the directors of PI Inc to prepare combined financial statements that comply with the basis of preparation set out in Note 1 of the combined financial statements. They are also responsible for safeguarding Plan's assets and hence for taking reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.

The directors of Plan Ltd are responsible for the maintenance and integrity of Plan's website, www.plan-international.org on behalf of PI Inc. Information published on the internet is accessible in many countries with different legal requirements relating to the preparation and dissemination of financial statements.

The directors of PI Inc confirm that, in the case of each director in office at the date the directors' report is approved, so far as the director is aware there is no relevant audit information of which the company's auditors are unaware; and he/she has taken all the steps that he/she ought to have taken as a director in order to make himself/herself aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information.

Approved by the International Board and signed on its behalf by

Paul Arlman
Chair

19 October 2011



Independent auditors' report to the Board of Directors of Plan International, Inc.

We have audited the accompanying financial statements of Plan International Worldwide which comprise the combined statement of financial position of the entities set out in Note 1 of the combined financial statements as at 30 June 2011, and the related combined income statement, the combined statement of comprehensive income and expenditure, the combined statement of cash flows and the combined statement of changes in fund balances for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Directors' responsibility for the financial statements

The directors are responsible for the preparation and fair presentation of these combined financial statements in accordance with the basis of preparation set out in Note 1 of the combined financial statements. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditors' responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those Standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditors consider internal control relevant to the preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the directors, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a reasonable basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the accompanying combined financial statements present fairly, in all material respects, the combined financial position of the entities set out in Note 1 of the combined financial statements, comprising Plan International Worldwide as at 30 June 2011, and the combined results of its operations and its combined cash flows for the year then ended in accordance with the basis of preparation set out in Note 1 of the combined financial statements.

Other matters

This report, including the opinion, has been prepared for and only for the Directors of Plan International, Inc. for reasons of good corporate governance and for no other purpose. We do not, in giving this opinion, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come save where expressly agreed by our prior consent in writing.

PricewaterhouseCoopers LLP
Chartered Accountants

London
United Kingdom
27 October 2011

Combined income statement

for the year ended 30 June

	Notes	2011 €000	Restated 2010 €000
Income			
Child sponsorship income	2a	353,368	345,854
Grants	2a	139,657	102,468
Gifts in kind	2a	14,615	22,614
Other contributions	2a	77,366	58,125
Investment income	2a	2,807	2,060
Trading income	2a	3,605	3,597
Total income	2a,b	591,418	534,718
Expenditure			
Programme expenditure	3a	417,665	366,800
Fundraising costs	3a	73,707	61,787
Other operating costs	3a	49,583	43,102
Trading expenditure	3a	3,491	3,071
Total expenditure before foreign exchange		544,446	474,760
Net (gains)/losses on foreign exchange	3a	16,773	(19,209)
Total expenditure	3a,b,c	561,219	455,551
Excess of income over expenditure		30,199	79,167

Combined statement of comprehensive income and expenditure

for the year ended 30 June

	Notes	2011 €000	2010 €000
Excess of income over expenditure		30,199	79,167
Other comprehensive income and expenditure			
Unrealised gains on investments available for sale		522	481
Exchange rate movements		(6,105)	10,767
Total comprehensive income and expenditure	6	24,616	90,415

The classification of grant and other income contributions have been changed as described in note 1d. and the 2010 amounts have been restated accordingly.

The notes on pages 47 to 67 form part of these financial statements.

Combined statement of financial position

at 30 June

	Notes	2011 €000	2010 €000
Current assets			
Cash and cash equivalents	7b,e	245,513	242,424
Investments available for sale	7b,e	29,774	15,791
Investments held to maturity	7b,e	314	1,764
Other financial assets – interest in trusts	7f	41	49
Receivables and advances	7h	22,632	17,894
Prepaid expenses		6,207	7,677
Inventory	8	11,066	267
		315,547	285,866
Non-current assets			
Investments available for sale	7b,e	3,055	4,251
Investments held to maturity	7b,e	1,704	1,841
Other financial assets – interests in trusts	7f	1,129	1,113
Property, plant and equipment	9	17,821	17,018
Intangible assets	9	7,609	6,628
Other receivables	7h	952	818
		32,270	31,669
Total assets		347,817	317,535
Current liabilities			
Bank overdrafts	7c	156	62
Accounts payable	7g	14,589	12,561
Accrued expenses	7g	24,575	22,594
Accrued termination benefits		349	231
		39,669	35,448
Non-current liabilities			
Accrued termination benefits		15,759	14,636
Pension obligations	10	348	113
Provisions for other liabilities and charges	11	1,185	1,098
		17,292	15,847
Total liabilities		56,961	51,295
Fund balances			
Unrestricted fund balances	6	164,021	158,936
Temporarily restricted fund balances	6	115,266	95,032
Permanently restricted fund balances	6	11,569	12,272
	6	290,856	266,240
Total liabilities and fund balances		347,817	317,535

The notes on pages 47 to 67 form part of these financial statements.

The financial statements on pages on pages 44 to 67 have been approved by the Board of Directors of Plan International, Inc. and were signed on behalf of the Board on 19 October 2011.



Paul Arlman
Chair



Martin Hoyos
Director

Combined statement of cash flows

for the year ended 30 June

	Notes	2011 €000	2010 €000
Cash flows from operating activities			
Excess of income over expenditure		30,199	79,167
Depreciation and amortisation	9	8,815	9,284
Gain on sale of property, plant and equipment		(75)	(317)
Investment income	2a	(2,807)	(2,060)
(Increase)/Decrease in receivables		(4,772)	4,000
Increase in inventory		(10,800)	-
Increase in payables		6,488	9,370
Effects of exchange rate changes		7,540	(12,984)
Net cash inflow from operating activities		34,588	86,460
Cash flows from investing activities			
Investment income received		1,997	1,302
Sale of investments available for sale		10,551	12,079
Purchase of investments available for sale		(24,385)	(14,826)
Sale of investments held to maturity		1,450	963
Purchase of investments held to maturity		-	(841)
Sale of property, plant and equipment		410	491
Purchase of property, plant and equipment	9	(7,544)	(8,772)
Purchase of intangible assets	9	(4,179)	(1,624)
Net cash (outflow) from investing activities		(21,700)	(11,228)
Increase in cash and cash equivalents			
India joining Plan as a Member NO of PI Inc		-	455
Effect of exchange rate changes		(9,893)	18,851
Net increase in cash and cash equivalents		2,995	94,538
Cash and cash equivalents at beginning of year		242,362	147,824
Cash and cash equivalents at end of year		245,357	242,362
Cash and cash equivalents at end of year comprise:			
Cash and cash equivalents		245,513	242,424
Bank overdrafts		(156)	(62)
		245,357	242,362

Combined statement of changes in fund balances

	Unrestricted €000	Temporarily restricted €000	Permanently restricted €000	Total €000
Fund balances at 1 July 2009	98,169	66,885	10,202	175,256
Excess of income over expenditure	54,402	24,429	336	79,167
Unrealised gains on investments available for sale	481	-	-	481
Exchange rate movements	5,315	3,718	1,734	10,767
Total excess of comprehensive income over expenditure	60,198	28,147	2,070	90,415
India joining Plan as a Member NO of PI Inc	569	-	-	569
Fund balances at 1 July 2010	158,936	95,032	12,272	266,240
Excess of income over expenditure	5,760	23,795	644	30,199
Unrealised gains on investments available for sale	522	-	-	522
Exchange rate movements	(1,197)	(3,561)	(1,347)	(6,105)
Total excess of comprehensive income over expenditure	5,085	20,234	(703)	24,616
Fund balances at 30 June 2011	164,021	115,266	11,569	290,856

The notes on pages 47 to 67 form part of these financial statements.

Notes to combined financial statements

1. Principal accounting policies

a. Presentation and functional currency

The directors of PI Inc have concluded that the functional currency of PI Inc is the Euro on the basis that this is the predominant currency affecting PI Inc's operations worldwide. In addition, they have decided to present these combined financial statements in Euros. The functional currency of the NOs and Plan Ltd is their local currency as this is the predominant currency that affects their operations.

b. Basis of accounting

The combined financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and IFRIC Interpretations and under the historical cost convention as modified by the revaluation of certain financial instruments in accordance with IAS 39, Financial Instruments: Recognition and Measurement except for:

- These financial statements have been prepared on a combined basis; and
- The accounting treatment adopted for entities combined for the first time.

The basis of accounting and the accounting policies adopted by Plan in preparing these combined financial statements are consistent with those applied in the year ended 30 June 2010.

Plan International India Chapter was admitted as a Member of PI Inc on 6 December 2009. The carrying value of its consolidated assets and liabilities as at that date were €0.6 million and were recognised in fund balances in the year to 30 June 2010. Fundación Plan (Colombia) was also admitted as a Member of PI Inc during the year to 30 June 2010, but as it was previously a subsidiary of PI Inc there was no impact in 2010 because it was already included in the Plan consolidated financial statements. The Switzerland and Hong Kong National Organisations were admitted as Members on 17 June 2011, but were previously included in the combined financial statements as qualifying Members and therefore their membership status had no financial impact on the Plan Worldwide financial statements.

The following Amendments and Interpretations of existing standards have been adopted in Plan's combined financial statements for the year ended 30 June 2011, but have not had an impact:

- Annual improvements 2010
- Amendment to IFRS 1, First-time adoption of IFRS, on exemption for severe hyperinflation and removal of fixed dates
- Amendment to IFRS 7, Financial instruments, on disclosures on transfers of financial assets
- Amendment to IAS 12, Income taxes, on deferred tax accounting for investment properties

The following Standards and amendments to existing standards will be adopted in Plan's combined financial statements for the year ending 30 June 2012 or later years. The impact is being assessed.

- IFRS 9, Financial Instruments
- Additions to IFRS 9 for Financial Liability Accounting
- IFRS 10, Consolidated Financial Statements
- IFRS 11, Joint Arrangements
- IFRS 12, Disclosure of Interests in Other Entities
- IFRS 13, Fair Value Measurement
- IAS 19 Revised, Employee benefits
- Amendment to IAS 1, Presentation of Financial Statements

c. Basis of combined financial statements

The financial statements of Plan are a combination of the consolidated accounts of the 20 National Organisations (NOs) and the consolidated accounts of Plan International, Inc. (PI Inc). There is no legal requirement to prepare these combined financial statements as PI Inc and the NOs are separate legal entities. However, the combined financial statements are prepared voluntarily in order to present the combined financial position, results and cash flows of Plan.

New entities have their consolidated assets and liabilities combined into Plan from the date they become a Member NO or from the date that they start the process of qualifying as Members, unless they are already part of Plan. As entities are combined into these financial statements by becoming Members, there is typically no consideration paid by Plan. Hence, in bringing their consolidated assets and liabilities into the combined financial statements, this results in an amount also recognised in fund balances. This accounting policy is applied consistently to all such transactions.

PI Inc is controlled by its Members, but no one Member NO has the direct or indirect ability to exercise sole control through ownership, contract or otherwise. The NOs are independent entities which control their own subsidiaries. As set out in the Directors' report, each NO has objectives, purposes and constitutions compatible with those of PI Inc. PI Inc has a wholly owned central services subsidiary in the United Kingdom (Plan Limited). In programme countries, PI Inc operates through branches, except in Brazil where it has established a separately incorporated association (Plan International Brasil). All transactions and balances between entities included in the combined financial statements are eliminated.

d. Accounting for income

- i)** Most income raised by Plan comprises child sponsorship contributions. In general, these contributions are paid on either a monthly or annual basis. They are accounted for as income when received, including any contributions received in advance. Amounts received in advance are presented within temporarily restricted funds on the combined statement of financial position.
- ii)** Certain contributions receivable by Plan, including the majority of the grants from government bodies and other NGOs, are designated for specific purposes by the donors. These contributions are recognised when the relevant donor-stipulated requirements for receipt have been met and Plan is entitled to receive the income. Any such contributions which have been recognised in income but remain unspent at the year-end are presented within temporarily restricted funds on the combined statement of financial position.
- iii)** Plan receives contributions from various other sources, including legacies and trusts in which it is named as a beneficiary (but over which it has neither control nor significant influence). These contributions are recognised when Plan has an irrevocable entitlement to receive future economic benefits and the amounts are capable of reliable measurement.
- iv)** Gifts in kind are recognised at fair value when received. In 2010 the estimated value of medicine donations was based on published price lists for these patented products, as recognised in the North American markets where the donations were received. In 2011 the Members' Assembly decided to change the basis for estimating fair value and use the cost of the equivalent goods or services in the country of the ultimate beneficiary, as this more appropriately reflects the underlying value of Plan's work to the beneficiaries.
- v)** Investment income represents both PI Inc's and the National Organisations' interest and dividend income, all of which is recognised when Plan becomes entitled to the income, and realised gains and losses on the sale of investments. Interest income on debt securities is measured using the effective interest method.
- vi)** Plan benefits from the assistance provided by a large number of volunteers both in NOs and PI Inc. It is not practicable to quantify the benefit attributable to this work, which is therefore excluded from the combined income statement.
- vii)** During 2011, the classification of Plan's diverse products across different markets was reviewed and revised criteria for product groups have been introduced which in management's view are more distinct. 2010 reported income has been restated to be consistent with the 2011 classification, with the result that grant income has been reduced by €17.3 million and project sponsorship and appeals income increased by the same amount as set out in note 2a. This reclassification has no impact on total income.

e. Accounting for expenditure

Expenditure is recognised in accordance with the accruals concept. Programme expenditure which does not involve the receipt of goods or services by Plan, including payments to the communities and other NGOs with which Plan works, is recognised either when the cash is paid across to a third party or, if earlier, when an irrevocable commitment is made to pay out funds to a third party.

f. Accounting for fund balances

Fund balances are identified in three categories:

i) Unrestricted funds are those that are available to be spent on any of Plan's activities. Two of these fund reserves may be categorised as accounting reserves, as they arise from the accounting treatment for certain assets and liabilities:

- the net investment of funds in property, plant and equipment and intangible assets
- the unrealised gains/ (losses) on investments available for sale.

In 2009, unrealised gains / (losses) on forward foreign exchange hedge transactions were also categorised as accounting reserves in accordance with cash flow hedge accounting under IAS 39. In 2010 and in accordance with IAS 39, management revoked its designation of cash flow hedge accounting and as such the gains or losses on forward foreign exchange hedge transactions are recognised in the combined income statement in 2011 and 2010. See note 1o. below for further details.

The other unrestricted reserves include:

- a grants prefinancing reserve in PI Inc, equivalent to one quarter's expenditure on grants prior to reimbursement by donors
- funds which are available for future expenditure include the operating reserves of the National Organisations, the working capital reserve in PI Inc (which is a maximum of one month's sponsorship expenditure), the PI Inc contingency reserve (also equivalent to one month's sponsorship expenditure) and a disaster risk management fund of €1.5 million which is used to finance disaster risk management work whilst fundraising is underway.

PI Inc has a contingency reserve so that in the event of certain operational and financial risks crystallising, Plan would be able to:

- complete programme work that is already underway
- safeguard staff and secure assets in the event of civil disorder or war
- adjust spending plans in a controlled manner
- restructure field and central operations.

ii) Temporarily restricted funds comprise:

- advance payments by sponsors
- unspent funds that have been restricted to specific purposes by donors
- contributions receivable at the year-end, including amounts receivable from legacies and trusts, but excluding any such amounts which are designated as permanently restricted.

iii) Permanently restricted funds are those that will not become unrestricted. They include endowment funds restricted by donors and statutory funds that are required in accordance with the statutes of the countries in which some NOs operate.

The PI Inc reserves specified above are defined by the PI Inc reserves policy.

g. Operating leases

Operating leases, being those leases which do not transfer substantially all the risks and rewards of ownership of the related asset, are included in expenditure on a straight-line basis over the lease term.

h. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash on hand and deposits held with banks which have a maturity date of less than 3 months from the date the deposit was made. They are carried in the combined statement of financial position at cost. For the purposes of the combined statement of cash flows, cash and cash equivalents are stated net of bank overdrafts.

i. Investments

Investments that Plan has the intent and ability to hold to maturity are classified as held to maturity and are included in either current or non-current assets as appropriate. All other investments held by Plan are designated as available for sale and are included in current assets unless it is anticipated that they will not be sold within twelve months of the balance sheet date.

Investments available for sale are carried at fair value, whilst investments held to maturity are carried at amortised cost. Realised gains and losses arising from changes in the fair value of assets available for sale are included in the combined income statement in the period in which they are realised. Unrealised gains and losses are recorded in a separate category of reserves and the amounts arising in the year are recorded in the combined statement of comprehensive income and expenditure.

Plan assesses at each balance sheet date whether there is objective evidence that a financial asset is impaired. In the case of equity securities classified as available for sale, a significant or prolonged decline in the fair value of the security below its cost is considered an indicator that the securities are impaired. In such cases the cumulative loss is removed from reserves and recognised in the combined income statement.

j. Other financial assets – interests in trusts

Plan is a beneficiary of certain trusts administered and managed by third parties. Plan's interests in these trusts are recorded at fair value and classified as current or non-current assets as appropriate.

k. Property, plant and equipment and intangible assets

Property, plant and equipment and intangible assets are stated at cost less accumulated depreciation and amortisation and impairment losses. Intangible assets represent software held for internal use, which is either purchased, donated or developed internally. Costs relating to software developed internally are capitalised when the qualifying project reaches the development stage as defined in IAS 38, Intangible Assets. The cost of assets received as gifts in kind is determined as set out in note 1d. Depreciation and amortisation are provided under the straight-line method over the following estimated useful lives of the assets:

Buildings	5 - 50 years
Equipment	3 - 10 years
Intangible assets:	
Purchased software	Lower of 5 years or the period of the licence
Other intangibles	3 - 5 years

Land is not depreciated. Gains or losses on disposals in the year are included in the combined income statement.

Property, plant and equipment and intangible assets are subject to review for impairment either where there is an indication of a reduction in their recoverable amount or, in the case of intangible assets not yet available for use, on an annual basis. Any impairment is recognised in the combined income statement in the year in which it occurs.

l. Inventory

Humanitarian supplies are valued at cost with obsolete stock written off and are included in programme expenditure when distributed to beneficiaries. Cost comprises the cost of purchase and is determined using the first-in, first-out method.

The net realisable value of inventory held for trading activities is the estimated selling price in the ordinary course of business less applicable variable selling expenses.

m. Non-current liabilities – termination benefits and pension obligations

The amount accrued for termination benefits represents Plan's estimated obligation to employees who have an unconditional legal entitlement to termination benefits, either under local statute or their employment contract.

Plan Netherlands and Plan Norway maintain defined benefit pension plans. The amount recognised in respect of these pension plans represents the present value of the pension obligations less the fair value of the plan assets, as adjusted for unrecognised prior service costs/benefits and unrecognised actuarial gains/losses. Pension obligations (and costs) are measured using the projected unit credit method. For individual pension plans, any cumulative actuarial gains/losses that exceed 10% of the greater of the pension obligation or the fair value of the plan assets are spread over the expected average remaining working lives of employees participating in the plan. Past service costs/benefits are spread over the average period until the amended benefits become vested. Any change in the accrual for defined benefit pension plans is charged to the combined income statement.

A number of Plan entities maintain defined contribution pension plans. The amount charged in the combined income statement in respect of such plans comprises the contributions payable by Plan in respect of the year.

n. Foreign exchange accounting

Transactions in foreign currencies are recorded at the rate of exchange ruling on the date of the transaction or at average contracted rates. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the year end exchange rates. Exchange differences arising are included in the combined income statement. The income and expenditure of NOs and Plan Ltd are translated at weighted average monthly exchange rates. The assets and liabilities of these entities are translated into Euros at year end exchange rates. The translation differences arising are included in the combined statement of comprehensive income.

o. Hedging transactions

PI Inc enters into forward foreign exchange contracts to hedge certain of its exposures to exchange rate movements on forecasted expenditure in currencies other than the Euro and Sterling. With effect from 2010 and in accordance with IAS 39, the International Board revoked the designation of cash flow hedge accounting for forward foreign exchange contracts. Unrealised gains or losses on forward foreign exchange contracts entered into in 2011 and 2010 are recognised in income and expenditure. Under IAS 39, the opening unrealised gains or losses in 2010 remained in equity until the hedged expenditure was recognised during that year. The associated gains or losses were reclassified in 2010 expenditure in the same month that the liability assumed affected expenditure.

p. Taxation

As a registered Not for Profit Corporation, PI Inc has no liability for taxation. PI Inc's subsidiary Plan Ltd is liable to UK taxation but donates all taxable profits to Plan International (UK) under a deed of covenant.

q. Accounting estimates and judgements

The preparation of the combined financial statements requires the use of estimates and judgements in determining the reported amounts of assets, liabilities, income and expenditure and the related disclosures. These estimates and judgements are based on assumptions that are considered reasonable in the circumstances, having regard to historical experience. Actual results may differ from these estimates. Certain accounting policies have been identified as involving particularly complex or subjective judgements or estimates, as follows:

- i)** Income recognition - income is recognised when unconditional entitlement has been demonstrated. In some situations, for example in relation to contributions designated for specific purposes by the donor and income from legacies, judgement is involved in assessing when Plan becomes unconditionally entitled to receive the income.
- ii)** Expenditure recognition - Plan may use third party organisations, such as communities in programme countries and fellow NGOs, to fulfil its aims. Funds spent through such third parties are recognised as expenditure at the earlier of when cash is paid or when an irrevocable commitment is made to pay. Judgement can be required in determining whether the commitments provided to these organisations are irrevocable.
- iii)** Expenditure allocation - expenditure is analysed between certain programme groupings (called programme areas), as set out in note 3 to the combined financial statements. Judgement is sometimes needed in allocating expenditure, for example where a project covers more than one programme area.
- iv)** Termination benefits - in many of the countries in which Plan operates, employees have an unconditional legal entitlement to termination benefits, either under local statute or their employment contract, regardless of the reason for leaving. Estimation is required in quantifying the obligation arising from these entitlements.

2. Income

a. Income by source

	2011 €000	Restated 2010 €000
Child sponsorship income	353,368	345,854
Grants	139,657	102,468
Gifts in kind	14,615	22,614
Bequests	3,280	1,722
Project sponsorship and appeals	74,086	56,403
Other contributions	77,366	58,125
Interest and dividend income	2,142	1,494
Gain/(loss) on sale of investments	665	566
Investment income	2,807	2,060
Trading income	3,605	3,597
Total income	591,418	534,718

The classification of grant and project sponsorship and appeals income has been changed as described in note 1 d. and the 2010 amounts have been restated to be consistent with the 2011 classification. This has no impact on total income.

b. Income by location

	2011 €000	Restated 2010 €000
Belgium	12,441	12,318
Denmark	5,241	5,053
Finland	15,510	14,973
France	13,252	12,818
Germany	105,705	98,773
Ireland	8,091	5,899
Netherlands	44,945	47,095
Norway	45,860	44,688
Spain	14,126	15,196
Sweden	26,478	22,464
Switzerland	3,205	2,348
United Kingdom	64,626	57,212
Europe	359,480	338,837
Canada	84,503	84,835
Colombia	4,550	4,153
United States	63,199	46,066
Americas	152,252	135,054
Australia	30,456	24,516
Hong Kong	2,301	1,568
India*	2,829	2,414
Japan	30,055	27,775
Korea	5,822	4,371
Asia	71,463	60,644
Other	8,819	3,097
Intragroup elimination	(4,201)	(6,511)
	587,813	531,121
Trading income	3,605	3,597
Total income	591,418	534,718

* Consolidated since becoming a Member NO on 6 December 2009

3. Expenditure

a. Expenditure by programme area

	National Organisations €000	Field €000	International Headquarters €000	Intra-group & exchange €000	Total 2011 €000
Healthy start in life	1,008	68,481	1,379	-	70,868
Sexual and reproductive health	1,041	10,693	170	-	11,904
Education	4,539	74,357	1,923	-	80,819
Water and sanitation	1,005	42,391	878	-	44,274
Economic security	1,475	37,297	782	-	39,554
Protection	2,996	12,852	373	-	16,221
Participate as citizens	13,800	40,982	1,759	-	56,541
Disaster risk management	2,466	41,783	1,539	-	45,788
Sponsorship communications	14,416	35,183	2,097	-	51,696
Programme expenditure	42,746	364,019	10,900	-	417,665
Fundraising costs	70,038	2,876	2,558	(1,765)	73,707
Other operating costs	40,964	-	11,053	(2,434)	49,583
	153,748	366,895	24,511	(4,199)	540,955
Trading expenditure	3,491	-	-	-	3,491
Net losses on foreign exchange	-	-	-	16,773	16,773
Total expenditure	157,239	366,895	24,511	12,574	561,219

	National Organisations €000	Field €000	International Headquarters €000	Intra-group & exchange €000	Total 2010 €000
Healthy start in life	1,793	58,098	2,064	(363)	61,592
Sexual and reproductive health	1,068	13,118	315	(69)	14,432
Education	2,484	62,508	2,233	(22)	67,203
Water and sanitation	916	35,566	1,157	(12)	37,627
Economic security	1,183	30,816	959	(11)	32,947
Protection	1,741	11,649	428	(4)	13,814
Participate as citizens	10,336	35,131	1,085	(15)	46,537
Disaster risk management	1,584	42,046	1,147	(14)	44,763
Sponsorship communications	15,819	30,753	2,637	(1,324)	47,885
Programme expenditure	36,924	319,685	12,025	(1,834)	366,800
Fundraising costs	59,643	1,272	2,308	(1,436)	61,787
Other operating costs	36,208	-	10,314	(3,420)	43,102
	132,775	320,957	24,647	(6,690)	471,689
Trading expenditure	3,071	-	-	-	3,071
Net gains on foreign exchange	-	-	-	(19,209)	(19,209)
Total expenditure	135,846	320,957	24,647	(25,899)	455,551

Examples of the types of expenditure included within each of the above categories are:

Healthy start in life: training health workers, preventative health education, childhood illness prevention, building and equipping pre school infrastructure and clinics, programmes and advocacy for universal birth registration.

Sexual and reproductive health: sex education, family planning, HIV/AIDS and SRH programmes.

Education: teacher training, building and equipping classrooms, child media, advocacy for educational policy improvements (including the *Learn Without Fear* campaign) and other recreational activities.

Water and sanitation: installing latrines and sewer systems, provision of affordable drinking water, hygiene promotion and health education and training.

Economic security: farming resources, irrigation system development, microfinance, business development and vocational training and training communities in natural resource management.

Protection from exploitation, neglect, abuse & violence: training of children and parents, capacity building of government and civil society organisations in child protection issues, child protection and promotion of child rights.

Participate as citizens: Education through child media, life skills training for adolescents, *Because I am a Girl* campaign, child and youth group activities, activities to increase public knowledge and understanding of poverty and vulnerability issues which prevent children from realising their full potential.

Disaster risk management: Disaster risk reduction training, disaster relief activities including food distribution and the provision of shelter facilities, water and sanitation and health activities and psychosocial support for children.

Sponsorship communications: organising communications between sponsors and sponsored children including associated logistical costs and cost of software to digitise communication materials.

Fundraising costs: marketing costs associated with attracting new sponsors and other donors.

Other operating costs: general management, finance, human resource and information technology costs of administrative systems and the cost of handling funds received.

Trading expenditure: cost of merchandise and operations associated with on-line shops and service subsidiaries of NOs.

Net losses / (gains) on foreign exchange: net losses and gains arising on the retranslation of monetary items denominated in currencies other than the functional currency of the relevant entity. This principally reflects changes in the value of the Euro.

Where applicable, each of the above categories includes salaries, project management and supervision and advocacy. Each category of field expenditure also includes an appropriate allocation of general management and operational support costs.

b. Expenditure by location

(i) National Organisations

	2011 €000	2010 €000
Belgium	3,997	3,976
Denmark	1,799	1,685
Finland	5,992	5,530
France	3,688	3,592
Germany	19,775	18,124
Ireland	1,504	1,353
Netherlands	15,016	12,675
Norway	9,926	9,690
Spain	5,587	5,832
Sweden	7,725	6,293
Switzerland	1,032	1,025
United Kingdom	14,436	12,324
Europe	90,477	82,099
Canada	25,881	21,286
Colombia	2,409	21
United States	13,559	12,374
Americas	41,849	33,681
Australia	9,900	8,571
Hong Kong	1,404	1,088
India*	1,838	537
Japan	6,761	5,746
Korea	1,519	1,053
Asia	21,422	16,995
Trading expenditure	3,491	3,071
Total National Organisation expenditure	157,239	135,846

* Included since becoming a Member NO on 6 December 2009

(ii) Field

	2011 €000	2010 €000
Bangladesh	6,625	5,792
Cambodia	4,852	3,525
China	5,214	4,770
India	11,968	9,683
Indonesia	10,218	9,367
Laos	1,490	779
Myanmar	468	735
Nepal	8,875	7,548
Pakistan	17,289	3,730
Philippines	10,336	8,638
Sri Lanka	4,715	3,989
Thailand	2,531	1,530
Timor Leste	1,714	1,458
Vietnam	9,901	8,041
Bangkok regional office	2,259	2,358
Asia	98,455	71,943
Bolivia	8,355	7,694
Brazil	3,971	3,845
Colombia	10,137	11,348
Dominican Republic	5,373	3,727
Ecuador	9,614	9,081
El Salvador	7,222	6,302
Guatemala	8,089	8,200
Haiti	19,776	23,563
Honduras	5,386	4,353
Nicaragua	5,033	4,598
Paraguay	3,694	3,798
Peru	6,074	5,401
Panama regional office	3,355	3,966
Central and South America	96,079	95,876
Egypt	6,020	4,949
Ethiopia	5,812	4,684
Kenya	11,105	10,383
Malawi	4,796	4,683
Mozambique	1,974	1,559
Rwanda	3,383	2,445
South Sudan	2,388	2,536
Sudan	6,083	5,732
Tanzania	5,101	4,646
Uganda	6,754	8,580
Zambia	6,312	7,055
Zimbabwe	14,202	16,073
Nairobi regional office	2,463	2,338
Eastern and Southern Africa	76,393	75,663
Benin	6,373	4,215
Burkina Faso	22,187	14,406
Cameroon	7,218	4,217
Ghana	7,084	6,098
Guinea	6,943	7,743
Guinea Bissau	3,689	2,906
Liberia	3,162	3,024
Mali	4,032	4,889
Niger	5,984	6,433
Senegal	9,523	7,457
Sierra Leone	7,699	4,538
Togo	5,474	4,747
Dakar regional office	3,800	3,842
West Africa	93,168	74,515
Interact worldwide expenditure	2,800	2,960
Total field expenditure	366,895	320,957

Expenditure excludes net losses and gains on foreign exchange. During 2011 Plan decided to maintain an ongoing programme in Myanmar and consequently 2010 operational costs which were combined with Thailand expenditure in that year are now reported separately.

c. Expenditure by type

	Note	2011 €000	2010 €000
Project payments		187,404	162,659
Employee salary costs	4	141,748	126,071
Other staff costs		23,430	19,096
Consultants and other professional costs		35,884	28,146
Marketing and media		52,081	45,818
Travel and meetings		34,617	30,225
Communications		14,423	14,440
Rent and related costs		16,306	14,434
Depreciation and amortisation	9	8,815	9,284
Supplies, vehicles and other office costs		29,738	24,587
Net losses/(gains) on foreign exchange		16,773	(19,209)
Total expenditure		561,219	455,551

4. Employee information

	Average number of employees		Salary costs	
	2011 Number	2010 Number	2011 €000	2010 €000
Field	7,616	7,093	86,140	76,648
National Organisations	964	907	47,150	41,234
International Headquarters	127	131	8,458	8,189
	8,707	8,131	141,748	126,071

5. Remuneration of key management

The average number of people designated as key management of Plan, including the 20 NOs (2010: 20 NOs), for the year ended 30 June 2011 was 45 (2010: 44). This includes the members of the Board of Directors of PI Inc, who do not receive any remuneration for their services. The remuneration payable to other members of key management was as follows:

	2011 €000	2010 €000
Salaries and short-term employee benefits	4,196	4,259
Post-employment benefits	298	282
Termination benefits	25	235
	4,519	4,776

The post-employment benefits principally comprise contributions payable to defined contribution pension schemes. There are no long-term incentive schemes for key management.

6. Fund balances

	30 June 2010 €000	Additions/ (reductions) €000	Translation differences €000	30 June 2011 €000
Unrestricted fund balances				
Net investment in property, plant and equipment and intangible assets	23,646	2,641	(857)	25,430
Unrealised gains/(losses) on investments available for sale	777	491	(111)	1,157
Funds allocated to future expenditure	120,269	(5,333)	(229)	114,707
Grants prefinancing reserve	14,244	8,483	-	22,727
Total unrestricted fund balances	158,936	6,282	(1,197)	164,021
Temporarily restricted fund balances				
Advance payments by sponsors	15,530	948	(834)	15,644
Donor-restricted contributions not yet spent	75,423	14,389	(2,363)	87,449
Other restricted funds	4,079	8,458	(364)	12,173
Total temporarily restricted fund balances	95,032	23,795	(3,561)	115,266
Permanently restricted fund balances				
Donor-restricted fund balances	9,788	718	(1,188)	9,318
Statutory fund balances	2,484	(74)	(159)	2,251
Total permanently restricted fund balances	12,272	644	(1,347)	11,569
Total fund balances	266,240	30,721	(6,105)	290,856
Cumulative foreign exchange differences included within fund balances	5,924	-	(6,105)	(181)

	30 June 2009 €000	Additions/ (reductions) €000	Translation differences €000	30 June 2010 €000
Unrestricted fund balances				
Net investment in property, plant and equipment and intangible assets	22,011	735	900	23,646
Unrealised gains/(losses) on forward foreign exchange hedge contracts	204	(204)	-	-
Unrealised gains on investments available for sale	207	538	32	777
Funds allocated to future expenditure	55,566	60,320	4,383	120,269
Grants prefinancing reserve	20,181	(5,937)	-	14,244
Total unrestricted fund balances	98,169	55,452	5,315	158,936
Temporarily restricted fund balances				
Advance payments by sponsors	15,549	(1,697)	1,678	15,530
Donor-restricted contributions not yet spent	48,771	25,169	1,483	75,423
Other restricted funds	2,565	957	557	4,079
Total temporarily restricted fund balances	66,885	24,429	3,718	95,032
Permanently restricted fund balances				
Donor-restricted fund balances	8,207	255	1,326	9,788
Statutory fund balances	1,995	81	408	2,484
Total permanently restricted fund balances	10,202	336	1,734	12,272
Total fund balances	175,256	80,217	10,767	266,240
Cumulative foreign exchange differences included within fund balances	(4,843)	-	10,767	5,924

The fund balances presented in the combined financial statements are not available for distribution.

7. Financial risk management

Plan's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including foreign exchange risk, interest rate risk and price risk), credit risk and liquidity risk. Plan seeks to minimise the potential adverse effects of these financial risks. Risk management is carried out under policies approved by PI Inc's International Board. Plan's policy is to be risk averse and not to take speculative positions in foreign exchange contracts or any derivative financial instruments.

a. Market risk

(i) Foreign exchange risk

Plan's NOs receive the majority of their income and incur expenditure in their domestic currency and therefore have a natural hedge against exchange rate fluctuations.

PI Inc faces exchange rate exposure as expenditure is not incurred in the same currencies as income and some income is received in currencies other than the Euro. The purpose of PI Inc's hedging policy is to protect against the risk that there could be a significant change in the funds available for programme expenditure due to exchange rate fluctuations. PI Inc uses natural hedges, principally in the Euro, Sterling and US dollars, which covers around 30% of expenditure. PI Inc also enters into forward foreign exchange contracts to manage certain of its exchange rate exposures. Forward foreign exchange contracts equivalent to 50-80% of the forecast monthly expenditure are entered into where the country of operation is economically and politically stable, where a hedging product is available and where this level of expenditure is equivalent to a marketable forward amount for the relevant currency.

The hedging policy approved by the International Board uses forward foreign exchange contracts with up to 15 months maturity to purchase currencies.

At 30 June 2011 and 2010 the open forward contracts had settlement dates of up to 12 months. The amounts purchased under these contracts were:

	2011 €000	2010 €000
Purchase of :		
Kenya shilling	(8,222)	(9,012)
India rupee	(3,309)	(6,447)
United States dollar	(18,034)	(6,172)
Vietnam dong	(4,698)	(5,233)
Indonesia rupiah	(5,306)	(4,934)
Colombia peso	(2,267)	(4,634)
Philippine peso	(5,096)	(4,392)
Egypt pound	-	(3,825)
Uganda shilling	(4,804)	(3,661)
Peru nuevo sol	(2,662)	(3,565)
Ghana cedi	(5,392)	(3,280)
Zambia kwacha	(2,579)	(3,221)
China yuan	(2,784)	(3,164)
Dominican Republic peso	-	(3,120)
Ethiopia birr	(3,342)	(3,080)
Tanzania shilling	(2,856)	(2,858)
Malawi kwacha	-	(2,576)
Brazil real	(1,589)	(2,378)
Rwanda francs	(1,189)	(454)
Mozambique new metical	(1,576)	(122)
Thai baht	(2,725)	-
Sierra Leone leones	(2,912)	-
	(81,342)	(76,128)

Valuing these contracts using appropriate forward rates of exchange at the balance sheet date showed a net unrealised loss of €1.9 million (2010: loss of €0.3 million) reflecting the relative weakness of the euro at the end of June. The forward foreign exchange contracts are included in the combined financial statements at fair value. In 2009 forward foreign exchange contracts were designated as cash flow hedges where the revaluation adjustments arising from these contracts were recorded in a separate category of unrestricted fund balances called “unrealised (losses)/gains on forward foreign exchange hedge contracts”. In accordance with IAS 39, the International Board revoked this designation with effect from 2010. See note 1 o. above for further details. An analysis of the movements in this fund balance is shown below:

	Notes	2011 €000	2010 €000
Net gains from changes in fair value		-	-
Net (gains)/losses transferred to combined income statement		-	(204)
Total (reduction in) / addition to fund balance	6	-	(204)
Balance at start of year	6	-	204
Balance at end of year	6	-	-

At 30 June 2011, if the Euro had weakened / strengthened against all other currencies by 10% with all other variables held constant, then income and fund balances would have been €7 million higher/lower.

(ii) Price risk

Plan is exposed to equity and debt security price risks because of investments held to maturity or investments available for sale. These securities are held in seven NOs which mitigates the price risk arising from investments. Each NO sets its own investment policy. Assuming that equity indices had increased/decreased by 5% with all other variables held constant and that all Plan's equity investments moved in line with the index, then other comprehensive income and fund balances would have been €0.6 million (2010: €0.6 million) higher /lower.

(iii) Interest rate risk

All bank deposits had a maturity date of less than one year and most interest-bearing investments had a maturity date or interest reset date of less than 3 years in the year to 30 June 2011 and the previous year. In view of this and the fact that interest income is small in relation to total income, changes in interest rates do not currently present a material risk to Plan. At 30 June 2011, if interest rates had been 50 basis points higher/lower with all other variables held constant, investment income for the year and fund balances at 30 June 2011 would have been €1.2 million higher/lower. Cash and investments are held in many currencies and yields in the year to 30 June 2011 ranged from 0.01% to 6.00% (2010: from 0.001% to 5.85%).

The maturity profile of bank deposits and interest bearing investments is shown below:

	0 – 1 year €000	1 – 3 years €000	Over 3 years €000	30 June 2011 €000
Cash and cash equivalents	245,513	-	-	245,513
Current asset investments available for sale	13,309	2,321	3,041	18,671
Current asset investments held to maturity	314	-	-	314
Non current asset investments available for sale	-	867	1,727	2,594
Non current asset investments held to maturity	-	1,704	-	1,704
Total at 30 June 2011	259,136	4,892	4,768	268,796

	0 – 1 year €000	1 – 3 years €000	Over 3 years €000	30 June 2010 €000
Cash and cash equivalents	242,424	-	-	242,424
Current asset investments available for sale	2,096	123	2,237	4,456
Current asset investments held to maturity	1,764	-	-	1,764
Non current asset investments available for sale	-	1,881	1,869	3,750
Non current asset investments held to maturity	-	1,841	-	1,841
Total at 30 June 2010	246,284	3,845	4,106	254,235

b. Credit risk

Credit risk arises mainly on cash and cash equivalents. Receivables and advances include small loans advanced under microfinance schemes that sometimes carry a high risk of default, which amounted to €0.6 million (2010: €0.6 million) net of provisions. Other receivables and advances are spread across all the countries in which Plan operates and this minimises the exposure to credit risk. Any large receivables due from individual organisations generally comprise grants receivable from public bodies. The aggregate maximum credit risk at 30 June 2011 was €291 million (2010: €272 million). The table below shows the combined cash balances held by PI Inc, its subsidiary and the NOs with the five largest bank counterparties at the balance sheet date.

	30 June 2011		30 June 2010	
	Rating	Balance €000	Rating	Balance €000
Counterparty A	A1	32,365	A1	6,694
Counterparty B	A1	32,069	A1	33,397
Counterparty C	A1	30,164	A1	37,919
Counterparty D	A1	30,073	A1	3,007
Counterparty E	A1	27,507	A1	22,501

Plan's policy is to hold cash and investments with institutions with short term ratings of at least A2 or equivalent, but this is not always possible having regard to the countries in which Plan operates. Investments held to maturity are corporate and government bonds. Cash and investments are analysed below into those held with institutions with short term ratings of A3 or better and those held with other institutions.

	Bank deposits & cash €000	Debt securities €000	Equities €000	30 June 2011 €000
Rated A or better				
Cash and cash equivalents	224,707	-	-	224,707
Current asset investments available for sale	7,776	10,531	9,996	28,303
Current asset investments held to maturity	-	314	-	314
Non-current asset investments available for sale	-	2,594	30	2,624
Non-current asset investments held to maturity	-	1,704	-	1,704
Total rated A or better	232,483	15,143	10,026	257,652
Other				
Cash and cash equivalents	20,806	-	-	20,806
Current asset investments available for sale	-	364	1,107	1,471
Non-current asset investments available for sale	-	-	431	431
Total other	20,806	364	1,538	22,708
Total				
Cash and cash equivalents	245,513	-	-	245,513
Current asset investments available for sale	7,776	10,895	11,103	29,774
Current asset investments held to maturity	-	314	-	314
Non-current asset investments available for sale	-	2,594	461	3,055
Non-current asset investments held to maturity	-	1,704	-	1,704
Total cash and investments	253,289	15,507	11,564	280,360

	Bank deposits & cash €000	Debt securities €000	Equities €000	30 June 2010 €000
Rated A or better				
Cash and cash equivalents	223,908	-	-	223,908
Current asset investments available for sale	-	4,072	10,352	14,424
Current asset investments held to maturity	-	1,764	-	1,764
Non-current asset investments available for sale	-	3,750	31	3,781
Non-current asset investments held to maturity	-	1,841	-	1,841
Total rated A or better	223,908	11,427	10,383	245,718
Other				
Cash and cash equivalents	18,516	-	-	18,516
Current asset investments available for sale	-	384	983	1,367
Non-current asset investments available for sale	-	-	470	470
Total other	18,516	384	1,453	20,353
Total				
Cash and cash equivalents	242,424	-	-	242,424
Current asset investments available for sale	-	4,456	11,335	15,791
Current asset investments held to maturity	-	1,764	-	1,764
Non-current asset investments available for sale	-	3,750	501	4,251
Non-current asset investments held to maturity	-	1,841	-	1,841
Total cash and investments	242,424	11,811	11,836	266,071

c. Liquidity risk

Plan commits to expenditure only when funds are available and seeks to maintain minimum reserves as set out in note 1 f. to these combined financial statements. Therefore liquidity risk is kept to a minimum. This is reflected in the combined statement of financial position where current assets of €316 million are over 7 times larger than current liabilities of €40 million. Plan uses bank overdrafts to meet short term financing requirements. As at 30 June 2011, the aggregate value of these bank overdrafts was €0.2 million (2010: €0.1 million).

d. Fair value estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method. The different levels have been defined as follows:

- Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (level 1).
- Inputs other than quoted prices that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (level 2).
- Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (level 3).

The following table presents the financial instruments that are measured at fair value at 30 June 2011:

	Level 1 €000	Level 2 €000	Level 3 €000	30 June 2011 €000
Financial assets at fair value through income and expenditure:				
- Forward foreign exchange contracts	142	-	-	142
Available for sale financial assets:				
- Current asset investments	29,774	-	-	29,774
- Non current asset investments	3,055	-	-	3,055
Total assets	32,971	-	-	32,971
Financial liabilities at fair value through income and expenditure:				
- Forward foreign exchange contracts	(2,089)	-	-	(2,089)
Total liabilities	(2,089)	-	-	(2,089)

The following table presents the financial instruments that are measured at fair value at 30 June 2010:

	Level 1 €000	Level 2 €000	Level 3 €000	30 June 2010 €000
Financial assets at fair value through income and expenditure:				
- Forward foreign exchange contracts	239	-	-	239
Available for sale financial assets:				
- Current asset investments	15,791	-	-	15,791
- Non current asset investments	4,251	-	-	4,251
Total assets	20,281	-	-	20,281
Financial liabilities at fair value through income and expenditure:				
- Forward foreign exchange contracts	(539)	-	-	(539)
Total liabilities	(539)	-	-	(539)

The fair value of the forward foreign exchange contracts, investments held to maturity and available for sale investments is based on market prices obtained from financial institutions at the balance sheet date.

The fair value of investments held to maturity at 30 June 2011 was €2.1 million (2010: €3.7 million). In 2011 and 2010 there were no realised or unrealised gains or losses on investments held to maturity. On investments available for sale the unrealised gain was €1.2 million (2010: €0.9 million) and the realised gain was €0.7 million (€0.6 million). There were no unrealised or realised losses (2010: €0.1 million unrealised loss and nil realised loss).

The fair value of cash and cash equivalents, receivables and advances and accounts payable is in line with their carrying values in the combined financial statements. All cash, investments and other monetary items held in foreign currencies at 30 June were converted to Euros at the spot exchange rate on that date.

e. Cash and investments

Cash and investments at 30 June 2011 were held in the following currencies:

	Cash and cash equivalents	Current asset investments available for sale	Current asset investments held to maturity	Non current asset investments available for sale	Non current asset investments held to maturity	Total
	€000	€000	€000	€000	€000	€000
Euro	124,368	13,653	-	1	-	138,022
Canadian dollar	8,238	3,202	-	-	-	11,440
US dollar	34,814	10,651	-	430	-	45,895
Yen	6,727	2,268	-	2,594	1,704	13,293
Norwegian kroner	6,357	-	-	-	-	6,357
Swedish kronor	4,139	-	-	-	-	4,139
Australian dollar	6,837	-	314	-	-	7,151
Sterling	19,454	-	-	-	-	19,454
Other	34,579	-	-	30	-	34,609
	245,513	29,774	314	3,055	1,704	280,360

Cash and investments at 30 June 2010 were held in the following currencies:

	Cash and cash equivalents	Current asset investments available for sale	Current asset investments held to maturity	Non current asset investments available for sale	Non current asset investments held to maturity	Total
	€000	€000	€000	€000	€000	€000
Euro	122,460	665	-	1	-	123,126
Canadian dollar	20,037	2,505	-	-	-	22,542
US dollar	16,551	10,619	-	469	-	27,639
Yen	15,788	2,002	923	3,750	1,841	24,304
Norwegian kroner	7,747	-	-	-	-	7,747
Swedish kronor	10,099	-	-	-	-	10,099
Australian dollar	8,511	-	841	-	-	9,352
Sterling	13,748	-	-	-	-	13,748
Other	27,483	-	-	31	-	27,514
	242,424	15,791	1,764	4,251	1,841	266,071

There were no impairment provisions on available for sale financial assets in 2011 or 2010.

f. Interests in trusts

Plan has a right to receive future income from certain trusts set up by third party donors. The arrangements vary from trust to trust, but in general Plan has an irrevocable right to participate in the income generated by the trust and/or will receive a share of the capital held by the trust at some future date. Plan's interests in these trusts are recorded at their fair value, based on the discounted value of the expected future cash receipts or the value of the assets held by the trust, as appropriate. As at 30 June 2011, the fair value of these interests amounted to €1.2 million (2010: €1.2 million)

g. Financial liabilities

Forward foreign exchange contracts are held at fair value as set out in note 7 a. (i). All other financial liabilities are held at amortised cost.

h. Receivables and advances

Receivables and advances were held in the following currencies:

	Current assets		Non-current assets	
	2011 €000	2010 €000	2011 €000	2010 €000
US dollar	2,773	4,380	-	-
Euro	5,999	5,000	195	140
Sterling	6,164	2,188	-	-
Yen	83	8	287	307
Canadian dollar	653	257	-	-
Norwegian kroner	1,100	1,454	-	-
Other	5,860	4,607	470	371
	22,632	17,894	952	818

Receivables and advances are stated net of provisions amounting to €2.0 million (2010: €3.0 million).

8. Inventory

Inventory is as follows:

	2011 €000	2010 €000
Inventory for trading activities	381	267
Inventory for distribution to beneficiaries	10,685	-
Total inventory	11,066	267

The inventory for distribution to beneficiaries mainly comprises bednets in Togo.

9. Property, plant and equipment and intangible assets

	Land and buildings €000	Equipment €000	Tangible assets €000	Intangible assets €000	Total €000
Cost					
Prior year					
1 July 2009	4,248	37,205	41,453	18,902	60,355
Additions *	1,417	7,407	8,824	1,624	10,448
Disposals	(187)	(3,214)	(3,401)	(309)	(3,710)
Exchange adjustments	430	1,230	1,660	892	2,552
30 June 2010	5,908	42,628	48,536	21,109	69,645
Current year movements					
Additions	305	7,239	7,544	4,179	11,723
Disposals	(39)	(3,808)	(3,847)	(57)	(3,904)
Reclassifications	37	(2,596)	(2,559)	2,559	-
Exchange adjustments	(595)	(620)	(1,215)	(1,349)	(2,564)
30 June 2011	5,616	42,843	48,459	26,441	74,900
Accumulated depreciation and amortisation					
Prior year					
1 July 2009	2,119	26,266	28,385	9,959	38,344
Charge for the year	285	4,888	5,173	4,111	9,284
Disposals	(130)	(3,034)	(3,164)	(310)	(3,474)
Exchange adjustments	201	923	1,124	721	1,845
30 June 2010	2,475	29,043	31,518	14,481	45,999
Current year movements					
Charge for the year	403	5,309	5,712	3,103	8,815
Disposals	(20)	(3,483)	(3,503)	(57)	(3,560)
Reclassifications	-	(2,373)	(2,373)	2,373	-
Exchange adjustments	(236)	(480)	(716)	(1,068)	(1,784)
30 June 2011	2,622	28,016	30,638	18,832	49,470
Net book value:					
30 June 2011	2,994	14,827	17,821	7,609	25,430
30 June 2010	3,433	13,585	17,018	6,628	23,646

* Additions include €0.1 million of fixed assets which were consolidated on India joining Plan as a Member NO of PI Inc.

Included in intangible assets is €1.4 million (2010: €1.2 million) relating to internally generated software for internal use which is in the course of construction.

10. Pension plans

PI Inc operates two defined contribution pension plans for its expatriate employees, one for US citizens and one for non-US citizens. In addition, there are a variety of plans for other employees in the 50 developing countries in which PI Inc operates, in the 20 NOs and their subsidiaries and in Plan Ltd. These pension plans are a mixture of defined contribution pension plans with defined benefit pension plans being operated by 2 NOs. In all cases, schemes are governed by local statutory regulations and pension fund assets are held independently of Plan's assets.

Contributions to defined contribution pension plans totalled €3.3 million (2010: €2.3 million).

Funding of the defined benefit pension plans is determined by local pension trustees in accordance with local statutory requirements and local actuarial advice. The trustees of the defined benefit pension plans consider that their plans are adequately funded. The amount recognised on the combined statement of financial position in respect of the defined benefit pension plans has been calculated on the basis described in accounting policy "1m - Non-current liabilities- termination benefits and pension obligations" by independent actuaries.

The amounts recognised in expenditure for defined benefit pension plans are as follows:

	2011 €000	2010 €000
Current service cost	570	412
Interest cost	397	346
Return on scheme assets net of administration cost	(211)	(130)
Past service cost	(12)	(12)
Actuarial losses	21	6
Other	40	(50)
Total	805	572

The movement in the net liability recognised in the combined statement of financial position for defined benefit pension plans is as follows:

	2011 €000	2010 €000
At 1 July	(113)	(125)
Total expense (as above)	(805)	(572)
Contributions paid	537	559
Other	34	32
Currency translation effect	(1)	(7)
At 30 June	(348)	(113)

The movement in the present value of the defined benefit obligation is as follows, all arising in plans that are wholly or partly funded:

	2011 €000	2010 €000
At 1 July	(8,850)	(5,583)
Current service cost	(570)	(412)
Interest cost	(397)	(346)
Expected employee contributions	(112)	(110)
Actuarial gain/(loss)	1,362	(2,180)
Benefits paid	129	107
Other	-	(246)
Currency translation effect	(20)	(80)
At 30 June	(8,458)	(8,850)

The movements in the defined benefit pension plan assets at fair value are as follows:

	2011 €000	2010 €000
At 1 July	7,663	5,311
Expected return on plan assets	211	130
Actuarial (losses)/gains	(965)	1,651
Employer contributions	537	559
Employee contributions	116	111
Benefits paid	(129)	(107)
Management fees	(82)	(50)
Currency translation effect	15	58
At 30 June	7,366	7,663
Actual return on plan assets	(836)	1,731

Amounts recognised in the combined statement of financial position for defined benefit pension plans are as follows:

	2011 €000	2010 €000
Actuarial present value of defined benefit obligation	(8,458)	(8,850)
Plan assets at fair value	7,366	7,663
Fund deficit	(1,092)	(1,187)
Unrecognised prior service benefits	(72)	(84)
Unrecognised actuarial losses	816	1,158
Total	(348)	(113)

The range of assumptions used in the actuarial valuations of the defined benefit pension plans are as follows:

	2011	2010
Weighted average assumed discount rate	5.0-5.3%	4.4-5.0%
Weighted average expected long term return on plan assets	5.3-6.0%	4.4-6.0%
Weighted average future salary increase	2.95-3.0%	2.95-3.0%
Cost of living adjustments for pensions in payment	1.0-2.5%	1.0-2.5%
Number of members	344	337

The expected long term return on plan assets has been determined with reference to the long term asset mix and with reference to rates of returns that are expected to be generated on these assets. These rates of return are chosen consistent with the term and the currency of the related obligation. Assumptions regarding future mortality experience are set based on advice in accordance with published statistics and experience in each country.

Expected contributions to the plans for the year ending 30 June 2012 are €0.5 million.

Historical information on the defined benefit pension plans is below:

	2011 €000	2010 €000	2009 €000	2008 €000	2007 €000
Defined benefit obligation	8,458	8,850	5,583	5,618	5,335
Fair value of plan assets as at end of year	7,366	7,663	5,311	4,627	4,568
Fund (deficit)/surplus	(1,092)	(1,187)	(272)	(991)	(767)

11. Provisions for other liabilities and charges

Provisions for other liabilities and charges are as follows:

	2011 €000	2010 €000
Split interest trusts	125	158
Building lease incentive	611	570
Other	449	370
Total provisions for other liabilities and charges	1,185	1,098

	Split interest trust €000	Lease incentive €000	Other €000	Total €000
At 1 July 2010	158	570	370	1,098
Additional provisions	-	-	168	168
Used during the year	(8)	(70)	(69)	(147)
Currency translation effects	(25)	111	(20)	66
At 30 June 2011	125	611	449	1,185

The split interest trust is an arrangement whereby a donor contributes assets in exchange for a promise from Plan to pay the donor a fixed amount for a specified period of time and the related liability is shown as a provision. The lease incentive represents a property lease incentive that is being released against rental expenditure over the life of the lease.

12. Contingencies and commitments

a. Contingent liabilities

Plan is involved in various legal and taxation disputes, the outcome of which is uncertain. The best current estimation of the maximum potential impact on Plan's financial position is €2.9 million (2010: €2.0 million) in aggregate.

b. Capital commitments

Contracts for capital expenditure not provided in the financial statements amount to approximately €0.1 million (2010: €0.8 million).

c. Operating leases

Plan's combined rent expense for the year was €11.0 million (2010: €9.4 million). Plan has non-cancellable operating leases for buildings occupied by several National Organisations, PI Inc and Plan Ltd. Lease terms vary by location. Total future minimum operating lease payments under leases existing as at 30 June 2011 are as follows:

	At 30 June 2011			At 30 June 2010		
	Rent €000	Other operating leases €000	Total €000	Rent €000	Other operating leases €000	Total €000
Within one year	7,219	486	7,705	7,679	825	8,504
Between one and five years	15,225	926	16,151	13,549	2,224	15,773
After 5 years	7,366	87	7,453	11,520	2,188	13,708

The lease on Plan Ltd's current premises expires in December 2011. Plan Ltd has agreed to relocate to a neighbouring building under a new lease that was signed on 1 July 2011. The total future minimum operating lease payments under this lease is €3.7m.

13. Related parties

Plan International India Chapter, based in India, was treated as a related party of PI Inc in 2009, because PI Inc was able to exert influence over the organisation, but it was not bound by Membership or ownership to PI Inc and therefore was not consolidated in Plan's Worldwide financial statements. On 6 December 2009 Plan International India Chapter became a Member NO of PI Inc so is no longer a related party from that date. The movements in net assets for the year to 30 June 2010 were as follows:

	2010 €000
Excess of income over expenditure	(17)
Exchange rate movements	(18)
Net increase for the year	(35)
Aggregate fund balances at beginning of year	604
India joining as a Member NO of PI Inc	(569)
Aggregate fund balances at end of year	-

There were payments of €0.2 million in the year to 30 June 2011 to four related parties which are charitable foundations.

Nos réalisations et nos prix en 2011

Le travail en partenariat avec notre personnel, les communautés et d'autres organisations est crucial pour la réussite de Plan. Voici quelques-unes de nos réalisations en 2011.



Plan joue un rôle essentiel au Sommet des OMD

A l'occasion du sommet des Objectifs du Millénaire pour le développement à New York, Plan a pris place parmi les trois plus grandes organisations d'enfants au monde, lançant un appel passionné pour que soient entrepris des efforts plus opportuns et coordonnés pour atteindre les cibles des OMD.



Des athlètes de très haut niveau soutiennent les courses d'enfants de Plan Ethiopie

La deuxième Course des Enfants de Plan Ethiopie a été organisée à Addis Abéba pour promouvoir la campagne Apprendre Sans Peur de Plan. Plus de 3 500 enfants ont participé à la course d'1 km. Des athlètes de classe internationale comme Haïle Gebreselassie, Abel Anton et Lornah Kiplagat ont donné le coup d'envoi et remis les prix.



Plan remporte un prix de gestion des risques

L'Institut International pour la Gestion des Risques a remis à Plan le Prix de la Transformation pour son excellence et son innovation dans tous les domaines de la gestion des risques.



Procter & Gamble fait équipe avec Plan Inde pour une campagne de sensibilisation

Plan Inde a entamé une collaboration pilote d'un an avec Procter & Gamble pour une campagne de sensibilisation aux soins féminins et à l'hygiène féminine. Procter & Gamble fera don de 149 000 euros et de serviettes hygiéniques pour 400 000 filles de 11 à 13 ans, soit une valeur supplémentaire de 19 000 euros. Le partenariat devrait s'étendre à quatre Etats supplémentaires de l'Union indienne dans sa deuxième année.



Plan reçoit le prix du Meilleur employeur du Zimbabwe

Plan Zimbabwe a reçu le prix du Meilleur Employeur de l'année décerné par le cabinet de ressources humaines Industrial Psychology Consultants.



Un maire adjoint des Philippines reçoit le prix des Nations Unies pour la Réduction des catastrophes, avec l'aide de Plan

Alfredo Arquillano, maire adjoint de San Francisco, Iles Camotes, aux Philippines, a reçu le Prix international Sasakawa pour la réduction des catastrophes remis par la Stratégie internationale des Nations Unies pour la Réduction des Catastrophes, laquelle a félicité Plan pour son soutien aux initiatives du maire.



Plan International Australie reçoit un prix de la transparence comptable

Plan International Australie a reçu le prix inaugural « Meilleure Progression » à l'occasion de la 4^{ème} séance annuelle des Prix de la Transparence décernés par PriceWaterhouseCoopers Australie.



Plan International USA choisi comme l'une des 40 organisations innovantes Devex

Plan International USA figure maintenant dans la liste Devex des 40 organisations de développement innovantes, qui récompense les leaders de l'innovation dans le développement international.



Le directeur de la Région Plan Asie est récompensé par le gouvernement vietnamien

Mark Pierce, l'ancien directeur de Plan Vietnam, a reçu la Médaille de la Paix et de l'Amitié Entre les Nations du gouvernement vietnamien.



Plan Royaume-Uni rejoint le Comité des catastrophes et des Urgences

Plan Royaume-Uni a rejoint le Comité des catastrophes et des Urgences - une coalition des organisations du secteur humanitaire britannique, qui compte parmi ses membres les plus grandes ONG internationales du secteur.



Fairtrade International fait équipe avec Plan Canada pour un manuel de formation

Plan International et Plan Canada ont annoncé la signature d'un partenariat avec Fairtrade International pour la protection des enfants effectuant des travaux dangereux. Nous allons développer ensemble un système de surveillance piloté par les communautés afin d'aider les entreprises manufacturières à évaluer leurs propres pratiques de travail et protéger le bien-être des enfants.



Une journaliste britannique remporte un prix prestigieux pour son article sur un programme de Plan

Nina Lakhani, reporter pour le journal britannique The Independent, a reçu le prestigieux Prix international Dario D'Angelo pour son reportage sur la campagne de Plan en faveur de l'enregistrement universel des naissances « Chaque enfant compte ». Les lauréats de ce prix sont récompensés pour un reportage d'investigation et d'analyse sur les enfants.



Une association de développement des femmes financée par Plan reçoit un prix de l'innovation

L'Association de Développement des Femmes de Xi Xiang à Shaanxi, en Chine, créée et soutenue par Plan Chine, a remporté le Prix de la Maturité de l'Entreprise Sociale Exceptionnelle décerné conjointement par le Département Culture et Education du British Council, la Fondation Chinoise des Entrepreneurs Sociaux et la Fondation Narada.



Plan Burkina Faso et l'Union européenne fournissent de l'eau saine à des communautés

Dans un pays où 20 000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de maladies véhiculées par l'eau, l'Union européenne a signé un contrat de 5 millions d'euros avec Plan Burkina Faso pour fournir de l'eau potable et des équipements d'assainissement à 150.222 personnes, dont 22.822 enfants.



Plan organise le lancement de Sphere, des normes pour améliorer les interventions humanitaires

En 2011, Plan Irlande et Dóchas, l'association irlandaise d'ONG, ont lancé la nouvelle version du Manuel du Projet Sphere : *Charte humanitaire et Normes minimales pour les interventions humanitaires*. Sphere est la principale initiative de promotion de la qualité et de la redevabilité dans le travail humanitaire.

Contact us

Pays du programme

Bangladesh	+880-2-986-0167
Bénin	+229-2130-3951
Bolivie	+591-2277-1610
Bésil	+55-98-3235-8490
Burkina Faso	+226-5037-8733
Cambodge	+855-23-217214
Cameroun	+237-2221-5458
Chine	+82-29-8810-2399
Colombie	+571-345-4099
Egypte	+202-236-57357
El Salvador	+503-2-264-4460
Equateur	+593-2-244-4941
Ethiopie	+251-11-467-0175
Ghana	+233-30-2-778-039
Guatemala	+502-2-323-0202
Guinée	+224-64-00-0002
Guinée-Bissau	+245-320-2528
Haïti	+509-3751-9401
Honduras	+504-235-5762
Inde	+91-11-4655-8484
Indonésie	+62-21-522-9566
Kenya	+254-20-387-0216
Laos	+856-21-480-545
Libéria	+231-77-712-903
Malawi	+265-1-712-210
Mali	+223-2022-4040
Mozambique	+258-21-485602
Myanmar	+66-2204-2630*
Népal	+977-1-553-5580
Nicaragua	+505-2252-5891
Niger	+227-20-72-4444
Ouganda	+256-414-305-000
Pakistan	+92-51-260-9435
Paraguay	+595-21-615-174
Pérou	+511-421-5163
Philippines	+63-2-844-2175
République Dominicaine	+1-809-535-0070
Rwanda	+250-0830-5392
Sénégal	+221-33-8653550
Sierra Leone	+232-222-34080
Soudan	+249-155-184115
Sri Lanka	+94-11-258-8252
Sud-Soudan	+249-904-379-332
Tanzanie	+255-22-277-3258
Thaïlande	+66-2259-8284
Timor-Leste	+670-331-2492
Togo	+228-226-7836
Vietnam	+844-38220661
Zambie	+260-21-260074
Zimbabwe	+263-772-124124

Organisations nationales

Allemagne	plan-deutschland.de +49-40-611400
Australie	plan.org.au +61-3-9672-3600
Belgique	planbelgie.be +322-504-6000
Canada	plancanada.ca +1-416-920-1654
Colombie	plan.org.co +571-345-4099
Corée	plankorea.or.kr +82-2-790-5436
Danemark	plandanmark.dk +45-35-30-0800
Espagne	plan-espana.org +34-91-524-1222
Etats-Unis	planusa.org +1-401-738-5600
Finlande	plan.fi +358-9-6869-800
France	planfrance.org +33-1-44-89-90-90
Hong Kong	plan.org.hk +852 3405 5300
Inde	planindia.org +91-11-4655-8484
Irlande	plan.ie +353-1-659-9601
Japon	plan-japan.org +81-3-5481-0300
Norvège	plan-norge.no +47-22-03-16-00
Pays-Bas	plannederland.nl +31-20-549-5555
Royaume-Uni	plan-uk.org +44-20-7608-1311
Suède	plansverige.org +46-8-5877-5500
Suisse	plan-schweiz.ch / plan-suisse.ch +41-44-288-9050

Bureau de liaison Europe

Tél +322-504-6050
info-eu@plan-international.org

Bureau de liaison auprès des Nations Unies à New York, Etats-Unis

Tél +1-917-398-0018

Bureau de liaison et de plaidoyer auprès des Nations Unies, Genève, Suisse

Tél +41-2291-97121

Bureaux régionaux

Afrique de l'Est et australe

Tél +254-20-444-3464
resa.ro@plan-international.org

Afrique de l'Ouest

Tél +221-33-869-7430
waro.ro@plan-international.org

Amériques

Tél +507-317-1700
roa.ro@plan-international.org

Asie

Tél +66-2204-2630
aro.ro@plan-international.org

Plan

Siège international

Dukes Court

Dukes Street

Woking

Surrey GU21 5BH

Royaume-Uni

t +44 (0) 1483 755155

f +44 (0) 1483 756505

e info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2011. Texte et photos © Plan

Plan Limited est une filiale à part entière de Plan International, Inc. (entreprise à but non lucratif immatriculée dans l'Etat de New York, Etats-Unis). Société à responsabilité limitée immatriculée en Angleterre. Numéro d'immatriculation 03001663. Tous droits réservés. Cette publication - que ce soit en totalité ou partiellement - ne peut être reproduite, stockée dans un système d'archivage ou transmise, sous quelque forme que ce soit ou par tout moyen, électronique, mécanique, photocopie ou autre, sans le consentement préalable de Plan Ltd. Veuillez envoyer un e-mail à info@plan-international.org pour de plus amples informations. Cette publication est également disponible en ligne sur plan-international.org/publications.

Toutes les activités de cette revue sont extraites des Rapports d'avancement des programmes pays pour 2011. Pour plus d'informations sur ces documents non publiés, veuillez contacter info@plan-international.org



Imprimé par Park Communications sur papier certifié FSC. Park est une société CarbonNeutral® certifiée EMAS et son système de gestion environnementale est certifié ISO14001. 100 % des encres utilisées sont à base d'huiles végétales, 95 % des produits chimiques d'imprimerie sont recyclés pour être réutilisés et en moyenne, 99 % des déchets associés à cette production seront recyclés. Ce document est imprimé sur Hello Fat Matt, un papier contenant 100 % de fibres vierges provenant de forêts gérées de façon responsable, durables, certifiées FSC. La pâte à papier utilisée dans ce produit est blanchie par un procédé n'utilisant pas de chlore élémentaire (ECF).

Conception et graphisme : nim design



*Par l'intermédiaire du Bureau régional de Plan pour l'Asie.